

REPUBLIQUE LIBANAISE
PRESIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES
MISSION DES COMPTES ECONOMIQUES

Les comptes économiques du Liban
2005

Elaborés et rédigés sous la direction de Robert Kasparian

Octobre 2007

Avant-propos

En 2002, S.E. le Premier Ministre Rafic Hariri et S.E. le Ministre de l'économie et du commerce Basil Fuleihan lançaient le projet d'élaborer les comptes économiques du Liban afin de fournir une description de l'évolution de l'économie libanaise. Ce projet a bénéficié depuis le tout début du soutien technique de l'Institut français de la statistique et des études économiques INSEE dont la réputation dans ce domaine est indiscutée. Le choix avait été de retenir 1997 comme année de base, en raison de la disponibilité d'un certain nombre d'enquêtes statistiques. Ceci a permis le calcul de comptes économiques 1997 complets¹, ensuite de la série des comptes économiques 1997-2002², puis des comptes économiques de l'année 2003³ et de l'année 2004⁴. La publication des comptes économiques 2005, que je suis heureux de célébrer, laisse espérer que l'année prochaine soient rendus disponibles les comptes des années 2006 et 2007, ce qui est conforme au calendrier international de publication des comptes nationaux. Nous avons déjà pris les dispositions pour assurer le plein accomplissement de ce projet et demandé encore le soutien de l'INSEE.

L'année 2005 a été marquée par le terrible événement qui a coûté la vie du Premier Ministre Rafic Hariri, du Ministre Basil Fuleihan et de nombreux autres. Cet événement a eu un impact sévère sur le mouvement de très forte croissance de la fin 2004. En raison d'un comportement de précaution de la population, la consommation finale a reculé fortement. Cependant, en phase avec le cycle d'expansion économique de la région, le dynamisme de la demande étrangère et la poursuite du cycle d'investissement privé ont permis de soutenir l'activité. De même, l'amélioration de la maîtrise des dépenses publiques et la diminution continue du déficit public ont pu être poursuivies. Lorsque les consommateurs ont repris confiance, l'amélioration de la situation économique à la fin de 2005 a laissé espérer une très forte croissance de l'année 2006 qui aurait pu être aussi bonne, sinon meilleure, que celle de l'année 2004. La preuve est ainsi faite que, lorsqu'elle n'est pas affectée par les événements dramatiques qu'a connus notre pays ces dernières années, notre économie peut atteindre des performances élevées.

Avec la poursuite du projet des comptes nationaux, le Liban disposera prochainement d'une longue série de données et d'une description mise à jour des performances de l'économie libanaise. Ceci a permis d'ores et déjà de développer de nombreux travaux d'analyse économique, ce qui était le vœu profond du Ministre Basil Fuleihan. Pour tous ces enseignements et pour leurs travaux, j'adresse mes remerciements à M. Robert Kasparian et à ses collaborateurs, ainsi qu'à tous les organismes libanais et internationaux qui ont collaboré à ce projet. Je remercie aussi les autorités françaises pour leur soutien permanent.

Le Président du Conseil des Ministres

Fouad Siniora

¹ Ministère de l'économie et du Commerce - République Libanaise - Mai 2003

² Ministère de l'économie et du Commerce - République Libanaise - Juillet 2005

³ Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise - Mai 2006

⁴ Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise - Février 2007

Remerciements à l'équipe qui a collaboré à la réalisation de cet ouvrage.

Najwa Yaacoub, statisticienne en charge des comptes économiques à l'Administration Centrale de la Statistique,

Nadine Zantout, économiste auprès de la mission des comptes économiques,

Michel Salameh de la Banque du Liban pour les comptes du secteur financier,

Rana Dakroub du ministère des finances pour les comptes de l'administration

Sommaire

	page
Introduction	9
Première partie. Le compte de biens et services	11
Chapitre 1. La production	13
Section I. L'agriculture et l'élevage	14
Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux	16
Section III. L'industrie	17
Section IV. La construction	18
Section V. Les transports et communications	19
Section VI. Les services marchands	20
Section VII. Le commerce	23
Section VIII. Les services non marchands	25
Chapitre 2. Les importations	28
Chapitre 3. La consommation	34
Section I. La consommation des ménages	34
Section II. La consommation publique	42
Chapitre 4. Les investissements	44
Section I. La formation brute de capital fixe	44
Section II. La variation des stocks	45
Chapitre 5. Les exportations	46
Deuxième partie. Les comptes intégrés	51
Chapitre 1. Les comptes intégrés de l'économie nationale	54
Section I. Le compte de production	55
Section II. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires	57
Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus	60
Section IV. Le compte d'utilisation du revenu	64
Section V. Le compte de capital	65
Section VI. Le compte financier	66
Chapitre 2. Les comptes du reste du monde et la balance des paiements	71
Section I. Le compte des opérations sur biens et services	71
Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants	72
Section III. Le compte des transferts en capital	73
Section IV. Le compte financier	74
Conclusion	75
ANNEXES	
Annexe I. Les tableaux des comptes de base	83
Annexe II. Sources statistiques	105
Annexe III. Note sur l'exploitation des déclarations des entreprises assujetties à la TVA	126

Liste des tableaux

Tableaux dans le texte

1. Compte global de biens et services 2004-2005	11
2. Valeur ajoutée par secteur 2004-2005	13
3. La production agricole 2004-2005	14
4. La production d'énergie et eaux 2004-2005	16
5. La production industrielle 2004-2005	17
6. La production de bâtiment et travaux publics 2004-2005	19
7. La production de services de transports et communications 2004-2005	19
8. La production de services marchands 2004-2005	20
9. Compte du secteur commercial 2004-2005	24
10. Calcul de la production des services non marchands 2004-2005	25
11. Importations classées par groupe de produit 2004-2005	29
12. Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2004-2005	29
13. Ventilation des produits intermédiaires importés en produits pétroliers et autres produits 2004-2005	30
14. Consommation des ménages par nature 2004-2005	34
15. Consommation alimentaire des ménages par nature 2004-2005	35
16. Consommation des ménages d'énergie et eaux 2004-2005	37
17. Achat de biens d'équipement par les ménages 2004-2005	38
18. Consommation de biens manufacturés selon leur nature 2004-2005	39
19. Consommation intérieure de services de transports et communication 2004-05	39
20. Consommation de services sociaux selon leur nature 2004-2005	40
21. Consommation de services individuels selon leur nature 2004-2005	41
22. Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé 2001-2005	42
23. La formation brute de capital fixe par nature 2004-2005	44
24. Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/privé 2004-05	45
25. Les exportations de biens et services par nature 2004-2005	46
26. Exportations de lingots d'or 2001-2005	47
27. Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1)	52
28. Comptes du reste du monde (S.2)	53
29. Evolution des principaux agrégats	54
30. Les impôts indirects par nature 2001-2005	56
31. Les taxes sur la consommation par nature 2001-2005	56
32. Les subventions aux entreprises publiques 2001-2005	57
33. La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2001-2005	58
34. Calcul des charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations 2001-2005	59
35. Evolution des charges de la dette publique et de part des intérêts dans les charges 2001-2005	59
36. Composition du revenu national brut 2001-2005	60
37. Répartition des impôts directs par nature 2001-2005	61
38. Les cotisations sociales payées par les agents nationaux 2001-2005	62
39. Répartition des prestations sociales reçues par nature 2001-2005	62
40. Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature 2001-2005	63
41. Calcul du RNBD 2001-2005	63
42. Répartition du RNBD et de l'épargne nationale brute par agent 2001-2005	64
43. Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent 2001-2005	65

44. Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire 2001-2005	67
45. Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur 2001-2005	68
46. Variation des crédits selon leur nature 2001-2005	69
47. Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques 2001-05	69
48. Evolution des différents soldes de la balance des paiements 2001-2005	71

Tableaux des comptes de base (Annexe I)

1. Tableaux emplois - ressources des comptes de biens et services par groupe de produits en valeur courante et en volume aux prix de l'année précédente	
1.0. Ensemble des produits	83
1.1. Produits de l'agriculture	84
1.2. Produits de l'élevage	85
1.3. Energie et eaux	86
1.4. Produits des industries agro-alimentaires	87
1.5. Textiles et cuir	88
1.6. Minerais non métalliques	89
1.7. Métaux, machines et appareils	90
1.8. Bois, caoutchouc et produits chimiques	91
1.9. Meubles	92
1.10. Produits divers	93
1.11. Bâtiment et travaux publics	94
1.12. Transports et communications	94
1.13. Services marchands	95
1.15. Services non marchands	95
2. Tableaux entrées - sorties des comptes de biens et services, en valeur courante et en volume aux prix de l'année précédente 2001-2005	96
3. Comptes des institutions financières (Comptes des banques commerciales)	101
4. Comptes des Administrations publiques	
4.1. Comptes de l'administration centrale	102
4.2. Comptes consolidés des administrations publiques	104

Tableaux des sources statistiques (Annexe II)

I.1	Mouvement de la population	105
II.1	La production végétale	105
II.2	La production animale	106
III.1	Les principaux produits pétroliers importés	107
III.2	La consommation d'électricité	107
IV.1	Tabac manufacturé	108
IV.2	Importations de produits intermédiaires destinés à l'industrie	108
V.1	Permis de construire enregistrés à l'ordre des ingénieurs	109
V.2	Ventes locales de ciment	109
V.3	Importations de matières premières pour la construction	109
VI.1	Mouvement des marchandises au port de Beyrouth	109
VI.2	Nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Beyrouth	109
VI.3	Recettes de la direction des téléphones et télécommunications	109
VII.1	Enseignement : Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits	110
VII.2	Santé : dépenses publiques de santé	110

VII.3 Services des assurances	110
VII.4 Arrivées des voyageurs	110
VIII.1 Recettes et dépenses budgétaires de l'Etat et leur classement	111
VIII.2 Comptes du Trésor	112
VIII.3 La dette publique	112
VIII.4 Transferts du budget de l'Etat aux administrations autonomes	113
VIII.5. Comptes du CDR	114
VIII.6. Comptes de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale	115
VIII.7. Calcul de l'amortissement du capital fixe des administrations	116
IX.1. Evolution de la situation monétaire	117
IX.2. Distribution des crédits bancaires par secteur	117
X.1. Evolution des importations par branche de production	118
X.2. Exportations	120
X.3. Evolution des réexportations et du transit	120
X.4. Importations suivant les principaux pays	120
XI.1. Indice (officiel) des prix à la consommation	121
XI.2. Indice des prix à la consommation d'après les relevés de la CCIAB	121
XI.3. Indice des valeurs unitaires à l'importation	122
XI.4. Indice des taux de change	124

Tableaux de la note sur l'exploitation des déclarations des entreprises assujetties à la TVA (Annexe III)

Tableau 1. Nombre d'entreprises, chiffre d'affaires (CA), valeur ajoutée (VA), formation brute de capital fixe (FBCF) et taxes payées suivant le secteur d'activité économique 2003-2005	127
Tableau 2. Evolution des ratios VA/CA et Taxes/VA 2003-2005	128
Tableau 3. Taux de variation du nombre d'entreprises des chiffres d'affaires déclarés (CA), des valeurs ajoutées, d'achats de biens d'équipement déclarés (FBCF) et des taxes payées 2003-2004 et 2004-2005	128
Tableau 4a. Nombre d'entreprises ayant déclaré deux années de suite, chiffre d'affaires (CA) et valeur ajoutée (VA), et taux de croissance suivant le secteur d'activité économique 2003-2004 et 2004-2005	129
Tableau 4b. Nombre d'entreprises ayant déclaré deux années de suite, achat de biens d'équipement (FBCF), taxe payée et taux de variation suivant le secteur d'activité économique 2003-2004 et 2004-2005	130

Introduction

Les comptes économiques du Liban pour l'année 2005 présentés ici, sont établis suivant les mêmes conventions et méthodes qui ont été adoptées lors de la confection des comptes des années 1997 à 2004. Rappelons que, vu les lacunes dans la base des données concernant l'économie du pays, un modèle simplifié tiré de celui de la comptabilité nationale telle que recommandée par les Nations Unies et l'Union Européenne a été adopté et des méthodes d'estimation des différents postes des comptes à partir des données disponibles ont été élaborées.⁵

Cependant, les estimations de certains postes ont été révisées au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles données sur l'économie nationale. Ainsi, notre connaissance sur les entreprises industrielles et de services s'est enrichie grâce à une enquête menée auprès des neuf cents plus grandes entreprises par l'Observatoire universitaire des réalités socio-économique de l'Université Saint-Joseph portant sur l'année 2003, enquête financée par l'organisme de coopération technique française (ADETEF). De plus, le dépouillement des déclarations fiscales des établissements industriels et commerciaux pour les années 2003 et 2004 ainsi que les statistiques tirées des dossiers de la TVA pour les années 2003 à 2005, ont permis de dégager les tendances de l'activité de certains secteurs économiques.

La croissance économique amorcée en 2003 et qui s'est poursuivie en 2004 avec plus de vigueur a été brutalement interrompue en 2005 suite à l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri le 14 février.

Les importations ont fortement baissé suite à la régression de la demande aussi bien intérieure qu'extérieure. Le recul du déficit de la balance commerciale et la poursuite du financement extérieur a permis de dégager un excédent dans la balance des paiements malgré une baisse des transferts courants.

Tous ces faits sont détaillés dans les comptes qui sont présentés en deux parties :

La première partie passe en revue les comptes de biens et services qui décrivent les différents aspects de l'économie réelle et leur évolution. Elle comprend cinq chapitres consacrés aux éléments constituant l'égalité de base de ces comptes à savoir :

production + importation = consommation + formation brute de capital fixe et variation des stocks + exportation.

La deuxième partie présente en deux chapitres l'équilibre général des comptes intégrant l'ensemble des flux constituant l'activité économique générale. Le premier chapitre est consacré aux comptes intégrés de l'économie nationale. Ils reprennent les comptes de production et les enchaînent avec les comptes des opérations de répartition et les opérations financières. Le deuxième chapitre expose les comptes du reste du monde et la balance des paiements.

⁵ Le lecteur pourra consulter le modèle des comptes et les méthodes d'estimation en détail dans les deux publications éditées par le ministère de l'économie et du commerce : « Les comptes économiques du Liban 1997 », mai 2003 et « Les comptes économiques du Liban 1997-2002 », juillet 2005

Les principaux comptes de base sont publiés en annexe :

1) Dans le cadre des comptes des biens et services :

- Les comptes emplois – ressources des biens et services groupés en quinze catégories
- Les tableaux entrée – sortie des comptes de biens et services suivant les sept principaux secteurs de l'économie.

2) Dans le cadre des comptes institutionnels :

- Les comptes des banques commerciales
- Les comptes de l'Administration centrale
- Les comptes estimés de l'ensemble des administrations

Les informations concernant les autres institutions font encore défaut.

Une rétrospective des comptes de 1997 à 2005 sera publiée ultérieurement après leur révision à la lumière des nouvelles données qui seront disponibles. Le lecteur pourra ainsi étudier le comportement de l'économie libanaise au cours des différentes phases de la conjoncture que le pays a traversé durant cette période.

Première partie. Le compte des biens et services

L'économie réelle est décrite par le compte global de biens et services. Le tableau n°1 ci-dessous présente les résultats de ce compte pour 2005 comparés à ceux de 2004. Une estimation des comptes à prix constants permet de dégager les effets de la variation des prix dans la variation totale et dégager ainsi la croissance réelle.

Tableau n° 1
Compte global de biens et services 2004-2005

	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
<i>Emplois</i>					
Consommation privée	27 657	27 542	26 984	2,1	-2,4
Consommation publique	4 840	5 002	4 978	0,5	2,9
FBCF privé et var. des stocks	6 079	6 160	5 954	3,5	-2,1
FBCF public	995	921	902	2,0	-9,3
Tot.: dépense nationale	39 571	39 625	38 818	2,1	-1,9
Exportations	6 426	6 869	6 749	1,8	5,0
Emplois= ressources	45 997	46 495	45 567	2,0	-0,9
<i>Ressources</i>					
PIB	32 359	32 499	32 700	-0,6	1,1
Importations	13 638	13 995	12 867	8,8	-5,7

Ainsi la croissance de l'activité économique intérieure mesurée par le Produit Intérieur Brut aux prix de l'année précédente a été en 2005 de 1,1% contre 7,4% en 2004, 4,1% en 2003 et de 2% en moyenne pour la période 1997-2002.

Le ralentissement de la croissance économique est la conséquence d'une baisse dans la dépense nationale : -1,9% en termes réels, Cette baisse intervient après deux années consécutives de hausse importante : +6,8% en 2004 et + 4,4% en 2003, Ce sont surtout les ménages qui ont diminué sensiblement leur consommation (-2,4%), tandis que le total des dépenses publiques de consommation et d'investissement s'est maintenu presque au même niveau qu'en 2004 et les investissements privés ont continué leur progression mais avec une baisse dans les stocks.

Cependant la progression des exportations (+5,0% en volume) a compensé en partie la baisse de la demande nationale ; ainsi la demande totale n'a régressé que de 0,9% en volume.

Comme on peut le constater, la production intérieure n'a pas suivi le rythme de la baisse de la demande intérieure et extérieure. Ce sont les importations qui ont régressé beaucoup plus que la demande (-5,7% en valeur réelle). Le même phénomène a été observé mais en sens inverse durant les deux années précédentes où le taux de croissance des importations a été plus important que celui de la demande.

Quant à l'inflation mesurée par la variation du niveau des prix à la consommation, elle a été plus modérée en 2005 que durant les deux années précédente : +2,1% contre 3,1% en 2004 et 3,6% durant 2003. Cette inflation est importée puisque le niveau des prix à l'importation mesuré par l'indice des valeurs unitaires a progressé de 8,8% en 2005 de 6,7% en 2004 et de 5,6% en 2003 alors que les prix des facteurs de production interne accusait peu de variations : -0,6% en 2005, +0,9% en 2004 et +1,6% en 2003.

L'évolution des agrégats du compte de biens et services durant l'année 2005 est décrite en détail dans les cinq chapitres qui suivent :

1. La production intérieure
2. Les importations
3. La consommation
4. La formation brute du capital fixe et la variation des stocks
5. Les exportations

Chapitre premier

La production

Le produit intérieur brut (PIB) mesure le niveau de l'activité de production des différents agents économiques. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées des entreprises (sociétés, entreprises individuelles et entreprises publiques) produisant des biens et services marchands évalués aux prix du marché et de la production des administrations de services non marchands évaluée aux coûts des facteurs.

La répartition du PIB sur les différents secteurs d'activité économique et son évolution en 2005 par rapport à 2004 sont données dans le tableau n° 2.

Tableau n° 2
Valeur ajoutée par secteur 2004-2005

Secteur	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Agriculture et élevage	1 705	1 690	1 696	-0,4	-0,5
Energie et eaux	73	-188	74	-354,9	1,0
Industries	3 783	3 786	3 793	-0,2	0,3
Construction	2 404	2 669	2 521	5,9	4,9
Transport et communications	2 404	2 360	2 514	-6,1	4,6
Services marchands	10 622	10 925	10 952	-0,2	3,1
Commerce	7 756	7 534	7 428	1,4	-4,2
Administration	3 612	3 722	3 722	0,0	3,1
Total PIB	32 359	32 499	32 700	-0,6	1,1

Le ralentissement de l'activité économique a affecté presque tous les secteurs de façon plus ou moins importante. Seul le secteur des communications et dans une moindre mesure celui de la construction et des services non marchands ont poursuivi leur progression. Le secteur du commerce a fortement régressé suite à la baisse importante du volume des importations.

La croissance ou la régression de la valeur ajoutée dans un secteur dépend non seulement du développement de l'activité réelle dans ce secteur mais aussi de la variation des prix à la production et des prix des entrants. Il est remarquable de constater que malgré une croissance faible mais réelle du secteur de l'énergie, la valeur ajoutée dans ce secteur a diminué jusqu'à devenir négative suite à la très forte hausse des prix des produits pétroliers servant à la production d'électricité, hausse non accompagnée par une hausse équivalente des prix de vente de l'énergie électrique.

Les sections qui suivent donnent le détail de la formation de la valeur ajoutée dans les différents secteurs.

Section I. L'agriculture et l'élevage

La valeur ajoutée dans l'agriculture et l'élevage est calculée en retranchant de la production aux prix à la ferme la valeur estimée de la consommation intermédiaire ainsi que le montre le tableau ci-dessous (tableau n° 3).

Tableau n° 3
La production agricole 2004-2005

Branche de production	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des vo- lumes
Céréales	78	93	91	2,0	17,1
Fruits	821	784	782	0,2	-4,7
Cultures industrielles	117	103	97	6,6	-17,1
Légumes et autres plantes	604	625	614	1,7	1,6
Produits de l'agriculture	1 620	1 605	1 585	1,3	-2,2
Animaux vivants	290	303	312	-2,8	7,6
Produits d'origine animale	214	221	219	0,6	2,3
Produits de la pêche	54	57	60	-4,0	10,9
Pr, de l'élevage et pêche	558	581	591	-1,7	5,9
Total général	2 178	2 186	2 175	0,5	-0,1
- consommation intermédiaire	473	496	479	3,6	1,2
= Valeur ajoutée brute	1 705	1 690	1 696	-0,4	-0,5

Dans l'ensemble la valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage a légèrement baissé en 2005 par rapport à 2004. Cette baisse est due essentiellement à la hausse de la valeur des matières premières utilisée qui a été plus importante que celle de la production (+4,8% contre +0,4%). Ces hausses sont causées par la hausse des prix. A prix constants, la production et la valeur ajoutée du secteur agricole n'ont presque pas changé par rapport à 2004.

Evolution de la production

La production végétale a accusé une légère baisse en volume durant l'année 2005, baisse due essentiellement à celle des fruits.

La baisse de 4,7% des quantités de fruits produits est due uniquement à la très forte baisse dans la production d'olives en 2005, baisse qui fait suite à la forte hausse de la production l'année précédente. En effet, d'après les estimations du Ministère de l'agriculture, la production d'olives aurait été de 83 200 tonnes en 2003, aurait atteint 167 300 tonnes en 2004 pour retomber à 76 500 tonnes en 2005. La production en quantités de l'ensemble des autres fruits n'aurait baissé que de 0,5% seulement.

La stabilité des prix à la production des fruits (+0,2%) est apparente. En effet, si l'on exclut les olives dont les prix ont haussé de 16,6%, les prix de l'ensemble des autres fruits ont en fait baissé de 2,7%.

La production de légumes dont la valeur vient en deuxième rang en importance dans le secteur de l'agriculture a connu par contre une certaine progression en quantité

(+1,6%) et en prix (+1,7%). On relève en particulier la hausse de la production de pomme de terre de 499 à 511 mille tonnes et celle de la tomate de 225 à 277 mille tonnes.

Les cultures industrielles sont constituées de la betterave sucrière dont la production a baissé de 84,8 à 79,2 mille tonnes et du tabac dont la production a passé de 11 mille tonnes en 2004 à 9 mille tonnes en 2005.

La production de céréales a par contre progressé de façon remarquable. La production de blé en particulier, qui constitue 60% de la valeur de cette branche de l'agriculture, a passé de 137 mille tonnes en 2004 à 144 mille tonnes en 2005.

La production du secteur de l'élevage et de la pêche a progressé, en 2005, à un rythme plus élevé que durant les deux années précédentes : 4,1% en 2005 contre 1,2% en 2004 et 3,2% en 2003. Cette croissance a été accompagnée d'une baisse des prix à la ferme de 1,7% dans l'ensemble.

L'augmentation des quantités produites d'animaux vivants est le résultat d'un arbitrage comptable entre les données divergentes relatives aux ressources et aux emplois du secteur : d'après les estimations du ministère de l'agriculture, la production d'animaux vivants aurait au contraire diminué de 3% en volume suite à une diminution la production de viande de poulets de 137 300 tonnes en 2004 à 130 600 tonnes en 2005 et à une stagnation de celle de viande rouge.

La hausse de 2,3% des quantités de produits d'origine animale est le résultat de l'augmentation de la production de lait frais qui, d'après les estimations du ministère de l'agriculture, a passé de 244 000 tonnes en 2004 à 251 900 tonnes en 2005, de celle d'œufs qui a passé de 755 à 758 millions d'unités et enfin de celle du miel qui s'est élevée de 1 070 tonnes à 1 095 tonnes.

La consommation intermédiaire dans l'agriculture et l'élevage

Contrairement à la production qui fait l'objet de statistiques régulières de la part du ministère de l'agriculture, la consommation intermédiaire dans ce secteur n'est pas saisie par enquête directe auprès des agriculteurs et des fermiers ; elle a été estimée de façon indirecte par l'examen de la production et de l'importation de produits destinés à l'agriculture et à l'élevage : semences et plants, eau d'irrigation, engrais, pesticides, aliments pour le bétail, etc. Ces produits sont d'ailleurs en grande partie importés, ce qui permet aussi de calculer approximativement l'évolution de leur prix de vente aux agriculteurs ainsi que des quantités utilisées.

La légère augmentation du volume des produits intermédiaires utilisés dans l'agriculture en 2005 par rapport à 2004 (+1,2%), est le résultat d'une baisse des quantités d'engrais importés (-29%) et d'une hausse du volume des pesticides importés (+9,5%). L'importation des autres produits entrants dans l'agriculture et l'élevage a aussi stagné ou baissé : semences et plants -2,9%, céréales et autres produits pour l'alimentation des animaux :-1,7%.

La hausse des prix de ces produits (+3,6%) est aussi le résultat de la hausse des prix à l'importation des engrais (+15,5%), des prix des carburants (+21%), hausse tempérée

par une baisse des prix à l'importation des pesticides (-8,5%) et des semences et plants (-2,5%).

Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux

Parallèlement aux entreprises publiques qui contrôlent la production et la distribution de l'électricité et de l'eau, il existe, en raison des coupures fréquentes sur le réseau de distribution public, de petits établissements privés qui produisent et vendent de l'électricité à l'échelle du quartier et aussi des établissements qui distribuent de l'eau aux domiciles par des camions citernes. Les estimations de 2005 sont basées sur les estimations antérieures en utilisant les indicateurs disponibles.

L'évolution du compte de production de ce secteur entre 2004 et 2005 se présente comme suit (tableau n° 4) :

Tableau n° 4
La production d'énergie et eaux 2004-2005

Branche de production	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Electricité	1 158	1 158	1 168	-0,9	0,9
Eaux	171	173	173	0,0	1,2
Total	1 329	1 331	1 341	-0,8	0,9
- consommation intermédiaire	1 256	1 518	1 267	19,9	0,9
= Valeur ajoutée brute	73	-188	74	-354,9	1,0

Evolution de la production

L'évolution en volume de la production d'électricité est estimée grâce aux statistiques de la distribution du courant électrique sur le réseau qui font apparaître une augmentation de 0,9% entre 2004 et 2005 (de 10 491 MkwH en 2004 à 10 581 MkwH en 2005).

En l'absence de données sur la distribution d'eau, la consommation de ce bien a été supposée augmenter proportionnellement à la croissance de la population qui est environ de 1,2% par an.

Quant aux prix, ils sont en théorie constants puisque aucun changement de tarif n'est intervenu entre 2004 et 2005. Cependant, le tarif de l'électricité étant progressif, le prix moyen du KWh distribué dépend de la répartition de la consommation entre les ménages. D'après les données de l'EDL le prix moyen du kWh facturé en 2005 était très légèrement inférieur à celui de 2004 (-0,9%).

Evolution de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée dans le secteur de l'énergie

La consommation intermédiaire dans ce secteur est restée stationnaire en volume, la légère baisse dans les importations des carburants destinés à l'EDL étant compensée par la hausse d'autres inputs : les quantités de fuel importées ont passé entre 2004 et 2005 de 1383 à 1360 mille tonnes et celles de gasoil destinées à l'EDL de 842 à 782 mille tonnes. Mais la valeur de ces carburants a fortement augmenté suite à la forte hausse de leur prix.

En conséquence, la valeur ajoutée dans ce secteur, qui représente une faible part de la valeur de la production, a chuté de 274,3% devenant même négative, passant de 83 milliards de LL en 2004 à -188 milliards en 2005. A prix constants, la valeur ajoutée aurait augmenté de 1% malgré une très faible hausse de la production suite à la stagnation des consommations intermédiaires.

Section III. L'industrie

Le tableau n° 5 montre l'évolution de la production des différentes branches de l'industrie ainsi que celle de la consommation intermédiaire suivant la nature des biens et services utilisés dans le processus de production.

Tableau n° 5
La production industrielle 2004-2005

Branche de production	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Production					
Agro-alimentaires	3 183	3 007	2 911	3,3	-8,5
Textiles	706	743	715	3,8	1,3
Minéraux non métalliques	989	1 112	1 088	2,3	9,9
Métaux, machines et appareils	1 404	1 648	1 600	3,0	13,9
Bois, caoutchouc et chimie	1 182	1 161	1 109	4,7	-6,2
Meubles	477	500	480	4,1	0,7
Autres branches	967	930	958	-2,9	-1,0
Total	8 908	9 101	8 860	2,7	-0,5
Consommation intermédiaire					
Produits agricoles	746	656	668	-1,9	-10,4
Produits de l'élevage	580	525	514	2,2	-11,4
Energie et eaux	430	551	453	21,5	5,3
Produits agro-alimentaires	295	287	262	9,6	-11,3
Textiles	275	267	280	-4,8	2,0
Minéraux non métalliques	520	569	546	4,3	5,0
Métaux, machines et appareils	874	981	942	4,1	7,8
Bois, caoutchouc et chimie	1 157	1 192	1 101	8,3	-4,9
Autres produits manufacturés	84	87	100	-12,5	18,7
Services	164	201	201	0,0	22,4
Total	5 125	5 315	5 067	4,9	-1,1
Valeur ajoutée brute	3 783	3 786	3 793	-0,2	0,3

Dans l'ensemble, le volume de la production industrielle (output) en 2005 a été plus faible qu'en 2004 (-0,5%). Le volume des entrants (input) dans l'industrie ayant diminué dans une proportion plus importante (-1,1%) que celui de la production, il en est résulté une légère croissance de la valeur ajoutée à prix constants (+0,3%).

Par ailleurs les industriels n'ont pas haussé les prix à la production dans la même proportion que celle des prix des produits intermédiaires consommés (+2,7% au lieu de +4,9%) gardant ainsi presque constant les prix des facteurs de production.

Evolution de la production

Toutes les branches n'ont pas été affectées de façon égale par le ralentissement de l'activité économique. Les branches d'industrie agro-alimentaire, du bois, caoutchouc et chimie ont vu le volume de leur production diminuer très sensiblement, tandis que la production de la plupart des autres branches restait presque stationnaire. Seules les industries des métaux, machines et appareils ont progressé de façon importante.

La baisse de la production dans le secteur de l'agro-alimentaire est due à la baisse de la demande de certains produits de consommation tels que le tabac local et la viande fraîche. Ainsi la régie des tabacs a diminué sa production de tabac manufacturé de 1803 en 2004 à 655 tonnes en 2005. De même, l'importation de bovins et d'ovins destinés à la boucherie a diminué de 127 mille tonnes en 2004 à 98 mille tonnes en 2005. Par ailleurs, la production d'huile d'olive a diminué suite à la forte chute dans la récolte d'olives (voir section I, l'évolution de la production agricole).

Evolution de la consommation intermédiaire dans l'industrie

La composition des intrants dans l'industrie varie en fonction de l'évolution de la production des différentes branches, Ainsi la diminution en volume de la consommation des produits de l'agriculture et de l'élevage provient de la décroissance des industries agro-alimentaires. Notons que la hausse en valeur relative de la consommation de produits divers n'est pas très significative vu son faible poids dans les intrants.

Section IV. La construction

Comme pour la production industrielle, la croissance réelle de la construction est déduite des statistiques sur les matières premières utilisées dans ce secteur : livraison intérieure de ciment par les cimenteries locales et produits importés utilisés dans le bâtiment et les travaux publics. Le tableau n° 6 montre la variation de la production de bâtiments en valeur et en volume ainsi que celle des produits consommés dans la construction.

N'étant pas observée directement, la variation des prix à la construction a été estimée par la moyenne pondérée de l'évolution du salaire de l'ouvrier et des prix des matières premières. Le prix de la main d'œuvre ayant haussé d'environ 8% la croissance des prix à la construction aurait été de 5,2% contre une hausse de 4,4% dans la valeur des matières premières destinées à la construction.

Tableau n° 6
La production de bâtiment et travaux publics 2004-2005

	<i>Valeurs en milliards de LL</i>			<i>Variation en %/an</i>	
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Production	4 451	4 858	4 616	5,2	3,7
Consommation intermédiaire					
Minéraux non métalliques	813	880	844	4,3	3,8
Métaux machines et appareils	827	881	846	4,1	2,3
Bois, caoutchouc, chimie	228	237	219	8,3	-4,2
Autres produits	36	35	31	13,9	-13,0
Services	143	156	156	0,0	9,3
Total	2 047	2 189	2 096	4,4	2,4
Valeur ajoutée brute	2 404	2 669	2 521	5,9	4,9

La variation du volume des produits intermédiaires consommés n'a pas été la même pour tous les types d'intrants, la consommation des services en particulier des services financiers a varié de façon plus importante.

Les prix de l'ensemble des facteurs de production formant la valeur ajoutée (amortissement, salaires et revenus mixtes) auraient accusé une hausse de 5,9%.

Section V. Les transports et communications

Le secteur des transports et communications a poursuivi sa croissance durant l'année 2005 (+6,2% en volume), mais à un rythme moins élevé qu'en 2004 où il avait atteint +18,7%. Cette croissance est due principalement au développement spectaculaire de télécommunications alors que le secteur des transports aériens restait stationnaire.

Le tableau n° 7 montre l'importance de la branche des télécommunications dont la production a accusé une hausse de 8,1% avec une stabilité dans les prix.

Tableau n° 7
La production de services de transports et communications 2004-2005

Branche de production	<i>Valeurs en milliards de LL</i>			<i>Variation en %/an</i>	
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Transports routiers	751	769	753	2,0	0,2
Transports aériens et autres	372	418	372	12,4	0,0
Postes et télécommunications	3 474	3 756	3 756	0,0	8,1
Total	4 598	4 942	4 881	1,3	6,2
- consommation intermédiaire	2 193	2 582	2 366	9,1	7,9
= Valeur ajoutée brute	2 404	2 360	2 514	-6,1	4,6

Il faut noter cependant que la branche des transports routiers est sous-estimée du fait qu'elle ne prend pas en compte, faute de renseignements, les transports de

marchandises. Ceci a pour conséquence de diminuer la part de ce secteur dans le PIB au profit des autres secteurs, notamment le commerce.

La détérioration des prix de la valeur ajoutée est due à la hausse des prix des intrants, notamment des prix des carburants alors que les prix à la production étaient quasi stationnaires sauf dans la branche des transports aériens où les prix ont accusé une hausse importante sous le double effet de la hausse des carburants et des taxes d'aéroport dans la plupart des pays. Ainsi, alors que les statistiques de l'IATA faisaient apparaître une hausse importante dans la valeur des titres de voyage vendus sur le territoire libanais, le mouvement des passagers au départ de l'aéroport international de Beyrouth restait au même niveau qu'en 2004.

Section VI. Les services marchands

Du compte de production du secteur des services marchands autres que les transports, communications et commerce reproduit dans le tableau n° 8 ci-dessous, il ressort que ce secteur a connu une progression plus modeste qu'en 2004 : la valeur ajoutée a crû en termes réels de 3,1% contre 4,2% en 2004.

Evolution de la production de services marchands

Le secteur des services marchands est très hétérogène et groupe des activités qui ont connu des développements différents.

Tableau n° 8
La production de services marchands 2004-2005

Branche de production	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Services aux entreprises	900	983	983	0,0	9,2
Entretien et réparation	251	217	213	1,8	-15,3
Logement	2 299	2 343	2 343	0,0	1,9
Hôtels et restaurants	1 259	1 236	1 246	-0,8	-1,0
Services personnels divers	785	814	793	2,7	1,0
Services de santé	1 865	1 836	1 847	-0,6	-1,0
Services d'éducation	3 059	3 201	3 148	1,7	2,9
Services financiers	2 545	2 796	2 796	0,0	9,9
Total	12 963	13 427	13 370	0,4	3,1
- Consommation intermédiaire	2 341	2 501	2 418	3,4	3,3
= Valeur ajoutée brute	10 622	10 925	10 952	-0,2	3,1

a) Les services aux entreprises

Il s'agit des services techniques, juridiques, de comptabilité, d'informatique, de location de matériels, de courtage, etc. La production de ces services n'est pas estimée à partir d'enquêtes directes auprès des entreprises. Elle est égale à la somme des consommations intermédiaires des différents secteurs utilisateurs de ces services, en particulier l'administration publique, et des exportations. Les erreurs d'estimation

possibles des consommations intermédiaires n'affectent pas l'estimation du PIB mais sa répartition entre le secteur des services et les autres secteurs. Par contre, une erreur sur l'estimation des exportations de services affecte le PIB.⁶ D'après une enquête récente, les exportations de tels services auraient été le principal facteur de leur développement.

Les prix de ces services n'ont fait l'objet d'aucune évaluation et ont été maintenus constants.

b) Les services d'entretien et réparation

Il s'agit ici uniquement des services d'entretien et de réparation utilisés par les ménages et les administrations qui sont les seuls à avoir été saisis statistiquement. Les services d'entretien utilisés par les entreprises n'ont pas fait l'objet d'estimations et ont été négligés ; en conséquence la répartition du PIB entre le secteur des services et les autres secteurs, est biaisée.

La consommation des ménages en services d'entretien et de réparation, principale composante de la production de ce secteur, est connue grâce à l'enquête sur le budget des ménages de 1997. Les estimations pour les autres années ont été effectuées à l'aide d'indicateurs : l'importation des pièces de rechange pour la réparation des voitures et de l'électroménager, la croissance du nombre de logements (de ménages) pour l'entretien des bâtiments. D'après ces indicateurs, la consommation et donc la production de tels services aurait connu une forte régression en 2005 (-15,3%) suite à la forte progression observée en 2004 (+14,2%). La hausse des prix de ces services aurait atteint 1,8% d'après les relevés de prix de la Chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Beyrouth (CCIAB).

c) Les services des hôtels et restaurants

Par convention et commodité de traitement statistique, la production des hôtels et restaurants est égale à leur chiffre d'affaires diminué de la valeur des achats de nourritures et boissons servies aux clients. Partant des estimations de 1997, la production de ce secteur pour les années suivantes a été estimée en utilisant comme indicateur de croissance réelle la moyenne simple des taux de croissance des arrivées des touristes et de la population résidente. C'est ainsi que le taux de croissance de ce secteur a été estimé à -1% au regard de la baisse du mouvement touristique : l'arrivée de voyageurs étrangers a baissé de 2,9% en 2005 par rapport à 2004 (1,32 millions d'arrivées en 2005 contre 1,36 millions en 2004).

Les variations des prix des services de restauration sont déduites des observations de la CCIAB. Celles des prix des services d'hôtellerie ont été prises comme étant égales à celles des prix de la restauration.

⁶ Les comptes de ce secteur ont été révisés en 2003 à la lumière des résultats des enquêtes effectuées auprès des grandes entreprises. Il est apparu que les exportations de services adoptées dans les comptes 1997-2002 étaient sous-évaluées.

d) Les services personnels divers

Il s'agit des services de loisirs, de soins personnels et ménagers. Ils sont connus grâce à l'enquête sur les budgets des ménages de 1997. L'estimation pour les autres années a été faite de façon arbitraire en appliquant aux données de 1997 un taux de croissance réelle de 1,4%/an pour la période 1997-2002 et de 1,2% pour les années 2003 et 2004 et de 1% pour 2005. Le taux de variation des prix est calculé grâce aux relevés de prix de la CCIAB.

e) Les services de santé

Les services de santé ont fait l'objet de nombreuses études entre 1997 et 1999 : enquête sur les conditions de vie des ménages (ACS 1997, les comptes de la santé (OMS 1998), enquête sur l'utilisation des services de santé (ACS, OMS 1999). Les estimations retenues pour 1997 sur la base de ces études ont été projetées sur les années suivantes en retenant l'importation de médicaments comme indicateur de la production des services de santé.

D'après ces estimations, le secteur de la santé (secteur marchand, à l'exclusion des services publics de santé) aurait connu en 2005 une légère régression (-1%) après une période de croissance accélérée : +5,5 en 2004, 3,2% en 2003 et 2,4% par an en moyenne sur la période 1997-2002.

Les variations des prix (-0,6% en 2005) ont été déduites des observations concordantes de l'ACS et de la CCIAB.

f) Les services d'éducation

La production de services d'éducation comprend uniquement les frais de scolarités et la valeur des services annexes reçus par les écoles et les universités de l'enseignement privé. Les services des écoles publiques et de l'Université libanaise sont comptés avec les services non marchands du secteur de l'administration (voir plus loin chapitre 3, section 2). Les estimations de 1997 ont été projetées sur les années suivantes en fonction de l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants enregistrés dans les établissements d'enseignement privés et des prix de scolarité relevés par la CCIAB.

Le résultat de ces estimations fait apparaître un taux de croissance réelle de ce secteur de 2,9% en 2005 contre 6,5% en 2004, 3,5% en 2003 et une moyenne annuelle de 1,3% par an durant la période 1997-2002. Les relevés de prix de l'ACS font apparaître une légère hausse des prix (+1,7%).

g) Les services financiers

Les services financiers comprennent les services bancaires et les services d'assurances.

La valeur de la production de services bancaires est définie comme étant égale aux intérêts et commissions reçus par les banques, diminués des intérêts payés aux

déposants. Les données ayant servi au calcul de la production de ces services sont fournies par les comptes de "pertes et profits" communiqués à la Banque du Liban.

Il est difficile de définir un prix pour les services bancaires. En attendant des travaux d'étude permettant la mise au point d'une méthode de détermination d'un tel prix, les prix des services bancaires ont été supposés constants sur la période étudiée.

La valeur de la production bancaire (banques commerciales seulement) a passé de 1 551 milliards de LL en 1997 à 2 025 milliards en 2003, 1 997 milliards en 2004 et 2 170 milliards en 2005. Ainsi après un période de croissance à un rythme moyen compris entre 4 et 5%, la production des banques commerciales a diminué de 2,3% en 2004 par rapport à 2003 puis a haussé de 11,2% en 2005. La baisse en 2004 avait été largement compensée par la croissance des établissements de crédits à moyen et long terme cette année-là.

De même, la production des services d'assurances est définie comme étant égale à la différence entre les primes reçues et les indemnités payées. Là encore il n'est pas envisagé de définir le prix du service ainsi défini.

La valeur de la production de service d'assurances a été révisée à la lumière de nouvelles statistiques fournies par le ministère de l'économie et du commerce. Ce secteur a connu une très forte croissance durant les sept dernières années. Durant la période quinquennale 1997-2002, le produit des assurances a passé de 182 à 299 milliards de LL soit un taux de croissance moyen de 10% par an. En 2003 et 2004, la progression a été encore plus forte : +16% en 2003 et +21% en 2004. En 2005 la croissance s'est poursuivie à un rythme ralenti (+7,3%), la valeur des services d'assurance ayant atteint 453 milliards de LL.

Section VII. Le commerce

Evolution de la production du secteur commercial

La valeur de la production de services commerciaux est mesurée par les marges commerciales au sens large (différence entre les prix de vente et les prix d'achat) et les commissions reçues par les intermédiaires entre utilisateurs et producteurs de marchandises. Ces marges comprennent les taxes sur la consommation payées par les commerçants et les marges du commerçant à proprement parler. Le tableau n° 9 ci-dessous récapitule les éléments rentrant dans le calcul de la production du secteur commerce.

Seules les taxes payées lors de la rentrée de la marchandise sur le territoire libanais ont pu être répertoriées. Elles comprennent les droits de douanes, la taxe sur la consommation et, depuis 2002, la TVA perçus sur les marchandises importées.

Les marges du commerce intérieur sont égales à la différence entre la valeur des emplois de biens et services et celle des importations et de la production locale diminuée du montant des taxes payées par les importateurs. Ainsi calculées, les marges comprennent les taxes internes telles que la TVA interne que les statistiques actuelles ne permettent pas d'affecter aux différents groupes de produits.

Le calcul des marges aux prix de l'année précédente revient à calculer les marges d'une année en appliquant au volume des biens échangés, le coefficient de marge de l'année précédente. Ce calcul a été fait séparément pour les taxes et les marges du commerce intérieur. En ce qui concerne les prix des services du commerce extérieur, aucune estimation de leur évolution n'est possible ; ils ont été maintenus au même niveau.

Tableau n° 9
Compte du secteur commercial 2004-2005

Composantes du produit du commerce	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Taxes sur les importations	2 963	2 643	2 819	-6,3	-4,9
Marges du comm. intérieur	5 169	5 225	4 928	6,0	-4,7
Services du commerce extérieur	950	917	917	0,0	-3,5
Total= production	9 082	8 785	8 664	1,4	-4,6
- Consommation intermédiaire	1 326	1 251	1 236	1,2	-6,8
= Valeur ajoutée brute	7 756	7 534	7 428	1,4	-4,2

La lecture du tableau n° 9 nous apporte les renseignements suivants :

- Les taxes sur les importations ont atteint 2 643 milliards de livres soit une baisse relative par rapport à 2004 de 10,8%. Par comparaison au taux de croissance des importations en valeur aux prix courant (+3,2%), cela dénote une baisse importante dans le ratio taxes sur importations qui passe de 22,5% en 2004 à 19,4% en 2005. Si les prix à l'importation et les taux de taxation n'avaient pas changé, la valeur des taxes à l'importation aurait atteint 2 819 milliards de LL, soit une baisse par rapport à 2004 de 4,9% seulement. La baisse des taxes à prix et taux constants aurait été de 4,9% ce qui est aussi différent du taux de variation réelle des importations (-5,7%). Cet écart résulte uniquement de la différence entre la croissance des importations de produits taxés et celle de produits exempts. Ainsi la baisse de 10,8% des taxes est due pour 4,9% à la baisse en volume des importations taxées et pour 6,3% à la variation des prix et des taux de taxation.
- Les marges du commerce intérieur ont par contre légèrement augmenté passant de 5 169 milliards en 2004 à 5 225 milliards de LL en 2005, soit +1,2%. Calculées à prix et taux de marge constants les marges auraient atteint 4 928 milliards de LL soit en baisse de 4,7%. En conséquence, les « prix » du service de commerce auraient haussé de 6%. Cette hausse est imputable pour 5,5% à la hausse des prix origine des biens.

La consommation intermédiaire et la valeur ajoutée dans le secteur du commerce

La consommation intermédiaire est estimée pour l'année 1997 puis projetée sur les années suivantes suivant les mêmes méthodes que dans les autres secteurs de l'économie. Rappelons que les services de transport de marchandises ne sont pas inclus dans les entrants du commerce, ce qui entraîne une légère surévaluation de la valeur ajoutée dans ce secteur contrebalançant la sous-évaluation de la valeur ajoutée du secteur des transports.

Les prix des produits consommés par le secteur du commerce ont haussé dans l'ensemble de 1,2% en 2005 contre 2,5% en 2004.

Compte tenu de l'évolution des "prix" à la production de ce secteur, la valeur ajoutée à prix constants a baissé en 2005 de 4,2% contre une hausse de 9,3% en 2004, 3,3% en 2003 et 0,6% par an en moyenne durant les années 1998-2002.

Section VIII. Les services non marchands

Les services non marchands sont fournis par les administrations publiques qui comprennent l'Administration centrale, les administrations autonomes et les municipalités. Comme leur dénomination l'indique, ces services ne sont pas vendus sur un marché et n'ont donc pas de prix au sens courant du terme. Leur valeur est alors estimée à leurs coûts constitués par les trois éléments suivants : valeur des biens et services marchands consommés, valeur de l'amortissement du capital fixe public et salaires des fonctionnaires.

Seuls les comptes de l'Administration centrale et ceux du Conseil du développement et de la reconstruction (CDR) sont publiés régulièrement. Les autres administrations ont fait l'objet d'estimations en 1997. Ces estimations ont été projetées sur les autres années à partir d'indicateurs contenus dans les comptes du Trésor public.

Le tableau n° 10 montre le détail des éléments rentrant dans le calcul de la production des administrations en 2005 comparée à celle de 2004,

Tableau n° 10
Calcul de la production des services non marchands 2004-2005

Éléments du coût	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Consommation intermédiaire					
Energie et eaux	58	92	75	21,5	28,9
Produits manufacturés	147	153	145	5,4	-1,6
Transport et communications	26	24	24	0,0	-8,2
Services financiers	487	523	523	0,0	7,5
Autres services marchands	509	488	488	0,0	-4,3
Total : cons, intermédiaire	1 228	1 280	1 256	1,9	2,2
Éléments de la valeur ajoutée					
Amortissements	689	675	675	0,0	-2,1
Salaires	2 922	3 047	3 047	0,0	4,3
Total : Valeur ajoutée brute	3 612	3 722	3 722	0,0	3,1
Valeur de la production	4 840	5 002	4 978	0,5	2,9

La valeur des biens et services marchands consommés constitue la consommation intermédiaire dans le processus de production ; la valeur ajoutée des administrations est donc égale aux salaires des fonctionnaires et à l'amortissement du capital fixe à usage collectif.

a) La consommation intermédiaire de biens et services marchands

Plus de 44% des biens et services marchands consommés par les administrations publiques sont constitués par la valeur des services bancaires inclus dans le service de la dette. En effet, une partie des intérêts payés par l'Etat aux banques ayant souscrit aux bons du Trésor constitue le paiement du service bancaire dont la valeur est mesurée par la différence entre les intérêts reçus et les intérêts payés aux déposants. La valeur estimée des services financiers payés par l'Administration a passé de 633 milliards de LL en 1997 à 736 milliards en 2002 puis a régressé à 730 milliards en 2003, et à 487 milliards en 2004. En 2005 la valeur de ces services est repartie à la hausse atteignant 523 milliards de LL. La baisse qui a atteint -33,3% en 2004 est due en partie à la régression des charges de la dette publique et en partie à des souscriptions plus importantes aux bons du Trésor en dehors du système bancaire. En effet, l'ensemble des intérêts payés par l'administration centrale et le CDR ont baissé de 4 952 milliards de LL en 2003 à 4 219 milliards en 2004 soit une baisse de 14,8% alors que les intérêts reçus par les banques sur leurs souscriptions aux bons du Trésor ont accusés une baisse de 30,6% passant de 2 756 milliards de LL en 2003 à 1 912 milliards en 2004, baisse accompagné d'une baisse du ratio marge bancaire sur intérêt reçu : de 26,5% en 2003 à 25,5% en 2004. En 2005 les charges financières de l'Administration ainsi que les intérêts sur les bons du Trésor reçus par les banques sont en baisse ; la hausse de la valeur des services financiers est due uniquement à la hausse des marges des banquiers qui passe de 25,5% en 2004 à 28,2% en 2005.

b) La valeur ajoutée des administrations publiques

La valeur ajoutée des administrations est calculée aux coûts des facteurs à savoir : valeur de l'usure du capital fixe (amortissements) et rémunération du facteur travail.

La valeur des amortissements des biens publics est, par convention, égale au trentième de leur valeur actualisée. Cette valeur a été calculée en cumulant les dépenses de l'Etat pour la formation brute de capital fixe des trente dernières années, la valeur des dépenses d'une année passée étant actualisée par un indice de prix adéquat. A défaut de l'existence d'un tel indice, nous avons adopté l'indice du salaire minimum. (Voir en annexe le détail des calculs), Ainsi calculée, la valeur des amortissements a passé, entre 1997 et 2002, de 498 à 671 milliards de LL puis à 698 milliards en 2003 et à 689 milliards en 2004 et 675 milliards de LL en 2005. Cette baisse pour la deuxième année consécutive est la conséquence de la décroissance du rythme des investissements publics ces dernières années.

La rémunération des salariés des administrations publiques comprend le salaire de base, les primes et indemnités diverses ainsi que les cotisations patronales aux organismes de sécurité sociale. Le coût du facteur travail a progressé en 2005 de 4,4% contre 2,2% en 2004, 2% en 2003 et 4,9% par an en moyenne durant la période quinquennale précédente.

c) La variation en volume des services non marchands

Les services non marchands n'ayant pas de prix à proprement parler, le calcul du volume de tels services aux prix d'une année de référence se fait en additionnant les éléments du coût évalués aux prix de référence choisis. Seuls les prix des produits

consommés ont varié (+1,9% en 2005), les prix des facteurs de production (salaires et indice de valorisation du capital fixe) n'ont pas changé durant la période.

Ainsi la variation en volume des services non marchands aura été de +2,9% en volume, pour une variation de +3,4% en valeur.

Chapitre 2 Les importations

Les importations comprennent les importations de biens sur le territoire national et les dépenses de consommation hors du territoire de résidents au Liban. Les importations de services n'apparaissent pas car elles sont déduites des exportations de services.

Les importations de biens sur le territoire sont connues grâce aux statistiques douanières. Leur valeur comprend les coûts du fret et de l'assurance jusqu'aux postes douaniers (prix caf). Cependant, quelques modifications sont apportées à ces statistiques : en premier lieu, l'importation de lingots d'or pour la constitution de réserves ou dans un but spéculatif n'est pas prise en compte. Seule la partie de l'or utilisée dans la joaillerie est incluse dans les importations, En second lieu, la valeur et les quantités de produits pétroliers importés ont été modifiées suivant les statistiques fournies par la direction générale du pétrole⁷.

Le tableau n° 11 récapitule le chiffre des importations suivant le classement adopté pour l'élaboration des comptes et leur évolution en 2005 par rapport à 2004 en valeur et en volume.

En 2005 les importations au sens territorial ont augmenté de 3,2% en valeur courante, Cette hausse est entièrement due à la hausse des valeurs unitaires qui a atteint 9,1%. En volume, les importations ont reculé de 5,4% après deux années de hausse successive : 6,1% en 2003 et 13,7% en 2004.

Les prix à l'importation ont été fortement influencés par la hausse des prix des produits pétroliers (+18,7% en 2003, +26,7% en 2004 et +36,5% en 2005). On note aussi une hausse non négligeable dans les valeurs unitaires des produits de l'élevage (+9,2%) due à la hausse des prix des bovins (+14,7%).

Contrairement aux années précédentes, la monnaie libanaise est restée stable vis à vis des principales devises étrangères ; la hausse des prix à l'importation est donc entièrement due à celle des prix dans les pays d'origine.

⁷ Le tableau ci-dessous montre les modifications apportées aux statistiques douanières

	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Valeurs douanières	14 171	14 085	12 858	9,5	-9,3
Correction pétrole :					
-valeurs douanières	-552	-22	36		
+valeurs Direction du pétrole	-2 771	-2 988	-2 106	41,9	-24,0
Valeurs exclues	2 219	2 966	2 142	38,4	-3,5
Monnaie	-445	-468	-429	9,2	-3,6
Lingots d'or	-5	-19	-17	8,4	213,7
+ Or pour bijouterie	-499	-502	-460	9,2	-7,9
Total des modifications	60	53	48	9,2	-19,1
Total modifié	-997	-491	-393	24,9	-60,6
	13 173	13 594	12 465	9,1	-5,4

Tableau n° 11
 Importations classées par groupe de produit 2004-2005

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Produits de l'agriculture	657	565	568	-0,4	-13,5
Produits de l'élevage	349	288	264	9,2	-24,2
Produits pétroliers	2 424	3 209	2 351	36,5	-3,0
Produits agro-alimentaires	1 250	1 291	1 236	4,5	-1,1
Textiles	943	890	851	4,5	-9,7
Minerais non métalliques	559	515	517	-0,3	-7,5
Métaux, machines et appar.	3 977	3 920	3 872	1,2	-2,7
Bois, caoutchouc, chimie	2 305	2 282	2 157	5,8	-6,4
Meubles	100	101	102	-1,6	2,5
Divers	609	531	547	-2,8	-10,3
Total import. territoriales	13 173	13 594	12 465	9,1	-5,4
Dépenses des rés. à l'étranger	465	401	402	0,0	-13,7
Total import. nationales	13 638	13 995	12 867	8,8	-5,7

Les biens dont l'importation a fortement baissé en volume sont les produits de l'élevage (-24,2%) et de l'agriculture (-13,5%), les textiles (-9,7%) et les produits des minerais non métalliques (-7,5%).

Ces importations répondent en premier lieu à la baisse de la demande des ménages. En effet, comme on peut le constater dans le tableau suivant (tableau n° 12 ci-dessous), les importations de biens de consommation destinés aux ménages ont diminué de façon sensible (-7% en volume avec une hausse des valeurs unitaires de 7,1%). Ce sont les biens de consommation durables qui ont été fortement affecté : -8,7% en 2005 par rapport à 2004. (Voir chapitre suivant les détails sur l'évolution de la consommation).

Tableau n° 12
 Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2004-2005

Nature de l'utilisation	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Consommation	6 229	6 205	5 795	7,1	-7,0
<i>Biens durables</i>	2 084	1 906	1 903	0,1	-8,7
<i>Biens non durables</i>	4 145	4 300	3 891	10,5	-6,1
Emplois intermédiaires dans					
<i>l'agriculture et l'élevage</i>	298	266	281	-5,4	-5,6
<i>l'énergie et l'industrie</i>	3 373	3 532	3 141	12,5	-6,9
<i>la construction</i>	523	525	502	4,5	-3,9
<i>les transports et services</i>	846	1 023	839	21,9	-0,8
<i>secteur non précisé</i>	581	708	554	27,8	-4,6
Total des emplois interméd.	5 620	6 054	5 317	13,9	-5,4

Tableau n° 12 suite
 Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2004-2005, suite

Nature de l'utilisation	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Biens pour la FBCF dans:					
<i>l'agriculture et l'élevage</i>	83	95	91	4,4	10,5
<i>l'énergie et l'industrie</i>	430	458	466	-1,7	8,3
<i>la construction</i>	96	62	60	4,3	-37,6
<i>les transports et communic.</i>	232	275	263	4,7	13,2
<i>les services et le commerce</i>	454	423	454	-6,8	0,0
<i>secteur non précisé</i>	31	22	21	4,2	-31,4
Total des b. pour la FBCF	1 325	1 335	1 354	-1,4	2,2
Total général	13 173	13 594	12 465	9,1	-5,4

Le ralentissement de l'activité économique a été le second facteur entraînant la baisse des importations : les produits intermédiaires destinés aux différents secteurs ont ainsi régressé en volume de 5,4% avec une hausse des valeurs unitaires de 13,9%. La forte hausse des prix des produits pétroliers est à l'origine de la hausse des prix à des produits intermédiaires importés ainsi que le montre le tableau suivant.

Tableau n° 13
 Ventilation des produits intermédiaires importés en produits pétroliers et autres produits 2004-2005

Nature du bien intermédiaire	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Produits pétroliers	1 585	2 131	1 539	38,5	-2,9
Autres produits	4 035	3 922	3 778	3,8	-6,4
Total	5 620	6 054	5 317	13,9	-5,4

Ainsi les prix à l'importation des produits pétroliers utilisés pour la production d'énergie et dans l'ensemble des industries ont haussé de 38,5% alors que les quantités importées diminuaient de 2,9%. Les prix des autres matières premières n'ont haussé que de 3,8% avec une baisse des importations en volume de 6,4%.

Les tableaux 13a à 13e donnent des détails sur l'évolution de l'importation des produits intermédiaires à l'usage des différents secteurs de l'économie durant l'année 2005.

On notera, pour le secteur de l'agriculture et de l'élevage, la forte chute des quantités d'engrais de tous genres importées (-19,5%) avec une quasi-stabilité des prix. Par contre les quantités de pesticides importés ont augmenté de façon sensible (+9,5%) avec une chute des valeurs unitaires (-8,5%). Dans l'ensemble, la valeur des biens intermédiaires importés pour l'usage du secteur agricole a diminué de 10,7% dont 5,4% due à la baisse des valeurs unitaires et 5,6% à celle des quantités.

Tableau n° 13a
 Importation de produits intermédiaires pour l'agriculture et l'élevage 2004-2005

Nature du bien intermédiaire	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Semences et plants	54,8	51,9	53,2	-2,5	-2,9
Engrais	83,3	66,9	67,1	-0,3	-19,5
Pesticides	34,7	34,8	38,0	-8,5	9,5
Aliments pour bétail	121,0	108,7	118,9	-8,6	-1,7
Autres produits	3,7	3,3	3,5	-6,3	-4,2
Total	297,6	265,6	280,8	-5,4	-5,6

Les produits intermédiaires importés *pour le secteur de l'industrie*, comprennent les produits pétroliers utilisés par l'EDL pour la production de l'électricité. Il s'agit essentiellement du fuel oil dont le prix caf a passé de 321 mille LL la tonne en 2004 à 454 mille LL en 2005. Les autres produits pétroliers importés pour usage industriels n'ont pas pu être identifiés par destination et ont été classés dans les produits non ventilés par secteur utilisateur. (Voir tableau 13e)

Tableau n° 13b
 Importation de produits intermédiaires pour l'industrie 2004-2005

Nature du bien intermédiaire	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Produits pétroliers	701	948	663	43,1	-5,4
Autres produits	2 672	2 584	2 478	4,3	-7,3
<i>Produits agricoles</i>	261	199	213	-6,4	-18,5
<i>Produits de l'élevage</i>	291	227	207	9,8	-28,9
<i>Pr. Agroalimentaires</i>	120	127	111	14,1	-7,4
<i>Textiles et cuir</i>	176	165	176	-6,4	0,0
<i>Minerais non métalliques</i>	245	229	229	0,0	-6,8
<i>Pr. Métalliques</i>	819	881	847	4,0	3,4
<i>Bois, caoutchouc, pr. chim.</i>	719	726	664	9,4	-7,7
<i>Autres produits</i>	41	31	32	-4,4	-21,6
Total	3 373	3 532	3 141	12,5	-6,9

Les valeurs unitaires de l'ensemble des produits non pétroliers destinés à l'industrie ont augmenté de 4,3% avec une baisse dans les quantités importées de 7,3%. On note plus particulièrement (tableau 13b) la forte chute dans l'importation d'animaux vivants destinés à la production de la viande (-28,9%) accompagnée d'une hausse de prix de 9,8%. Ainsi l'importation de bovins destinés à la boucherie a passé de 105 995 tonnes en 2004 à 86 324 tonnes en 2005 (-18,6%) et celle d'ovins a chuté de 21 153 tonnes en 2004 à 8 819 tonnes en 2005 (-58,3%). Remarquable aussi la chute des produits agricoles importés pour la production industrielle (-18,5%) accompagnée d'une baisse des prix (-6,4%). Il s'agit surtout de la baisse de l'importation de matières premières pour l'industrie des pâtes alimentaires et des huiles végétales : blé dur dont l'importation a passé de 478 361 en 2004 à 402 406 tonnes en 2005

(-15,9%), fèves de soja de 64 702 à 46 035 tonnes (-28,9%), graines de tournesol de 20 075 à 640 tonnes (-96,8%) et graines de sésame de 21 430 à 20 701 tonnes (-3,4%).

Tous les produits importés destinés aux *bâtiments et travaux publics* n'ont pas suivi la même évolution en 2005 par rapport à 2004. Tandis que les importations de matériaux de construction en pierre et ciment, de matériels d'équipement des bâtiments en machine et appareils, de bois et de produits chimiques tels que les peintures, accusaient une baisse en valeur et en volume, celles de produits céramiques tels que les sanitaires et celles de métaux et d'ouvrages en métaux ont haussé. Dans l'ensemble, la valeur des biens intermédiaires importés pour la construction a été légèrement supérieure à celle enregistrée en 2004 ; mais vu l'accroissement des valeurs unitaires estimé à +4,5%, le volume des importations de tels biens aurait baissé de 3,9%. Voir tableau 13c ci-dessous.

Tableau n° 13c
Importation de produits intermédiaires pour la construction 2004-2005

Nature du bien intermédiaire	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Pierres, sables, ciment	79	70	67	4,5	-14,8
Produits céramiques	71	76	80	-5,4	13,1
Verres	32	31	29	6,1	-8,5
Métaux	184	206	189	8,9	2,9
Machines, appareils	119	105	102	3,2	-14,6
Bois, pr. chimiques	37	36	34	6,2	-9,0
Total	523	525	502	4,5	-3,9

En ce qui concerne l'importation de biens intermédiaires destinés *aux transports et services*, on notera la forte augmentation de la valeur des carburants importés pour le secteur des transports, augmentation due presque exclusivement à la hausse des prix du pétrole. Voir tableau 13d.

Tableau n° 13d
Importation de produits intermédiaires pour les transports et services 2004-2005

Nature du bien intermédiaire	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Produits pétroliers	528	706	533	32,5	1,0
Autres produits	318	317	306	3,5	-3,8
<i>Pr. Métalliques</i>	143	134	126	6,1	-12,0
<i>Bois, caoutchouc, pr. chim.</i>	95	102	97	4,9	2,5
<i>Autres produits</i>	81	82	83	-1,9	3,3
Total	846	1 023	839	21,9	-0,8

Il faut remarquer enfin, que certains produits sont susceptibles d'être utilisés indistinctement dans plus d'un secteur, sans que l'on puisse établir une clé de

répartition. C'est le cas en particulier des carburants liquides tels que le gaz oil ainsi que certains produits chimiques. Voir tableau 13e.

Tableau n° 13e
 Importation de produits intermédiaires non ventilés par secteur 2004-2005

Nature du bien intermédiaire	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Produits pétroliers	357	477	344	38,8	-3,6
Autres produits	225	231	211	9,8	-6,2
<i>Bois, caoutchouc, pr. chim.</i>	174	178	160	11,4	-8,2
<i>Autres produits</i>	51	53	51	4,6	0,5
Total	581	708	554	27,8	-4,6

Cependant, le ralentissement de l'activité économique n'a pas été accompagné d'un recul de la formation brute de capital fixe ; les entreprises ont continué à s'équiper, d'où une légère augmentation dans les importations de biens d'équipements destinés aux différents secteurs de l'économie : +0,8% en valeur et 2,2% en volume si l'on admet que la baisse de 1,4% des valeurs unitaires de ces biens reflète bien la variation des prix.

Les secteurs qui ont poursuivi leurs équipements en biens importés sont celui des transports et communications (+18,6% en valeur), de l'agriculture (+15,3%) et de l'industrie (+6,5%). La valeur des biens d'équipements importés pour le secteur des bâtiments et travaux publics et celui des services ont par contre régressé respectivement de 34,9% et de 6,9%.

Quant aux dépenses de consommation à l'étranger, elles ont été estimées pour l'année 1997 suivant les données de l'enquête sur le budget des ménages. Vu l'absence d'observations directes durant la période suivant 1997, ces dépenses ont été supposées évoluer en volume suivant le mouvement des voyageurs libanais vers l'étranger : +6,8% en 2003 par rapport à 2002 et +6,4% en 2004 par rapport à 2003 et -13,7% en 2005 par rapport à 2004.

Le calcul de l'évolution des dépenses en valeur a été effectué en adoptant comme indicateur des prix la moyenne des cours de l'euro et du dollar américain par rapport à la livre libanaise. Les cours des ces deux devises sont restés pratiquement inchangés par rapport à 2004.

Chapitre 3 La consommation

La consommation finale constitue la partie la plus importante des emplois des biens et services et représente, suivant les années, entre 70 et 75% des ressources disponibles. Elle est formée de la consommation des ménages (ou consommation privée) et des administrations (ou consommation publique). Les deux sections qui suivent présentent les détails de chacun des deux types de consommation.

Section I. La consommation des ménages

La consommation des ménages est obtenue à partir de l'estimation de la consommation privée sur le territoire national (consommation intérieure) en retranchant la consommation des touristes et en ajoutant les dépenses de consommation des voyageurs libanais à l'étranger. Cette consommation a été estimée lors de l'élaboration des comptes de 1997 sur la base des résultats de l'enquête sur les budgets des ménages. L'estimation pour les autres années est faite de façon indirecte par l'utilisation d'indicateurs adéquats.

Le tableau n° 14 montre l'évolution de la consommation des ménages suivant ses différentes composantes. Un indice des prix à la consommation a été élaboré spécialement pour apprécier l'évolution réelle de la consommation. Les sources des données sont publiées dans l'annexe.

Tableau n° 14
Consommation des ménages par nature 2004-2005

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Produits alimentaires	6 689	6 639	6 397	3,8	-4,4
Tabac	614	550	537	2,3	-12,4
Textiles et habillement	1 950	1 953	1 882	3,8	-3,5
Energie et eaux	2 054	2 023	1 963	3,0	-4,4
Biens durables	3 043	2 865	2 834	1,1	-6,9
Autres produits manufacturés	2 178	2 029	1 973	2,8	-9,4
Transport et communication	2 191	2 451	2 390	2,6	9,1
Service de logement	2 299	2 343	2 343	0,0	1,9
Education et santé	4 924	5 037	4 995	0,8	1,4
Autres services	2 799	2 785	2 770	0,5	-1,0
Consommation intérieure	28 741	28 675	28 086	2,1	-2,3
-Dépense nette des voyageurs	-1 083	-1 133	-1 101	2,9	1,7
Total	27 657	27 542	26 984	2,1	-2,4

Le taux de croissance de la consommation privée intérieure (des ménages et des touristes sur le territoire) a été négative en 2005 : -2,3% en volume ; la hausse des prix

ayant atteint +2,1%, la valeur de cette consommation n'a presque pas changé. Cette régression intervient après une année de forte croissance (6,5% en termes réels). Elle est due à la mauvaise conjoncture née après l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri, les ménages ayant été plus enclin à épargner qu'à consommer. Le départ des troupes syriennes et d'une grande partie de la main d'œuvre étrangère a aussi contribué à la baisse de la consommation intérieure.

L'évolution de la consommation privée n'a pas été la même pour tous les types de dépenses. Alors que les services de transports et communication, de logement et d'éducation ont continué à progresser, les dépenses sur les autres postes ont diminué avec des taux plus ou moins élevés.

a) *La consommation alimentaire*

La baisse de la population résidente sur le territoire conjuguée à une hausse des prix, a entraîné une baisse dans le volume des produits alimentaires consommés. Ainsi la légère baisse des dépenses des ménages pour l'alimentation (-0,7%) provient d'une hausse des prix (+3,8%) et d'une baisse un peu plus forte des quantités consommées (-4,4%). Suite à cette évolution, la part de la consommation alimentaire dans la consommation privée intérieure s'est maintenue presque au même niveau que l'année précédente après avoir reculé de 27,9% en 1997 à 24,2% en 2004.

La valeur de la consommation alimentaire est détaillée dans le tableau n° 15 ci-dessous. Il montre la variation des prix des différentes sortes de produits alimentaires et l'évaluation de la croissance du volume de chaque catégorie de consommation.

Tableau n° 15
Consommation alimentaire des ménages par nature 2004-2005

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Produits agricoles :	1 588	1 636	1 550	5,5	-2,4
<i>Fruits</i>	735	739	707	4,6	-3,9
<i>Légumes</i>	760	809	758	6,6	-0,2
<i>Céréales et autres</i>	93	87	85	3,2	-8,5
Produits de l'élevage	550	552	568	-2,8	3,3
Pr. des ind. alimentaires :	4 551	4 451	4 279	4,0	-6,0
<i>Viandes fraîches</i>	1 104	1 041	1 002	3,9	-9,2
<i>Pâtes alimentaires</i>	900	872	858	1,7	-4,6
<i>Produits laitiers</i>	705	719	663	8,4	-5,9
<i>Corps gras</i>	396	431	423	1,9	7,0
<i>Sucre, chocolat et confiserie</i>	201	189	164	15,1	-18,3
<i>Conserves et autres</i>	708	695	664	4,6	-6,2
<i>Boissons</i>	538	503	503	-0,1	-6,4
Total	6 689	6 639	6 397	3,8	-4,4

- La valeur de produits agricoles consommés a progressé de 3% suite à une hausse des prix de 5,5%, les quantités ayant diminué de 2,4%.

- La consommation de produits de l'élevage composés essentiellement de lait et d'œufs frais, a par contre augmenté en volume (+3,3%) avec une baisse des prix de 2,8%.
- Quant à la consommation des produits des industries alimentaires, elle a baissé aussi bien en valeur (-2%) qu'en volume (-6%), les prix ayant haussé en moyenne de 4%. C'est la consommation de la viande fraîche qui a accusé la plus forte chute : -9,2% en volume et -5,7% en valeur. Les pâtes alimentaires qui occupent la troisième place dans l'alimentation après les viandes et les légumes, ont aussi vu leur consommation diminuer mais dans une proportion moins importante (-4,6%) avec une hausse plus modérée des prix (+1,7%). A noter aussi la forte hausse des prix des produits à base de sucre (+15,1%) accompagnée d'une chute dans les quantités consommées (-18,3%).

b) Consommation de tabac

Les achats de tabac manufacturé par les résidents et les non-résidents sur le territoire ont, d'après les statistiques de la Régie des tabacs, ont régressé de façon importante en 2005 (-12,4% en volume) : les ventes de la Régie ont en effet atteint en 2005 leur plus bas niveau enregistré depuis 1997 : 7 628 tonnes contre 8 729 tonnes en 2004. Ce sont les ventes de tabac local qui ont le plus fortement chuté passant de 1 671 tonnes en 2004 à 795 tonnes en 2005 soit -52,4% ; les quantités de tabac importé vendues n'ayant régressé que de 3,2%. Cela serait la conséquence du départ au printemps 2005 des troupes et d'une grande partie des ouvriers syriens.

Quoique les prix de détail des cigarettes et autres tabac manufacturé n'aient pas changé en 2005, le prix moyen de l'unité de tabac vendu a haussé de 2,3% du fait du changement dans la composition de la consommation : avec le recul beaucoup plus important du tabac local dont le prix est nettement inférieur à celui du tabac importé, la moyenne pondérée du prix s'est rapprochée plus de celui du tabac étranger.

c) Les dépenses privées sur les textiles et l'habillement

Les dépenses de consommation sur les textiles et l'habillement n'ont presque pas changé en 2005. A la hausse des prix de 3,8% a correspondu une baisse équivalente des quantités consommées (-3,5%). Ces dépenses représentent environ 7% de la consommation totale en biens et services marchands, proportion qui n'a pas beaucoup changé par rapport à l'année précédente. Nous disposons de peu de détails sur l'évolution de la consommation de chacune des différentes composantes de ce groupe de produits qui comprend outre les articles d'habillements, les articles en cuir, les linges de maison et les tapis.

d) La consommation privée d'énergie

La consommation privée d'énergie comprend les dépenses sur l'électricité, l'eau et les produits pétroliers. Le coefficient budgétaire de ce poste de dépense a passé de 6,5% en 1997 à 7,5% en 2002 et s'est maintenu à ce niveau en 2003 et 2004 et 2005. Cette évolution est due essentiellement à la fluctuation des prix. En 2005 un accroissement des prix de 3% s'est accompagné d'un recul des quantités consommées de 4,4%. Remarquons l'accroissement modeste des prix au regard de la hausse des prix des produits pétroliers est dû au gel des prix de l'électricité et de l'essence.

Le tableau n° 16 donne le détail de la consommation d'énergie et eaux. On y relève que la consommation d'électricité a progressé de 2,2% en 2005 avec une baisse modérée du prix moyen du kilowattheure. (Rappelons qu'à tarif constant, le prix moyen peut changer suivant la structure de la consommation du fait de la progressivité du tarif).

A défaut de statistiques récentes, la consommation d'eau a été estimée en supposant qu'elle augmente avec le même rythme que la population, soit 1,3% par an, les prix étant restés inchangés.

Tableau n° 16
Consommation des ménages d'énergie et eaux 2004-2005

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Electricité	678	682	688	-0,9	1,5
Eau	155	157	157	0,0	1,3
Produits pétroliers	1 216	1 178	1 112	5,9	-8,6
Combustibles solides	4	6	6	...	...
Total	2 054	2 023	1 963	3,0	-4,4

La quantité des produits pétroliers consommés a régressé de 8,6% avec une progression plutôt modérée des prix de 5,9%.

Les produits pétroliers ont deux usages par les ménages : un usage pour les transports (essence pour les voitures privées) et un usage domestique pour le chauffage et la cuisine (gasoil et gaz butane).

- Les quantités d'essence consommées sont restées stationnaires par rapport à 2004 avec une légère baisse des prix, le gouvernement ayant poursuivi la politique de stabilisation des prix dans certaines limites : le prix moyen des vingt litres a passé de 22 050 en 2004 à 21 555 LL soit -2,2% alors que le prix à l'importation a haussé environ de 30%. Cela a été possible grâce à la diminution des taxes à la consommation. Ainsi, la part des taxes perçues sur l'essence dans le prix à la consommation est tombée de 55,5% en 2003 à 43,7% en 2004 et à 28% en 2005.
- Les quantités de gasoil consommées par les ménages par contre ont été affectées par la très forte hausse du prix de ce carburant : 39,5% (de 11 212 LL les 20 litres à 15 636). On estime à 10% la diminution de la consommation de ce produit par les ménages.
- Quant au gaz domestique, sa consommation en volume a diminué de 6,1% suite à une hausse des prix de son prix de 27,4% : le prix moyen de la bouteille de 10 kg été relevé de 12 226 LL en 2004 à 15 576 en 2005.

e) L'achat de biens d'équipement par les ménages

Après une année de forte progression, les dépenses des ménages pour l'achat de biens d'équipement ont régressé en 2005 : -5,8% en valeur et -6,9% en volume. Leur poids dans le budget est tombé de 11% en 2004 à 10,4% en 2005. Cette régression est due essentiellement à la baisse des achats de voitures, d'appareils électroménagers et de loisirs. Le recul de la dépense sur les bijoux peut provenir de la baisse des achats des non résidents.

L'achat de voitures constitue le principal poste de dépenses sur les biens d'équipement (environ 60% en 2005). En quantité, l'importation de voitures a baissé entre 2004 et 2005 de 45 443 à 41 638 unités. En tenant compte de l'évolution des différentes catégories de voitures, la diminution en volume d'achat de voitures privées aurait été de 4,5% et vu l'accroissement des prix (+2,7%), les dépenses des ménages sur l'achat de voitures a baissé de 1,9% en 2005 par rapport à 2004.

Tableau n° 17
Achat de biens d'équipement par les ménages 2004-2005

Nature de l'équipement	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Voitures	1 734	1 701	1 656	2,7	-4,5
Machines et appareils	530	470	480	-2,1	-9,4
Meubles	253	264	268	-1,6	6,1
Instruments divers	252	217	219	-0,9	-13,1
Bijoux	274	212	210	0,9	-23,3
Total	3 043	2 865	2 834	1,1	-6,9

Les dépenses sur l'achat de machines et appareils électroménagers ont reculé de façon encore plus importantes en 2005 après un fort accroissement en 2004. Par exemple l'importation de réfrigérateurs a baissé de 33,2 milliards en 2004 à 28,9 milliards en 2005. De même, celle de téléviseurs, a baissé de 90 milliards de LL en 2004 à 81,8 milliards en 2005.

f) La consommation d'autres biens manufacturés

Sous le titre « autres biens manufacturés » sont groupées les catégories suivantes : les produits des industries chimiques et pharmaceutiques pour les soins personnels et ménagers, les produits des éditions et enfin les objets divers en verre, poterie ou en métal. L'évolution de la consommation de ces produits est donnée dans le tableau n° 18.

- Les produits chimiques et pharmaceutiques sont les plus importants de ce groupe. Ils représentent un peu moins de 5% de l'ensemble de la consommation privée intérieure. Après une hausse 15,6% dont 6,4% due à la hausse des prix intervenue en 2004, les dépenses sur ce poste en 2005 ont diminué de 4% en valeur et de 7,2% en volume. Relevons en particulier la baisse des quantités des médicaments importés et destinés à être vendus au détail, baisse accompagnée d'une hausse des prix : La valeur de ces

importations a passé de 603,5 milliards en 2004 à 593,6 milliards en 2005 et les quantités de 4 772 tonnes à 4 553 tonnes, soit une baisse de 1,6% dans les valeurs et 4,6% dans les quantités avec une hausse des prix à l'importation de 3,1%.

Tableau n° 18
Consommation de biens manufacturés selon leur nature 2004-2005

Nature des biens consommés	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2004	2005	aux prix de 2004	des prix	des volumes
Pr. chimiques et pharmaceutiques	1 487	1 427	1 380	3,4	-7,2
Produits des éditions	410	415	416	-0,2	1,4
Verreries, ouvrages en métaux	117	112	115	-3,1	-1,5
Autres produits	164	75	62	21,8	-62,4
Total	2 178	2 029	1 973	2,8	-9,4

- Les produits des éditions comprennent principalement les journaux, les revues et les livres y compris les livres scolaires. La progression de la dépense des ménages sur ce poste constatée en 2004 s'est poursuivie en 2005 avec un rythme plus faible : +1,2% en valeur et +1,4% en volume.

g) Les dépenses privées sur les transports et communications

Les dépenses des ménages et des touristes sur les transports et les communications ont poursuivi leur croissance enregistrée durant les années précédentes mais à un rythme moins élevé : +11,9% en valeur et +9,1% en volume contre respectivement +13% et +12,8% en 2004. Cela est la conséquence de la stagnation de l'utilisation des transports en commun et des transports aériens et l'extension rapide de l'utilisation du téléphone mobile. Seuls les prix des transports aériens ont haussé de façon importante.

Tableau n° 19
Consommation intérieure de services de transports et communication 2004-2005

Nature des biens consommés	Valeurs en milliards de LL			Variation en %/an	
	2004	2005	aux prix de 2004	des prix	des volumes
Transports routiers	736	754	738	2,0	0,4
Transport aérien et voyages	368	414	368	12,5	0,0
PTT	1 088	1 284	1 284	0,0	18,0
Total	2 191	2 451	2 390	2,6	9,1

En 2005, les dépenses sur l'utilisation des services de *transport routier* par les ménages et les voyageurs n'ont progressé que de 2,4% en valeur, progression presque entièrement due à la hausse des prix, le volume des transports en commun utilisés étant resté presque au même niveau qu'en 2004.

La consommation intérieure de services de *transport aérien* est égale à la valeur des titres de transport de passagers vendus par les agences de voyage sur le territoire

national. Ces ventes sont connues grâce aux statistiques de l' IATA et les données de la compagnie aérienne nationale. Ainsi les dépenses des ménages sur le transport aérien auraient passé de 368 à 414 milliards de LL. Mais les statistiques du mouvements des passagers a départ de l'aéroport international de Beyrouth montre une stagnation de l'utilisation de ce mode de transport. La hausse de la valeur des titres vendus serait entièrement due à la hausse des prix.

Quant aux dépenses des ménages sur *la poste et les télécommunications*, leur croissance s'est poursuivie : +18,0% en 2005 contre 22,1% en 2004 et 12,7% en 2003.

h) La valeur locative des logements

En l'absence de statistiques sur l'évolution de l'habitat, l'accroissement du nombre de logements occupés a été supposé être égal au nombre de mariages enregistrés annuellement net des reprises de logements anciens. Ce nombre représente en 2005 1,9% des logements occupés en 2004. La valeur locative moyenne d'un appartement a par ailleurs été stable. Ainsi, la valeur locative des habitations qui avait été estimée, grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 2 059 milliards en 1997, a atteint 2 299 milliards de LL en 2004 et 2 343 milliards en 2005.

i) La consommation de services d'éducation et de santé

Les services sociaux marchands représentent 17,8% du total de la consommation privée. La croissance réelle de ce poste de dépense a été de 1,4% en 2005 contre +4,9% en 2004 et +3,4% en 2003.

Les dépenses sur l'éducation et la santé ont évolué de façon divergente ainsi que le montre le tableau n° 20 ci-dessous.

Tableau n° 20
Consommation de services sociaux selon leur nature 2004-2005

Nature du service	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Education	3 059	3 201	3 148	1,7	2,9
Santé	1 865	1 836	1 847	-0,6	-1,0
Total	4 924	5 037	4 995	0,8	1,4

Les droits de scolarité payés aussi bien pour l'enseignement primaire et secondaire qu'universitaire privé ont atteint 2 788 milliards de LL en 2003, 3 059 milliards en 2004 et 3 201 milliards en 2005 soit 4,7% de plus qu'en 2004. Cela résulte de l'augmentation des prix (+1,7%) et des quantités de services d'éducation utilisées (+2,9). Ainsi la fréquentation des établissements privée a poursuivi sa progression mais de façon atténuée : +2,9% en 2005 contre +6,5% en 2004. Cette croissance est due en très grande partie à la prolifération des universités privées. En effet, le nombre d'étudiants inscrits dans les universités privées passait de 38 202 en 1997 à 65 836 en 2004 et 71 414 en 2005, soit un taux de croissance moyen de 8,1% entre 1997 et 2004, et de 8,5% en 2005. Tandis que durant les mêmes périodes le nombre d'élèves inscrits dans les écoles privées a passé 510 740 à 522 755 (+0,3% en moyenne par an)

puis à 528 320 en 2005 (+1,1%). Au total, le coefficient budgétaire des dépenses d'éducation passe de 8,5% en 1997 à 11,1% en 2004 et 11,6% en 2005.

L'évolution des *services de santé* est moins bien connue. En supposant que cette évolution est corrélée avec celle des quantités de médicaments importés, on estime que le volume des soins procurés par les services privés de santé a légèrement reculé en 2005 par rapport à 2004 : -1%. Des relevés de prix des soins médicaux ont par ailleurs montré aussi une très légère baisse des prix (-0,6%). Ainsi les dépenses de santé auraient baissé de 1,6% et le poids des dépenses de santé, dans la consommation des ménages s'est stabilisé autour de 6,7%.

j) La consommation de services individuels

Les services individuels forment entre 8 et 9% de l'ensemble des dépenses des ménages et des touristes sur le territoire national. Ils comprennent les services des hôtels et restaurants, les services d'entretien et de réparation et les services divers tels que les services récréatifs, de soins personnels et les services ménagers. Les dépenses sur ces différentes catégories de services ont évolué de façon différente en 2005. Au total, ces dépenses ont été presque stationnaires. La hausse de certaines compensant la baisse d'autres.

Le tableau n° 21 ci-dessous montre la composition de ces services et leur évolution entre 2004 et 2005.

Tableau n° 21
Consommation de services individuels selon leur nature 2004-2005

Nature du service	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Hôtels et restaurants	1 259	1 236	1 246	-0,8	-1,0
Entretien et réparation	232	200	197	1,8	-15,3
Assurances et banques	523	534	534	0,0	2,2
Autres services	785	814	793	2,7	1,0
Total	2 799	2 785	2 770	0,5	-1,0

Le secteur des hôtels et restaurants est tributaire en partie du mouvement des touristes et en partie de l'accroissement du niveau de vie de la population résidente. En 2005 le taux de croissance de l'arrivée des voyageurs étrangers a été négatif (-2,9%) ; la fréquentation des hôtels et restaurants par la population locale a été supposée augmenter de 1% d'où un taux de croissance réel estimé de ce secteur de -1% en 2005, (voir chapitre 1, section VI, paragraphe c).

La consommation *des services d'entretien et réparation* est déduite à partir de l'estimation de la production de tels services (voir chapitre 1, section VI, paragraphe b).

La consommation de *services financiers* est constituée essentiellement des services d'assurance dont la valeur est égale à la somme des primes versées par les ménages moins les indemnités reçues. Ce secteur qui a connu une forte croissance durant les

années précédentes a continué à croître mais à un rythme plus faible (voir chapitre 1, section VI, paragraphe g).

Section II. La consommation publique

Par définition, la consommation publique est égale à la production par les administrations de services non marchands. L'estimation de la valeur de tels services a été exposée dans le chapitre relatif à la production (Chapitre 1, section VIII).

La consommation publique comprend en fait, outre la valeur des services collectifs, les coûts de production de services individuels gratuits (ou presque) tels les services d'éducation et les services de soins médicaux dispensés dans les établissements publics. Normalement, ces services doivent faire l'objet d'une estimation séparée. Le système de comptabilité publique ne permet pas actuellement d'établir un compte distinct pour les services sociaux assurés par l'administration ; on peut cependant en tirer les principaux éléments rentrant dans le calcul de la valeur de tels services. Le tableau n° 22 reprend les frais d'éducation tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat pour l'enseignement primaire et secondaire et dans les comptes de l'Université libanaise pour l'enseignement supérieur ; il montre aussi les sommes déboursées par le ministère de la santé pour l'hospitalisation de malades soignés aux frais de l'Etat.

Tableau n° 22
Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé 2001-2005

Nature du service	<i>En milliards de LL</i>				
	2001	2002	2003	2004	2005
Enseignement primaire et sec.					
<i>Salaires</i>	447	460	499	504	495
<i>Consommation de b. & s.</i>	23	22	23	41	24
Total	470	482	522	545	519
Université libanaise					
<i>Salaires</i>	118	128	121	118	116
<i>Consommation de b. & s.</i>	21	16	21	17	18
Total	139	144	142	135	134
Total Education	580	599	663	680	653
Frais d'hospitalisation	182	217	274	227	222
Total des services sociaux	762	816	937	907	875

Il faudrait, pour compléter l'estimation des coûts de tels services, ajouter une évaluation de l'amortissement des bâtiments scolaires et universitaires appartenant à l'Etat et imputer une partie des frais bancaires supportés par l'Etat pour couvrir son déficit.

La croissance en volume du service d'éducation publique, si on la mesure par l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants inscrits chaque année, est différente de celle des coûts notamment dans l'enseignement primaire et secondaire :

- *Dans l'enseignement primaire et secondaire*, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles publiques et privées gratuites a passé de 480,4 mille en 2000-2001 à 485,5 mille en 2004-2005 soit un taux de croissance moyen de 0,3% par an alors que

les coûts ont passé durant la même période de 470 à 519 milliards de LL soit un taux de croissance de 2% par an en moyenne.

-A *l'Université libanaise* par contre, le coût de l'enseignement a varié entre 2001 et 2005 à peu près au même rythme que celui des étudiants : durant cette période le nombre d'étudiants a passé de 71 050 inscrits à 70 065, en baisse de 0,3% par an en moyenne, alors que le taux de croissance annuel moyen des coûts a été de -0,9% par an.

Chapitre 4 Les investissements

Les investissements matériels sont constitués de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks.

Section I. La formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est calculée globalement en ajoutant à la valeur de la production du secteur de la construction, celle des biens d'équipement achetés par les entreprises et les administrations. La plus grande partie de tels biens étant importés, les statistiques du commerce extérieur fournissent les indicateurs nécessaires à l'estimation de leur valeur. Le tableau n° 23 montre la composition de la formation brute de capital fixe et son évolution en 2005 par rapport à 2004.

Tableau n° 23
La formation brute de capital fixe par nature 2004-2005

Nature du capital fixe	<i>Valeurs en milliards de LL</i>			<i>Variation en %/an</i>	
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Bâtiments et T.P.	4 451	4 858	4 616	5,2	3,7
Machines et appareils	1 480	1 546	1 554	-0,6	5,0
Meubles	342	330	325	1,5	-4,9
Autres produits	402	403	405	-0,4	0,8
Total	6 674	7 137	6 900	3,4	3,4

Après une période marquée par une tendance très nette à la baisse, les investissements sont repartis à la hausse à partir de 2003. Cette hausse s'est poursuivie en 2005 à un rythme moins élevé. Nous avons déjà constaté (chapitre 1, section IV) la hausse de l'activité de la construction : 9,1% en valeur et +3,7% en volume, contre 9,7% en volume en 2004. La même tendance est observée dans l'investissement en biens d'équipement, en particulier en machines, appareils et moyens de transport : +5% en volume contre +14,4% en 2004. Au total, la formation brute de capital fixe aurait progressé de 6,9% en valeur et 3,4% en volume en 2005 par rapport à 2004.

Les variations de prix utilisés pour le calcul des variations en volume des biens d'investissements sont, pour les bâtiments et travaux publics, ceux des prix à la construction (voir chapitre 1 section IV). Les prix des biens d'équipement adoptés, à défaut d'observation directe, sont les valeurs unitaires à l'importation de ces biens augmentées des taxes. Dans ce cas, une variation des prix pourrait être due en partie à une variation de qualité.

La répartition de la formation brute de capital fixe entre le secteur privé et le secteur public

La formation brute de capital fixe des entreprises n'est pas connue directement. Elle est déduite par différence entre la valeur totale et celle des investissements publics. On obtient ainsi non pas les investissements de toutes les entreprises mais ceux du secteur privé. En effet, les investissements publics comprennent, en plus de la formation brute de capital fixe des administrations, les dépenses d'infrastructure de la distribution d'électricité et d'eau et de télécommunications qui constituent une partie de la formation brute de capital fixe des entreprises publiques.

Tableau n° 24

Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/privé 2004-2005

Secteur utilisateur	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Secteur privé	5 679	6 216	5 998	3,6	5,6
Secteur public	995	921	902	2,0	-9,3
Total	6 674	7 137	6 900	3,4	3,4

Quant aux investissements publics, ils sont estimés à partir des comptes de l'Etat et des administrations autonomes dont le CDR.

Les investissements publics ont renoué avec la croissance en 2004 après une longue période de contraction : +12,1% en valeur contre -11,1% en 2003 et -8,5% par an en moyenne durant la période 1997-2002. En 2005, ils sont de nouveau en recul : -7,4% en valeur.

Section II. La variation des stocks

Aucune statistique n'est disponible sur les stocks auprès des entreprises. Les variations de stocks apparaissant dans les comptes ont été introduites pour régulariser l'emploi des ressources en biens et services d'une année à l'autre. Les forts stocks constitués en 2001 en prévision de l'introduction de la TVA (+608 milliards de LL) auraient été déstockés en partie en 2002 (-357 milliards) et en partie en 2003 (-129 milliards). En 2004, le fort accroissement des importations serait dû en partie à la nécessité de reconstituer certains stocks. L'équilibrage des comptes a conduit à estimer à -56 milliards de LL la variation des stocks en 2005.

Les prix utilisés pour le calcul des variations de stocks en volume sont les valeurs unitaires à l'importation des biens stockés. Ainsi, la variation des stocks en volume en 2005 a été estimée à -44 milliards de LL.

Chapitre 5 Les exportations

Les exportations, suivant les concepts standards, comprennent les exportations au sens territorial et les dépenses des touristes sur le sol national.

Après une période de croissance accélérée, les exportations ont connu en 2005 une croissance ralentie : 9,4% en valeur contre +28,8% en 2004, et +14,0%, +13,5%, +9%, respectivement en 2001, 2002 et 2003.

Les paragraphes qui suivent passent en revue l'évolution des exportations des différents secteurs dont les détails sont donnés dans le tableau n° 25.

Les prix retenus pour évaluer les variations en volume sont, pour les biens exportés, ceux qui sont déduits des statistiques douanières en divisant les valeurs par les quantités. Les prix des services sont supposés être restés constants. Quant à l'indice des prix des dépenses des touristes au Liban, il est supposé être égal à l'indice des prix à la consommation.

Tableau n° 25
Les exportations de biens et services par nature 2004-2005

Nature du produit	Valeurs en milliards de LL		Variation en %/an		
	2004	2005	2005 aux prix de 2004	des prix	des volumes
Produits agricoles					
Exportations agricoles	335	344	328	4,9	-2,1
<i>Produits de l'agriculture</i>	310	323	306	5,4	-1,2
<i>Produits de l'élevage</i>	24	21	21	-2,8	-13,1
Exp. de biens manufacturés	3 077	3 514	3 438	2,2	11,7
<i>Produits agro-alimentaires</i>	289	352	358	-1,5	23,9
<i>Textiles et cuir</i>	411	434	418	3,9	1,6
<i>Minerais non métalliques</i>	237	253	224	13,0	-5,3
<i>Métaux, machines et appar.</i>	1 137	1 324	1 292	2,5	13,6
<i>Bois, caoutchouc, chimie</i>	451	515	486	6,0	7,8
<i>Meubles</i>	52	64	57	12,3	9,8
<i>Divers</i>	501	546	582	-6,2	16,3
Total des export. de biens	3 411	3 845	3 756	2,4	10,1
Exportation de services	1 467	1 502	1 502	0,0	2,4
<i>Télécommunications</i>	211	203	203	0,0	-3,6
<i>Services aux entreprises</i>	306	383	383	0,0	25,0
<i>Commerce</i>	950	917	917	0,0	-3,5
Exportations hors territoire	4 878	5 335	5 246	1,7	7,5
Dépense des touristes	1 549	1 535	1 503	2,1	-2,9
Total général	6 426	6 869	6 749	1,8	5,0

a) Les exportations agricoles

La valeur des exportations agricoles s'est établie légèrement au dessus du niveau atteint en 2004. Leur volume a par contre baissé de 2,1% suite à l'accroissement des prix. Cette baisse est due en partie à la fermeture momentanée de la frontière syrienne pour des raisons politiques, l'agriculture ayant souffert plus que les autres secteurs de cette conjoncture. Rappelons que la valeur des exportations agricoles retenue dans les comptes est très nettement supérieure à celle qui apparaît dans les statistiques douanières. Les coefficients de correction qui ont été appliqués varient de 1,5 à 3 suivant les nécessités de l'équilibrage des comptes emplois/ressources des produits agricoles.

Les exportations de fruits, qui constituent plus de la moitié des exportations agricoles, ont, dans l'ensemble, baissé de 3,9% en valeur et de 1,1% en volume, baisse provenant surtout de la baisse des exportations de pommes, de bananes et de raisins, les exportations d'agrumes ayant par contre augmenté. La baisse des exportations de fruits a été compensée par une forte hausse d'exportation de tabac brut, la Régie ayant ralenti considérablement sa production de cigarettes suite à la chute de la demande.

b) Les exportations industrielles

Comme pour les exportations agricoles, les statistiques douanières relatives à l'exportation de produits manufacturés ont été majorées pour certains biens mais dans des proportions beaucoup plus faibles.

Les exportations industrielles ont poursuivi, en 2005, leur tendance à la hausse amorcée à partir de l'année 2000 mais à un rythme plus faible : +14,2% en valeur contre +29,3% en 2004 et +18,2% en 2003. Contrairement à la période 1997-2002 où ils étaient en baisse, les prix à l'exportation ont haussé de 3,5% en 2004 et 2,2% en 2005, ce qui ramène le taux de croissance réelle à 24,9% et à 11,7% successivement au cours de ces deux dernières années.

Il est à noter que les exportations de lingots d'or, comme les importations, ont été exclues des comptes. Leur inclusion aurait faussé les vraies tendances des exportations industrielles. En effet, comme le montre le tableau ci-dessous, les exportations d'or ont fluctué avec une très grande amplitude entre 2002 et 2005 : +175% en 2003 et -49% en 2004 et -33,4% en 2005.

Tableau n° 26
Exportations de lingots d'or 2002-2005

	2002	2003	2004	2005	Tx de variation en %/an		
					2003	2004	2005
Valeur milliards de LL	194,8	535,2	272,3	181,3	174,7	-49,1	-33,4
Quantité en kg	14 656	35 001	16 504	9 878	138,8	-52,2	-40,1
Prix en millions LL/Kg	13,3	15,3	16,5	18,4	15,0	7,9	11,2

- L'accroissement des exportations des produits agro-alimentaire (+22% en valeur, +23,9% en volume) provient surtout de la hausse des exportations de conserves (+21,1% en valeur, +16,8% en volume), des confiseries et chocolat (25,4% en valeur, 40,8% en volume) et des pâtes (+11,2% en valeur, 14,4% en

- volume), alors que les exportations de corps gras alimentaires étaient à la baisse (-4,7% en valeur, -7,9% en volume).
- Après une année de forte croissance, les exportations de textiles et cuir se sont ralenties en 2005 : +5,5% en valeur contre +21,2% en 2004. Il s'agit essentiellement de chaussures et d'articles en cuir
 - Les exportations de minéraux non métalliques et les produits à base de ces minéraux ont diminué en volume (-5,3%) mais augmenté en valeur (+7%) suite à la hausse des valeurs unitaires (+13%). Plus de la moitié de ces produits sont constitués de ciment dont l'exportation a passé de 144,8 milliards en 2004 à 168,2 milliards en 2005, soit une hausse de 16,2% due entièrement à la hausse des prix qui a atteint 27,8%, les quantités ayant diminué de 9,1% (de 1 830 mille à 1 653 mille tonnes).
 - Le groupe des métaux, machines et appareils, occupe une place importante dans les exportations industrielles (38% de la valeur des produits manufacturés exportés). Il est composé des sous-groupe suivants : métaux, à l'exclusion de l'or (9,2%), ouvrages en métaux (7,5%), machines et appareils (20,2%) et matériel de transport (1%).
 - o Les exportations de métaux ont augmenté de 17,1% en valeur. Cette hausse provient de l'exportation de ferrailles (déchets) qui ont passé de 130 milliards de LL en 2004 à 144 milliards en 2005.
 - o La valeur des exportations d'ouvrages en métaux a haussé de 32,8%. Parmi les principaux produits exportés de ce sous-groupe on relève les structures métalliques pour la construction dont la valeur des exportations a passé de 24,1 milliards de LL en 2004 à 29,5 milliards en 2005.
 - o Les machines et appareils ont vu leurs exportations augmenter de 11,8%.
 - Tous les sous-groupes du groupe « bois, caoutchouc, chimie » ont connu une progression de leurs exportations entre 2004 et 2005 : les ouvrages en bois sauf les meubles (de 30,9 à 32,1 milliards de LL), les papiers et cartons (de 106,7 à 120,9 mds), les produits chimiques de base (de 171,7 à 197,7 mds), les ouvrages en caoutchouc (de 6,0 à 6,9 mds) et enfin les ouvrages en plastique (de 54,0 à 66,4 mds).
 - Les exportations de meubles, quoique peu importantes, ont également progressé : +23,4% en valeur.
 - Les produits divers comprennent essentiellement les produits des éditions dont les exportations ont augmenté de 20,5% en valeur, passant de 136 à 164 milliards de LL et les bijoux dont les exportations n'ont augmenté que de 1,6% (de 292 à 297 milliards).

c) Les exportations de services

Les échanges de services avec l'extérieur ne sont pas encore bien recensés. Seuls les encaissements nets des services publics de télécommunication sont connus de façon régulière. Les exportations nettes de services de transport ont été négligées. Les exportations nettes de services aux entreprises ont pu être estimées grâce à l'enquête auprès des grandes entreprises effectuées en 2004. Quant aux recettes du commerce triangulaire retenues dans les comptes, elles ont fait l'objet d'estimations très grossières.

Les recettes nettes de la direction générale des télécommunications provenant des communications avec l'étranger, après une période de forte croissance de 1997 à 1999, ont eu tendance à baisser durant les années 2000 à 2003. En 2004 elles sont reparties à la hausse (+22,5%). En 2005 elles ont baissé de 3,6%.

Les chiffres d'affaires réalisés à l'étranger par les sociétés libanaises de services aux entreprises nets des paiements de services aux non résidents, se sont élevés, d'après les déclarations des grandes entreprises interrogées à 205 milliards de LL en 2002 et 245 milliards en 2003, soit en hausse de 19,3%.⁸ Un taux de croissance de 25% pour 2004 et 2005 a été retenu au vu des déclarations de chiffres d'affaires des entreprises off shore au ministère des finances.

Le taux de croissance retenu pour l'estimation des recettes nettes du commerce triangulaire est celui du mouvement de transit et de réexportation. Après une année de forte croissance (+32,4%) l'année 2005 a été marquée par un net recul du mouvement du commerce extérieur (-3,5%).

d) Les dépenses des touristes

Le taux de croissance en volume des dépenses des touristes et autres voyageurs étrangers sur le territoire libanais est, par convention, égale à celui du nombre de voyageurs étrangers (syriens exclus) rentrés annuellement au Liban : +5,9% en 2003, +24,9% en 2004 et -2,9% en 2005. L'indice des prix retenus pour estimer les dépenses en valeur est celui des prix à la consommation.

⁸ Suite à cette enquête il s'est avéré que les chiffres retenus pour les exportations de services dans les comptes 1997-2002 étaient nettement sous-estimés.

Deuxième partie Les comptes intégrés

Le système international de comptes économiques (SCN93) prévoit l'établissement d'une série de comptes pour chacune des cinq catégories d'agents de l'économie nationale désignée par S.1 et pour le reste du monde désigné par S.2.

Les cinq catégories d'agents de l'économie nationale sont :

- S.11 : les sociétés non financières
- S.12 : les institutions financières
- S.13 : les administrations publiques
- S.14 : les ménages
- S.15 : les associations à but non lucratif

L'état de développement des statistiques nationales libanaises ne permet pas d'établir correctement les comptes économiques de chacun de cinq agents séparément. Il est en particulier impossible de répartir les opérations de production et de répartition entre les sociétés non financières et les ménages. Il est par contre possible d'estimer de façon approximative les principaux éléments des comptes intégrés pour l'ensemble des agents intérieurs et ceux du reste du monde.

Les tableaux n^{os} 27 et 28 présentent les comptes intégrés de l'ensemble de l'économie nationale (S.1) et du reste du monde (S.2). Ils permettent de dégager les principaux flux ayant caractérisé l'activité économique durant la période 2004-2005.

Le chapitre 1 présente les comptes des agents de l'économie nationale qui font apparaître les principaux agrégats : le compte de production, le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus, le compte de distribution secondaire des revenus, le compte d'utilisation des revenus, le compte de capital et enfin le compte financier.

Le chapitre 2 expose l'estimation des principaux éléments de la balance des paiements répartis dans quatre comptes : le compte des échanges de biens et services, le compte des revenus et des transferts courants, le compte de transfert en capital et enfin le compte financier.

Les comptes d'agents qu'il a été possible d'établir concernent les comptes de l'administration centrale et les comptes des banques commerciales. Ces comptes sont reproduits en annexe.

Tableau n° 27
Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1)

en milliards de LL

Comptes	Emplois		Ressources	
	2004	2005	2004	2005
I. Compte de Production				
P11. Production marchande			37 754	39 288
P12. Production non marchande			4 840	5 002
D2-D3. Imp. – subv. /produits			5 755	5 341
P2. Consommation intermédiaire	15 989	17 132		
<i>B1. Valeur ajoutée brute (PIB)</i>	<i>32 359</i>	<i>32 499</i>		
Total	48 348	49 631	48 348	49 631
II.1. Compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires				
B1. PIB			32 359	32 499
D2-D3. Imp. - subv. /produits	5 755	5 341	5 755	5 341
D41. Intérêts	6 778	6 351	6 001	6 592
<i>secteur privé</i>	<i>3 056</i>	<i>3 135</i>		
<i>secteur public</i>	<i>3 722</i>	<i>3 216</i>		
D1+D4..Salaires et autres rev.	21 426	21 372	20 974	21 806
<i>B5. Solde des rev. prim. (RNB)</i>	<i>31 129</i>	<i>33 174</i>		
Total	65 089	66 238	65 089	66 238
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus				
B5. RNB			31 129	33 174
D5. Impôts directs	1 521	1 609	1 521	1 609
D61. Cotisations sociales	841	1 014	841	1 014
D62. Prestations sociales	1 633	1 665	1 656	1 688
D79. Autres transferts courants	497	390	5 547	4 432
<i>B6. Soldes des rev. sec. (RNDB)</i>	<i>36 202</i>	<i>37 239</i>		
Total	40 694	41 917	40 694	41 917
II.4. Compte d'utilisation des revenus				
P2. Consommation	32 497	32 544		
<i>B8. Epargne brute</i>	<i>3 705</i>	<i>4 695</i>		
Total = RNDB	36 202	37 239	36 202	37 239
III. 1. Compte de capital				
B8. Epargne brute			3 705	4 695
P51. Formation brute de capital fixe	7 074	7 081		
D9. Transfert de capital	6	45	2 176	1 396
<i>B9. Solde : Cap./Bes. de financement</i>	<i>-1 199</i>	<i>-1 035</i>		
Total	5 881	6 091	5 881	6 091
III. 2. Compte financier				
B9. Capacité / Besoin de financement			-1 199	-1 035
F2. Numéraires et dépôts	6 676	5 188	6 434	4 061
F3 Titres autres qu'actions	3 370	3 450	3 923	4 189
F4. Crédits	302	193	265	12
F5. Actions / Participations	2 185	1 163	3 110	2 767
Total	12 533	9 994	12 533	9 994

Tableau n° 28
Comptes du reste du monde (S.2)

en milliards de LL

Comptes	Emplois		Ressources	
	2004	2005	2004	2005
I. Opérations sur biens et services				
Importations			13 638	13 995
Exportations	6 426	6 869		
<i>B11. Balance commerciale</i>	<i>7 212</i>	<i>7 126</i>		
Total	13 638	13 995	13 638	13 995
II. Compte des revenus primaires et des transferts courants				
B11. Balance commerciale			7 212	7 126
D1. Salaires et assimilés	413	674	1 203	1 332
D41. Intérêts	1 036	2 382	1 813	2 142
D4... Autres revenus (nets)	337	1 092		
D62. Prestations sociales	23	23		
D79. Autres transferts courants (net)	5 050	4 042		
<i>B12. Balance courante</i>	<i>3 369</i>	<i>2 386</i>		
Total	10 228	10 600	10 228	10 600
III. 1 Compte de capital				
B12. Balance courante			3 369	2 386
D9. Transfert de capital (net)	2 170	1 351		
<i>B9. Solde : Cap./Bes. de financement</i>	<i>1 199</i>	<i>1 035</i>		
Total	3 369	2 386	3 369	2 386
III. 2 Compte financier				
B9. Capacité / Besoin de financement			1 199	1 035
F2. Numéraires et dépôts (nets)			242	1 126
F3 Titres autres qu'actions	553	739		
F4. Crédits	-37	-181		
F5. Actions / Participations	926	1 604		
Total	1 441	2 162	1 441	2 162

Chapitre 1

Les comptes intégrés de l'économie nationale

Les différentes opérations effectuées entre les agents économiques ou les flux découlant de l'activité économique sont répartis dans les six catégories ou sous-catégories de comptes suivantes : (les numéros sont les codes de la nomenclature internationale des comptes)

- I. Le compte de production
- II.1. Le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus
- II.2. Le compte de distribution secondaire des revenus
- II.4. Le compte d'utilisation des revenus
- III.1. Le compte de capital
- III.2. Le compte financier

Ces comptes permettent de dégager les principaux agrégats caractérisant l'activité économique. Ces agrégats sont résumés dans le tableau n° 29 ci-dessous

Tableau n° 29
Evolution des principaux agrégats 2001-2005

Nature de l'agrégat	<i>En milliards de LL</i>				
	2001	2002	2003	2004	2005
PIB	25 898	28 177	29 852	32 359	32 499
+Revenus nets des facteurs	303	-302	-362	-1 230	675
=RNB	26 201	27 876	29 489	31 129	33 174
+Transferts courants nets	2 548	2 976	4 879	5 073	4 065
=RNBD	28 749	30 851	34 368	36 202	37 239
-Consommation	26 542	28 524	30 396	32 497	32 544
=Epargne nationale brute	2 207	2 328	3 972	3 705	4 695
+transferts de capital nets	447	329	2 431	2 170	1 351
=Epargne br. disponible	2 653	2 656	6 403	5 875	6 046
-FBCF	5 923	5 122	5 733	7 074	7 081
=Cap.(+)/Bes.(-) de financemt.	-3 269	-2 466	670	-1 199	-1 035
+Financement extérieur	1 502	4 821	4 434	1 441	2 162
=Balance des paiements	-1 767	2 355	5 104	242	1 126

Note : Les chiffres de 2001 à 2004 ont été révisés

Ainsi :

- La production intérieure brute (PIB) est le solde du compte de production de l'ensemble des agents économiques
- Le revenu national brut (RNB) est tiré du compte de distribution primaire des revenus
- Le revenu national brut disponible (RNBD) est le solde du compte de distribution secondaire des revenus
- L'épargne nationale brute est le solde du compte d'utilisation des revenus
- L'épargne nationale brute disponible et la capacité ou le besoin de financement sont déduits du compte de capital
- Le solde de la balance des paiements apparaît dans le compte financier sous la rubrique « variation du numéraire et des dépôts ».

Les détails de ces comptes sont présentés dans les sections qui suivent.

Section I. Le compte de production

Le compte de production enregistre en ressources la valeur de la production perçue par différents agents économiques et en emplois la valeur de la consommation intermédiaire. Le solde de ce compte est égal au produit intérieur brut ou PIB.

La valeur de la production est subdivisée en : production marchande (P.11), production non marchande (P.12) et en impôts moins subventions sur les produits (D.2 – D.3).

a) La production marchande (P.11)

La production marchande est égale aux recettes hors taxes de toutes les unités de production provenant de la vente de biens et services. Cependant, vu les méthodes d'estimation adoptée en l'absence de statistiques adéquates, la valeur de la production marchande décrite ici comprend aussi la valeur de la production autoconsommée.

La valeur de cette production est égale à la somme de la production de tous les secteurs marchands calculée aux prix du marché, diminuée des impôts indirects et augmentée des subventions d'exploitation.

Le détail de la production marchande évaluée aux prix payés par les utilisateurs est donné dans le chapitre premier de la première partie.

b) La production non marchande (P.12)

La production non marchande, telle qu'elle apparaît dans ces comptes, représente uniquement l'estimation de la production des administrations publiques. Elle ne comprend donc pas la valeur de la production autoconsommée des ménages ni celle des associations à but non lucratif.

La méthode d'estimation de cette production est donnée dans le chapitre premier de la première partie.

c) Les impôts nets des subventions sur les produits (D.2 – D.3)

En principe, seuls les impôts spécifiques sur les produits nets des subventions devraient figurer dans ce compte. Mais, faute d'informations suffisantes, c'est l'ensemble des impôts indirects rentrant dans le compte d'exploitation des entreprises qui a été retenu. Ceux-ci comprennent les éléments suivants : les droits de douanes, les taxes sur la consommation de certains produits dont, à partir de 2002, la TVA, les bénéfices des entreprises publiques et enfin les taxes municipales et autres taxes.

Les taxes municipales reportées ne sont pas tirées des comptes des municipalités, comptes qui n'ont pas fait encore l'objet d'une compilation de la part des autorités compétentes. Elles sont estimées à partir des indications tirées des comptes du Trésor

qui collecte certaines taxes pour le compte des municipalités. Elles comprennent une part d'ajustement nécessaire à l'équilibre des comptes du secteur public. Quant aux autres taxes, elles sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat. Le tableau n° 30 donne l'évolution des différents types d'impôts indirects de 2001 à 2005.

Tableau n° 30
Les impôts indirects par nature 2001-2005

Nature de la taxe	<i>En milliards de LL</i>				
	2001	2002	2003	2004	2005
Droits de douanes	858	596	475	529	481
Taxes sur la consommation	921	2 097	2 575	2 874	2 440
Bénéfices des entreprises publ.	805	921	1 259	1 453	1 663
Timbres et autres	197	198	224	274	261
Taxes municipales et ajustement	510	556	518	686	516
-subventions	-22	-20	-20	-61	-19
Total	3 269	4 348	5 032	5 755	5 341

Les droits de douanes, après une période de baisse de 2001 à 2003, suite à la politique adoptée par le gouvernement de remplacer progressivement ces droits par la TVA, sont repartis à la hausse en 2004 avec cependant un rythme de croissance inférieur à celui de la croissance des importations (11,4% contre 31,1%). En 2005 ils reculent proportionnellement plus que la baisse des importations : -9,1% contre -0,6% pour les importations.

Les taxes sur la consommation ont fortement augmenté à partir de 2002 suite à l'introduction de la TVA et à leur réaménagement. En 2003 et 2004, la forte poussée des recettes provenant de la TVA (+34% et +27,7%) n'est pas entièrement la conséquence de la croissance des transactions ; elle est due en partie à l'élargissement de l'assiette et au décalage dans le temps entre le moment où les recettes sont perçues et celui où les remboursements dus sont effectués. En 2005 la baisse des montants encaissés au titre de la TVA (-6,4%) est due à la baisse de la consommation. (Voir tableau n° 31). La baisse des taxes sur les carburants enregistrée en 2004 et 2005 (-21% et -43,8%) est due à la politique de stabilisation des prix de l'essence.

Tableau n° 31
Les taxes sur la consommation par nature 2001-2005

Nature de la taxe	<i>En milliards de LL</i>				
	2001	2002	2003	2004	2005
- sur le tabac	111,2	167,7	184,6	196,5	190,8
- d'embarquement à l'AIB	62,0	64,2	72,3	84,2	83,8
- sur le ciment	36,2	2,0	-	-	-
- sur les carburants	472,3	703,3	816,3	644,7	362,2
- sur les voitures	190,2	149,8	164,2	242,2	230,5
- sur les boissons	14,5	7,1	5,3	5,6	5,5
- sur les hôtels et restaurants	21,3	7,0	2,5	1,7	1,6
- sur les services de loisirs	8,9	5,4	3,7	4,0	3,5
- Autres	4,6	4,3	3,9	6,8	1,3
- sur la valeur ajoutée		986,4	1 322,4	1 688,2	1 560,8
Total	921,1	2 097,2	2 575,2	2 873,9	2 440,0

Les bénéficiaires des entreprises publiques sont comptés comme des impôts sur les produits car les prix des biens et services produits par ces entreprises sont fixés par l'Etat. Ce sont les bénéficiaires des entreprises publiques de télécommunications qui sont les plus importants et ont accusé une très forte croissance durant les dernières années : ils ont passé de 141 milliards en 1997 à 785 milliards de LL en 2002, à 1 086 milliards en 2003, à 1 310 milliards en 2004 et à 1 456 milliards en 2005.

Quant aux subventions aux entreprises publiques qui apparaissent dans les comptes de l'Etat, elles se présentent comme suit : (Tableau n° 32)

Tableau n° 32
Les subventions aux entreprises publiques 2001-2005

Entreprise	<i>En milliards de LL</i>				
	2001	2002	2003	2004	2005
Office du blé et betterave	-	-	-	15,0	-
Offices des eaux	3,1	4,5	0,4	1,6	-
Transport en commun	11,5	11,5	15,0	14,0	15,0
Télévision Liban	5,5	2,5	2,5	28,2	4,0
Autres	2,1	1,6	2,4	2,1	0,3
Total	22,2	20,1	20,3	60,9	19,3

Les subventions accordées à l'Electricité du Liban, ne sont pas reportées dans les dépenses budgétaires de l'Etat. Elles sont enregistrées dans les comptes du Trésor comme avances aux établissements publics et traitées comme une opération financière. Les dettes de l'Electricité du Liban au Trésor ont augmenté de 81 milliards de LL en 2003, de 511 milliards en 2004 et de 734 milliards en 2005. A noter aussi les subventions indirectes aux planteurs de tabacs dont les montants ne sont pas connus mais qui réduisent les taxes sur le tabac manufacturé.

d) Les emplois intermédiaires

Les emplois intermédiaires sont égaux aux achats par les unités de production de biens et services consommables diminués des variations de stocks. Ils sont évalués aux prix du marché, c'est-à-dire toutes taxes comprises.

La consommation intermédiaire des différents secteurs d'activité est décrite dans le premier chapitre de la première partie.

Section II. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires

On entend par revenus primaires la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans la valeur du PIB. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires enregistre en ressources le PIB et tous les revenus primaires reçus par les agents nationaux. Il enregistre en emplois les revenus primaires payés par les agents nationaux. Le solde de ce compte dégage le second agrégat important à savoir le revenu national brut ou RNB. Etabli pour les unités de production seulement, le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires permet de décomposer le PIB suivant l'optique du revenu.

a) *L'optique revenu du PIB*

Le tableau n° 33 suivant montre la répartition du PIB suivant la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans sa valeur : salaires et assimilés, impôts nets des subventions sur les produits, intérêts, autres revenus et les amortissements.

Tableau n° 33
La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2001-2005

Eléments du PIB	En milliards de LL				
	2001	2002	2003	2004	2005
Impôts – subventions /produits	3 269	4 348	5 032	5 755	5 341
Intérêts	2 552	2 166	2 472	3 056	3 135
Salaires et autres revenus	18 182	19 721	20 100	21 426	21 372
Amortissements (solde)	1 895	1 942	2 248	2 121	2 651
Total =PIB	25 898	28 177	29 852	32 359	32 499

Les salaires et assimilés représentent l'ensemble des charges salariales supportées par les entreprises et les administrations publiques. Les salaires payés par les administrations publiques sont tirés des comptes du secteur public, leur évolution est reportée dans le tableau n° 10 (voir première partie, chapitre 1, section VIII). Quant aux salaires et autres charges salariales payées par les entreprises, ils ont fait l'objet d'estimation lors de l'établissement des comptes de 1997 grâce aux données d'enquêtes. La part des salaires dans le PIB était de 35,5% : 83,2% dans le secteur administratif et 29,1% dans le secteur marchand.

Malheureusement il n'existe pas d'informations suffisantes sur la période 1998-2005 qui permettent de connaître l'évolution de cette part. L'enquête sur les grandes entreprises effectuée en 2004 et portant sur 240 établissements industriels, 270 établissements de service (à l'exclusion des services de télécommunication, de finances et d'éducation) et 96 de commerce, a révélé les ratios charges salariales / valeur ajoutée brute en 2002 et 2003 suivants :

<u>Secteur</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>
Industrie	24,6%	24,2%
Services	32,4%	32,9%
Commerce	10,5%	10,9%

La part des impôts indirects nets des subventions dans le PIB a par contre évolué de façon significative entre 1997 et 2004, passant de 10,5% en 1997 à 15,4% en 2002, 16,9% en 2003 et 17,8% en 2004. Cette dernière évolution est due à l'introduction de la TVA en février 2002 et à l'élargissement de son assiette durant les deux années suivantes, En 2005, par contre, la baisse de la consommation a entraîné une baisse des impôts indirects et de leur part dans le PIB qui recule à 16,4%.

Les intérêts représentent la rémunération du capital financier versée par les entreprises aux propriétaires de ces capitaux. Ils ne comprennent pas les intérêts versés par les administrations. En effet, par convention, ces intérêts ne rentrent pas dans l'estimation de la production non marchande et par conséquent ne font pas partie du PIB.

Pour estimer les charges d'intérêts supportées par les entreprises, les comptes présentés ici ont retenu uniquement la rémunération des dépôts bancaires. Les intérêts servis par les banques ont été répartis entre les agents débiteurs au prorata de leur endettement vis-à-vis des banques. Il convient de préciser qu'une partie des intérêts encaissés par les banques représente la rémunération de leur service d'intermédiation financière.

Tableau n° 34
Calcul des charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations
2001-2005

	<i>En milliards de LL</i>				
Données des banques	2001	2002	2003	2004	2005
Intérêts reçus					
sur bons du Trésor	2 816	2 852	2 756	1 912	1 858
des non-résidents	507	372	214	135	64
d'autres débiteurs	3 301	2 919	3 361	4 100	4 365
Total	6 623	6 143	6 331	6 147	6 286
Intérêts payés aux déposants	5 121	4 559	4 655	4 582	4 516
<i>Ratio intérêts payés/reçus</i>	<i>0,773</i>	<i>0,742</i>	<i>0,735</i>	<i>0,745</i>	<i>0,718</i>
<i>Ratio services bancaires/intérêts</i>	<i>0,227</i>	<i>0,258</i>	<i>0,265</i>	<i>0,255</i>	<i>0,282</i>
Imputation des intérêts servis aux déposants à la charge des :					
administrations	2 177	2 117	2 027	1 425	1 334
non-résidents	392	276	157	101	46
entreprises	2 552	2 166	2 472	3 056	3 135
Total	5 121	4 559	4 655	4 582	4 516

Ainsi, les intérêts payés par le secteur privé aux propriétaires des dépôts via les banques commerciales ont été évalués à 2 472 milliards de LL en 2003, 3 056 milliards en 2004 et 3 135 en 2005 soit respectivement 8,3%, 9,4% et 9,6% du PIB. En 1997 cette part s'élevait à 5,3% seulement.

Quant aux intérêts payés par le secteur public et qui ne rentrent pas dans la valeur du PIB, mais inscrits quand même dans le compte de répartition primaire d'après les conventions internationales, ils sont tirés des comptes des administrations publiques après déduction de la valeur des services bancaires. Ces services sont estimés en appliquant le ratio services bancaires sur intérêts du tableau n° 34 aux intérêts reçus sur bons du Trésor par les banques. Le tableau suivant donne l'évolution des charges de la dette publique et leur répartition entre intérêts et services bancaires.

Tableau n° 35
Evolution des charges de la dette publique et de la part des intérêts dans les charges
2001-2005

	<i>En milliards de LL</i>				
Décomposition des charges	2001	2002	2003	2004	2005
Service de la dette	4 366	4 830	4 983	4 209	3 738
- valeur des services bancaires	639	736	730	487	523
= Intérêts payés	3 727	4 094	4 253	3 722	3 216

Les autres revenus sont composés des dividendes versés aux propriétaires des capitaux engagés dans la production et des revenus mixtes des entrepreneurs

individuels. Ces revenus ont fait l'objet d'une estimation globale en 1997, la rémunération des actionnaires restant inconnue. Comme pour les salaires, l'estimation de tels revenus est donnée pour l'année 1997 seulement ; leur part relative dans le PIB était de 42,3%.

En raison de l'insuffisance de l'information, les salaires et les revenus autres que les intérêts ont été regroupés dans un même agrégat à partir de 1998.

Les amortissements sont en fait le résidu du compte d'exploitation des entreprises augmenté de la valeur estimée de l'amortissement du capital fixe des administrations publiques. Ce dernier élément est donné dans le tableau n° 10 montrant le calcul de la valeur de la production non marchande.

b) Calcul du revenu national brut (RNB)

Le RNB est égal au solde du compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires de l'ensemble des agents économiques nationaux. Il est donc égal au PIB plus le solde (ressources – emplois) des revenus primaires qui est égal au revenu net des facteurs provenant du reste du monde. Ces derniers sont tirés des comptes du reste du monde S.2 (tableau n° 28), comptes qui sont exposés au chapitre suivant.

Les soldes des trois types de revenus primaires (salaires, intérêts et autres revenus) sont détaillés dans le tableau n° 36.

Tableau n° 36
Composition du revenu national brut 2001-2005

Eléments du RNB	<i>En milliards de LL</i>				
	2001	2002	2003	2004	2005
PIB	25 898	28 177	29 852	32 359	32 499
Salaires extérieurs nets	-59	-9	81	-789	-658
Intérêts extérieurs nets	-96	-803	-1 032	-777	240
Autres revenus extérieurs nets	458	511	588	337	1 092
Total = RNB	26 202	27 876	29 489	31 129	33 174

Après trois années de dégradation des revenus extérieurs nets entraînant une croissance du revenu national brut plus faible que celle du PIB, l'année 2005 a connu une reprise de tels revenus : l'emploi d'étrangers diminue légèrement et les revenus du travail des libanais à l'étranger augmente sensiblement, d'après les estimations de la BDL. Par ailleurs, la tendance des intérêts servis aux non résidents à dépasser ceux reçus par les libanais sur leurs placements à l'étranger s'inverse. Ainsi le revenu national brut a augmenté en 2005 plus que le PIB en valeur nominale (6,6% contre 1% pour le PIB).

Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus

Le compte de distribution secondaire des revenus enregistre en ressources le revenu national brut (RNB) et les ressources des agents nationaux provenant des différents types de transferts à savoir : les impôts directs, les cotisations sociales, les prestations sociales et les transferts courants. Les paiements de tels transferts effectués par les

agents nationaux sont reportés en emplois. Le solde de ce compte est donc égal au RNB augmenté des transferts courants nets provenant de l'extérieur. On obtient ainsi le troisième agrégat utile à l'étude du fonctionnement de l'économie nationale, appelé « Revenu national brut disponible » (RNBD).

a) Les impôts directs

Les impôts directs sont des prélèvements obligatoires effectués par les administrations sur les ressources des agents nationaux. Ils sont inscrits en emplois du secteur privé et en ressources des administrations.

On distingue deux types d'impôts directs : l'impôt sur le revenu et l'impôt sur la propriété. L'impôt sur les voitures privées est analogue à celui sur la propriété et a été compté avec les impôts directs contrairement au classement administratif qui l'englobe parmi les impôts sur la consommation. Le tableau n° 37 ci-dessous reporte les montants encaissés par l'administration centrale au titre de ces impôts tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat. A ces montants il convient d'ajouter les recettes des municipalités ayant le caractère d'impôt direct. Ces recettes ne sont pas connues, les montants inscrits sont très approximatifs et intègrent un poste d'ajustement nécessaire à l'équilibrage des comptes du secteur public.

Tableau n° 37
Répartition des impôts directs par nature 2001-2005

Nature de l'impôt	<i>En milliards de LL</i>				
	2001	2002	2003	2004	2005
Impôt sur le revenu	585	642	708	801	907
Impôts sur la propriété	273	301	310	396	409
Impôts sur les voitures	226	210	238	238	237
Part des municipalités et ajust.	54	60	62	86	56
Total	1 138	1 213	1 318	1 521	1 609

b) Les cotisations sociales

Les cotisations sociales qui ont pu être recensées dans ces comptes concernent les cotisations encaissées par la Caisse nationale de la sécurité sociale et les prélèvements effectués par l'Etat sur le salaire des fonctionnaires pour alimenter la caisse de retraite. Les cotisations obligatoires à d'autres caisses telles que la coopérative des fonctionnaires ont été négligées faute de statistiques.

Toutes les cotisations, y compris celles payées par les patrons à la CNSS sont supposées être payées par les salariés puisqu'elles sont comptées dans la rémunération du travail. Elles sont inscrites en ressources des administrations.

Les paiements de l'Etat à la CNSS sont classés dans le budget comme des transferts et non comme des cotisations dues en tant que patron employant des contractuels n'ayant pas le statut de fonctionnaire et donc soumis au code du travail. Ces paiements sont sporadiques (60 milliards en 2000, 80 milliards en 2004 et 340 milliards en 2005 et pas de paiements entre 2001 et 2003). Ces paiements ont été exclus à la fois de la rémunération des travailleurs et des cotisations sociales.

Tableau n° 38
Les cotisations sociales payées par les agents nationaux 2001-2005

	<i>En milliards de LL</i>				
Nature de la cotisation	2001	2002	2003	2004	2005
Cotisation à la CNSS					
Patrons	588	576	596	...	...
Salariés	50	51	52	...	...
Total	638	626	648	755	930
Cotisation des fonctionnaires	79	80	74	86	85
Total	717	706	722	841	1 014

c) Les prestations sociales

Les prestations sociales qui apparaissent en ressources du compte II.2 sont supérieures à celles inscrites en emplois du fait que des ménages résidents reçoivent, en plus des prestations locales, des pensions de retraite payées par des organismes non-résidents. Le montant de ces pensions avait été estimé en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 23 milliards de LL. Il a été maintenu constant tout au long de la période suivante par manque d'informations.

Tableau n° 39
Répartition des prestations sociales reçues par nature 2001-2005

	<i>En milliards de LL</i>				
Nature de la prestation	2001	2002	2003	2004	2005
Prestations de la CNSS					
<i>Allocations maladie</i>	325	377	397	444	435
<i>Allocations familiales</i>	188	207	215	217	215
<i>Indemnité de fin de service</i>	256	303	194	150	141
Total	769	888	806	812	791
Pensions de retraite payées					
par l'Etat	834	850	849	821	874
par l'Extérieur	23	23	23	23	23
Total	1 626	1 761	1 678	1 656	1 688

Quant aux prestations servies par les agents nationaux (inscrites en emplois), elles se limitent aux allocations et indemnités versées par la CNSS et aux pensions de retraite servies par l'Etat. Les premières ont passé de 407 milliards de LL en 1997 à 812 milliards en 2004 puis à 791 milliards en 2005 et les secondes de 528 à 821 milliards de LL puis à 874 milliards durant la même période. Ainsi, après une période de croissance de 1997 à 2002 à un taux moyen de 13% par an, l'ensemble des prestations sociales a régressé de 4,7% en 2003, de 1,3% en 2004. Cette régression est due à la baisse substantielle des indemnités de fin de service payées par la CNSS. En 2005 les prestations progressent légèrement (+1,9%) suite à la hausse des pensions et indemnités de fin de services payés par l'Etat, les prestations servies par la CNSS étant toujours en régression.

Comme pour les cotisations, les prestations fournies par d'autres caisses ont été négligées dans la présente comptabilité.

d) Les transferts courants et calcul du RNBD

La rubrique « transferts courants » groupe trois types de flux : les recettes non fiscales de l'Etat, l'aide apportée par l'Etat aux individus, associations et autres organismes du secteur privé résidents ou non et enfin les transferts courants effectués par les non-résidents aux ménages résidents.

Les deux premières rubriques sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat à un ajustement près concernant les aides effectuées par l'intermédiaire d'autres administrations.

Les transferts extérieurs nets résultent des méthodes adoptées pour l'estimation des différentes rubriques de la balance des paiements, méthodes qui sont exposées dans le chapitre suivant.

Tableau n° 40
Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature 2001-2005

Nature du transfert	<i>En milliards de LL</i>				
	2001	2002	2003	2004	2005
Recettes non fiscales	297	301	315	337	266
Aides	170	152	156	160	123
Transferts extérieurs nets	2 525	2 953	4 856	5 050	4 042
Total	2 992	3 406	5 326	5 547	4 432

Le solde du compte de la distribution secondaire des revenus est égal au revenu national brut augmenté des paiements extérieurs nets au titre de la distribution secondaire, ainsi que le montre le tableau n° 41 ci-dessous.

Tableau n° 41
Calcul du RNBD 2001-2005

	<i>En milliards de LL</i>				
	2001	2002	2003	2004	2005
RNB	26 202	27 876	29 489	31 129	33 174
Allocations reçues de l'extérieur	23	23	23	23	23
Transferts extérieurs nets	2 525	2 953	4 856	5 050	4 042
Total = RNBD	28 749	30 851	34 368	36 202	37 239

De 1997 à 2002, les transferts extérieurs nets ont eu tendance à baisser. Par suite, la croissance du RNBD durant cette période a été plus faible que celle du PIB. En 2003 les résultats de la balance des paiements ont fait apparaître un fort mouvement de transfert vers le Liban (voir chapitre suivant) d'où une croissance du RNBD plus forte que celle du PIB en valeur courante (11,9% contre 5,8% pour le PIB). En 2004 le niveau des transferts extérieurs nets se maintient et le taux de croissance du revenu disponible est en retrait par rapport à celui de la production (4,7% contre 8,4% pour le PIB en valeur courante). En 2005, les transferts extérieurs baissent mais sont compensés par l'accroissement des revenus des travailleurs libanais à l'étranger. Au total, alors que le PIB en valeur ne progressait que de 1%, le RNBD accusait une hausse de 2,9%.

Section IV. Le compte d'utilisation du revenu

Le compte d'utilisation du revenu enregistre en emploi la consommation nationale et en ressources le revenu national brut disponible. Le solde de ce compte est égal à l'épargne nationale.

Après une croissance en 1998, l'épargne nationale apparaît en baisse constante, surtout à partir de l'année 2000 jusqu'en 2002. Ainsi le taux d'épargne globale qui était de 12,5% en 1997, tombe à 7,5% en 2002. Cette évolution semble liée à celle des transferts extérieurs qui ont fortement chuté durant la dernière période, ainsi qu'il ressort de l'étude de la balance des paiements. Aussi, avec la reprise de tels transferts en 2003, le taux d'épargne atteint 12,1% et retrouve presque son niveau de 1997. En 2004, il recule à 10,2% et remonte à 12,6% en 2005.

L'état actuel des comptes économiques ne permet pas de dégager le comportement des agents économiques, notamment des ménages, en matière de consommation et d'épargne. Le tableau suivant (n° 42) répartit l'épargne nationale ainsi que le revenu national brut disponible entre secteur public et privé seulement, la répartition du revenu disponible à l'intérieur du secteur privé entre les ménages et les sociétés n'étant pas connue.

Tableau n° 42
Répartition du RNBD et de l'épargne nationale brute par agent 2001-2005
En milliards de LL

Agent économique	2001	2002	2003	2004	2005
	<i>Revenu brut disponible</i>				
Secteur privé	28 180	29 591	32 342	32 574	33 339
Administrations	569	1 260	2 026	3 628	3 900
Total	28 749	30 851	34 368	36 202	37 239
	<i>Epargne brute</i>				
Secteur privé	6 160	5 850	6 938	4 917	5 797
Administrations	-3 953	-3 522	-2 966	-1 212	-1 102
Total	2 207	2 328	3 972	3 705	4 695

Le taux d'épargne du secteur privé qui était de l'ordre de 20% dans les années 2001-2003, chute à 15% en 2004. Une telle évolution est le résultat d'une faible croissance du revenu disponible du secteur privé (0,6%) accompagnée d'une forte croissance la consommation des ménages en valeur courante (8,8%). En 2005 la tendance s'inverse : le revenu disponible progresse mais la consommation régresse, provoquant ainsi une hausse de l'épargne.⁹

⁹ Comme il est expliqué dans le chapitre suivant, l'estimation des transferts extérieurs courants est très grossière du fait du partage de la masse des transferts entre transferts courants et transferts en capital suivant une clé arbitraire. Si tous les transferts étaient considérés comme courants, le revenu disponible du secteur privé aurait atteint 34 735 milliards de LL en 2005 et son taux d'épargne aurait été de 20,7% au lieu de 17,4%.

Section V. Le compte de capital

Le compte de capital enregistre en emplois la formation brute de capital fixe, la variation des stocks et les transferts en capital effectués par les agents nationaux. Il enregistre en ressource l'épargne brute et les transferts en capital reçus.

Les transferts en capital inscrits en emplois représentent l'aide à la reconstruction payée par l'Etat pour le retour des déplacés par la guerre. Importants au début (533 milliards de LL en 1997 et 180 milliards en 2000), ces transferts sont devenus négligeables de 2001 à 2004. En 2005 on note une légère reprise des subventions à la reconstruction (45 milliards de LL).

Les transferts inscrits en ressources comprennent, outre ceux inscrits en emplois, les transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers ont aussi diminué progressivement passant de 1 718 milliards en 1997 à 329 milliards de LL en 2002 mais ont repris en 2003 et 2004 pour atteindre respectivement 2 431 milliards et 2 170 milliards de LL. En 2005, ils sont de nouveau à la baisse (1 351 milliards de LL). Il n'y a là cependant qu'une estimation très rudimentaire résultant des estimations de la balance des paiements. Ces estimations sont exposées dans le chapitre suivant.

Le solde du compte de capital s'appelle, suivant qu'il est positif ou négatif, capacité ou besoin de financement. Dans son ensemble, l'économie libanaise a toujours eu un besoin de financement extérieur, sauf en 2003 où, suite aux transferts massifs de capitaux venant de l'extérieur, l'économie nationale a dégagé une capacité de financement. Comme le montre le tableau n° 43 suivant, en dehors de l'année 2003, la capacité de financement des ménages ne suffit pas à couvrir le besoin de financement des entreprises et des administrations.

Tableau n° 43
Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent
2001-2005

	<i>En milliards de LL</i>				
Agent économique	2001	2002	2003	2004	2005
Ménages	5 362	4 920	7 788	5 636	5 192
Entreprises	-3 500	-2 855	-3 297	-4 647	-4 185
Administrations	-5 132	-4 532	-3 821	-2 188	-2 043
Total	-3 269	-2 466	670	-1 199	-1 035

Dans le système comptable adopté, en effet, la capacité de financement des ménages est égale à leur épargne augmentée des revenus non distribués des sociétés et des transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers sont supposés être versés entièrement aux ménages. La baisse de cette capacité de 7 712 milliards de LL en 1997 à 4 920 milliards en 2002 est le résultat de la baisse des transferts extérieurs aussi bien courants qu'en capital. Suite à la reprise de tels transferts, la capacité de financement des ménages, ainsi définie, remonte en 2004 au dessus du niveau moyen des années 1997-2002 après avoir atteint en 2003 un pic exceptionnel de 7 788 milliards de LL. En 2005, cette capacité est de nouveau en baisse.

Le besoin de financement des entreprises est égal à la formation brute de capital fixe dans le secteur marchand et la variation des stocks diminuée des montants retenus

comme amortissement. L'évolution du besoin de financement des entreprises a donc suivi celle des investissements dans le secteur privé qui étaient en régression durant la période 1997-2002 et en hausse à partir de 2003 puis de nouveau en baisse en 2005.

Quant au besoin de financement des administrations il est égal au déficit du secteur public. Ce déficit est très largement supérieur à la valeur des investissements publics mais tend à diminuer progressivement. Il représentait 21,4% du PIB et 17,9% du RNBD en 1997. Ces ratios tombent respectivement à 16,1% et 14,7% en 2002, à 12,8% et 11,1% en 2003, à 6,8% et 6,0% en 2004 et à 6,3% et 5,5% en 2005. L'évolution de ces trois dernières années est la conséquence d'un changement dans la politique fiscale : baisse des droits de douane en 2001 et introduction de la TVA en 2002.

Section VI. Le compte financier

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances et droits et en ressources la variation des dettes des agents nationaux. Le solde du compte financier est égal à la capacité ou au besoin de financement. Cette égalité résulte du principe de l'équilibre général des comptes. Les méthodes d'estimation adoptées dans l'élaboration des comptes reposent en grande partie sur ce principe d'équilibre. Ainsi, la capacité de financement des ménages se traduit par un accroissement équivalent des créances et droits qu'ils détiennent, le besoin de financement des entreprises est couvert par l'accroissement des participations et par les crédits obtenus et enfin, le déficit des administrations se traduit par un accroissement égal de la dette publique.

Les créances et dettes retenues dans les comptes actuels sont classées, selon la nomenclature internationale, sous les quatre rubriques suivantes : Numéraires et dépôts (F2), Titres autres qu'actions (F3), Crédits (F4), Actions ou participations (F5).

a) La variation des numéraires et dépôts (F2)

Les numéraires et dépôts recensés ici ne concernent que les billets de banque en LL émis par la banque centrale, les dépôts détenus par les résidents du secteur privé auprès du système bancaire et les avoirs extérieurs nets des banques libanaises. Ils ne comprennent pas les billets de banque en dollars ou autres devises ni les dépôts auprès des banques à l'étranger détenus par les résidents (banques exclues). Les numéraires et dépôts détenus par le secteur public sont aussi exclus. Les chiffres adoptés découlent des données sur la masse monétaire établies par la banque du Liban.

La variation de la masse monétaire constitue une ressource pour le système bancaire et un emploi du secteur privé non bancaire. Il s'agit en grande partie des dépôts détenus par les ménages, la variation du compte caisse et banque des sociétés non financières pouvant être considérée comme négligeable. Ainsi la décroissance de la variation de la masse monétaire entre 1997 et 2002 de 5 920 à 3 789 milliards de LL, et sa hausse en 2003 à 7 515 milliards puis son repli à 6 434 milliards de LL en 2004 et à 4 061 milliards en 2005 est, en partie, le reflet de l'évolution de la capacité de financement des ménages (voir plus haut).

Tableau n° 44
Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire
2001-2005

Nature de la monnaie	<i>En milliards de LL</i>				
	2001	2002	2003	2004	2005
Monnaie en LL	-2 209	3 121	5 672	-257	-1 513
Dépôts en devise	6 116	668	1 843	6 691	5 575
Total = ressources	3 907	3 789	7 515	6 434	4 061
Avoirs extérieurs nets des banq.	-1 767	2 355	5 405	242	1 126
Total = emplois	2 140	6 144	12 920	6 676	5 188

Les fortes fluctuations enregistrées dans la composition de la monnaie entre devises et livres libanaises découlent des variations conjoncturelles de la confiance dans la monnaie nationale et du différentiel d'intérêt. Il est à noter que les variations des dépôts en devises ont été calculées à taux de change constant.

Du côté des emplois, au montant de la variation de la monnaie détenue par les résidents s'ajoute l'accroissement des avoirs extérieurs nets détenus par les banques résidentes. Cette dernière est égale à celle des dépôts des banques libanaises à l'étranger diminués des dépôts des non-résidents. Elle est calculée à taux de change constant. Par définition cette variation est égale à celle du solde de la balance des paiements qui a été de 242 milliards de LL en 2004 et de 1 126 milliards en 2005.

b) La variation des titres autres qu'actions

Seuls les bons du Trésor libanais ont été pris en compte, les titres du secteur privé ou étranger ont été négligés. Le tableau n° 45 ci-dessous donne la répartition des bons du Trésor par souscripteur¹⁰.

Est enregistrée en emplois la variation des bons du Trésor détenus par les banques et par les autres résidents. Ceux détenus par les administrations autonomes sont exclus par consolidation. En plus des bons souscrits par les résidents, les Administrations ont comme ressources les bons souscrits par les non-résidents. Il faut noter toutefois que la répartition des bons du Trésor entre souscripteurs résidents et non-résidents n'est pas connue avec précision, les chiffres adoptés sont tirés de l'estimation des éléments de la balance des paiements faite par la Banque du Liban.

En 2002, le portefeuille des banques en bons du Trésor en LL diminue de 2 799 milliards de LL suite à une écriture comptable effectuée par la BDL consistant à annuler ses créances en bons du Trésor pour un montant de 2 700 milliards de LL en contrepartie d'une diminution équivalente des différences de change cumulées inscrites au crédit de l'Etat en application de l'article 115 du code de la monnaie et du crédit. La même opération est effectuée en 2004 pour un montant de 516 milliards de LL. Cette opération qui équivaut à l'encaissement des différences de change n'apparaît pas dans les comptes du Trésor comme une recette mais comme une

¹⁰ Les bons du Trésor souscrits par les banques sont tirés de leurs bilans tels que publiés par la BDL. Ceux souscrits par le public et les administrations sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les variations des bons en devises sont calculées à taux de change constant. Des divergences plus ou moins importantes apparaissent entre les comptes du Trésor et les statistiques de la Banque centrale. Les chiffres adoptés dans les comptes sont le résultat d'un arbitrage.

ressource financière sous la rubrique « autres emprunts en LL », ce qui compense la diminution des bons du Trésor en cours¹¹. Par ailleurs, les statistiques de la Banque du Liban indiquent un accroissement des bons du Trésor en devises de 7 746 milliards de LL. La plus grande partie de ces bons ont été souscrits par des organismes étrangers suite à la conférence de Paris II.

Tableau n° 45
Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur 2001-2005

	<i>En milliards de LL</i>				
Souscripteur	2001	2002	2003	2004	2005
	<i>B.T. en LL</i>				
Administrations	333	149	-615	-291	250
Banques	1 212	-2 799	2 586	1 453	2 791
Autres	-1 108	1 401	-1 161	-1 771	-278
Total	437	-1 249	810	-609	2 763
	<i>B.T. en devises</i>				
Banques	3 415	3 855	-102	3 659	909
Hors banques	193	3 891	2 415	582	767
Total	3 608	7 746	2 313	4 241	1 676
	<i>Ensemble des bons</i>				
Banques	4 627	1 056	2 484	5 112	3 700
Résidents hors banques	83	1 182	-1 776	-2 033	-28
Non-résidents	335	4 259	2 415	553	767
Total	4 045	6 497	3 123	3 632	4 439
Moins Administrations	-333	-149	615	291	-250
= Total net	4 711	6 348	3 738	3 923	4 189

En 2003, la souscription des bons du Trésor par les non résidents se poursuit, leur montant, net des remboursements, est estimé à 2 415 milliards de LL à taux de change constant. En 2004, les émissions de bons de Trésor en devises tendent à remplacer celles en livres libanaises. Ce sont les banques qui ont souscrits à la plus grande partie de ces émissions. En 2005 les bons du Trésor en devises émis nets des remboursements sont nettement plus faibles (+1 676 milliards de LL à taux de change constants dont 909 milliards souscrits par les banques contre 3 659 milliards sur un total de 4 241 milliards d'émission nette en 2004.

c) La variation des crédits

Les montants inscrits en emplois représentent la variation des crédits bancaires tels qu'ils sont reportés dans les statistiques sur la situation monétaire ainsi qu'une estimation des avances du Trésor aux entreprises publiques. En ressources, les crédits comprennent aussi les emprunts extérieurs nets reçus par les administrations publiques.

¹¹ Dans le système de comptabilité nationale, les gains ou pertes de changes ne sont pas comptabilisés dans les flux mais dans les comptes du patrimoine. Ces derniers comptes ne sont pas encore établis au Liban

Tableau n° 46
Variation des crédits selon leur nature 2001-2005

	<i>En milliards de LL</i>				
Nature des crédits	2001	2002	2003	2004	2005
Crédits bancaires					
Au secteur privé	141	734	-192	1 072	677
Au secteur public (net)	709	-1 622	130	-1 234	-1 224
<i>Crédits</i>	-9	-571	184	117	7
<i>- dépôts du secteur public</i>	718	-1 051	-54	-1 351	-1 231
Total des crédits bancaires	850	-888	-62	-162	-547
Avances du Trésor	256	251	123	463	741
Emprunts extérieurs	-32	57	77	-37	-181
Total : ressources	1 074	-580	137	265	12

Les crédits bancaires au secteur privé ont repris en 2004 après avoir subi un net ralentissement durant la période 1997-2003. Leur variation a chuté de 3 192 milliards de LL en 1997 à -192 milliards en 2003 pour remonter à +1 072 milliards de LL en 2004. En 2005, cette reprise s'est ralentie, le montant des crédits nets des remboursements a atteint 677 milliards de LL. Le tableau suivant montre l'évolution de la répartition des crédits dans le secteur financier par secteur utilisateur telle que publiée par la Banque du Liban. (Tableau n°47). Ces crédits sont différents des crédits rapportés dans la situation monétaire mais permettent de voir les variations dans la répartition des crédits par secteur et leur évolution. On voit par exemple que ce sont les crédits au secteur de la construction qui ont le plus reculé durant la période 2000-2003 et qui ont repris timidement en 2004 pour reculer à nouveau en 2005. On relèvera par contre un accroissement des crédits à l'industrie en 2003 et 2004.

Tableau n° 47
Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques 2001-2005

	<i>En milliards de LL</i>				
Secteur	2001	2002	2003	2004	2005
Agriculture	-47	20	1	46	52
Industrie	232	-41	339	385	191
Construction	-130	-279	-440	293	-414
Commerce	489	114	61	404	-410
Services	209	235	95	139	80
Institutions financières	97	8	67	86	197
Autres organismes	79	88	-350	-46	189
Individus	282	279	448	582	398
Total	1 211	424	221	1 889	283
Ajustement	-1 070	310	-723	-817	394
Total = Crédits bancaires	141	734	-502	1 072	677

Les créances du système bancaire sur le secteur public sont nettes des dépôts. La variation des crédits reflète plus celle des dépôts que celles des crédits à proprement parler. Ces derniers sont négligeables, les banques finançant le secteur public au moyen des souscriptions aux bons du Trésor. En 2004 et 2005 par exemple, les crédits bancaires nets au secteur public ont diminué de plus de 1 200 milliards de livres suite à une faible augmentation des crédits (+117 milliards en 2004 et +7 milliards de LL

en 2005) et à une forte augmentation des dépôts (+1 351 milliards et +1 231 milliards de LL). La variation des bons de Trésor détenus par les banques ayant été de +3 700 milliards en 2005, les créances nettes du système bancaire sur le secteur public ont augmenté de 2 476 milliards de LL.

Les avances du Trésor aux entreprises publiques telles que l'Electricité du Liban ne sont pas connues avec précision. Le système de comptabilité publique actuel ne permet pas de connaître la ventilation des avances par bénéficiaire. Les chiffres indiqués sont approximatifs et permettent d'équilibrer les comptes des administrations publiques.

Les emprunts publics extérieurs rapportés sont ceux effectués par le CDR. Le recours de l'Etat au financement extérieur se fait principalement à l'aide d'émission d'euro bonds.

d) La variation des actions ou participations

Il n'existe pas à l'heure actuelle des données sur les bilans des sociétés. Les chiffres indiqués en emplois représentent en principe la variation des droits des ménages sur la propriété des entreprises qu'elles soient des sociétés anonymes ou des entreprises individuelles. Ils comprennent aussi les montants déboursés par les ménages pour l'achat de logements neufs. Ces derniers montants avaient été estimés à 1 328 milliards en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. A défaut d'autres données sur les années suivantes, la participation des ménages à la formation brute du capital des entreprises est estimée par résidu.

En ressources, aux participations des résidents s'ajoutent les investissements directs des non-résidents. Ces derniers sont estimés dans le cadre de la balance des paiements. Voir chapitre suivant.

Chapitre 2

Les comptes du reste du monde et la balance des paiements

Les opérations effectuées avec le reste du monde sont enregistrées dans quatre comptes qui dégagent les principaux soldes de la balance des paiements :

- I. Le compte des opérations sur biens et services dont le solde est égal à la balance commerciale
- II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants dont le solde est égal à la balance courante
- III.1 Le compte des transferts en capital dont le solde est égal à la capacité ou au besoin de financement de l'extérieur
- III.2 Le compte financier dont le solde est égal au déficit ou à l'excédent de la balance des paiements.

Ces différents soldes sont repris dans le tableau n° 48.

Tableau n° 48
Evolution des différents soldes de la balance des paiements 2001-2005

	<i>En milliards de LL</i>				
Nature de la balance	2001	2002	2003	2004	2005
Balance commerciale	6 567	5 469	6 277	7 212	7 126
+ revenus et transferts nets	-2 851	-2 674	-4 517	-3 843	-4 740
= balance courante	3 716	2 795	1 761	3 369	2 386
+ Transferts nets de capitaux	-447	-329	-2 431	-2 170	-1 351
= Cap./bes. de financement	3 269	2 466	-670	1 199	1 035
+ Financement net	-1 502	-4 821	-4 434	-1 441	-2 162
= balance des paiements	1 767	-2 355	-5 104	-242	-1 126

Remarque : Un solde positif dans le compte de l'extérieur représente un déficit pour le pays, tandis qu'un solde négatif représente un excédent. Ainsi la balance des paiements a été déficitaire en 2001 et excédentaire de 2002 à 2005.

Section I. Le compte des opérations sur biens et services

Le compte des opérations sur biens et services avec le reste du monde enregistre en emplois les exportations et en ressources les importations. Ces agrégats ont été passés en revue dans la première partie, chapitre 2 et chapitre 5. Le solde de ce compte appelé balance commerciale, a un sens plus large que le sens courant du terme puisque ces échanges ne se limitent pas seulement aux marchandises mais englobent aussi les exportations nettes de services.

La balance commerciale a été toujours déficitaire au Liban. Entre 1997 et 2002, le déficit des échanges de biens et services avec l'extérieur a régressé de 8 203 milliards de LL à 5 469 milliards suite à la stagnation des importations et à une croissance sensible des exportations. En 2003 et en 2004, suite à une croissance des importations plus importante que les exportations, le déficit est remonté à 6 277 milliards puis à 7 212 milliards de LL. En 2005, le déficit se maintient presque au même niveau. En

1997 ce déficit représentait 34,2% du PIB et 25,5% de la dépense nationale ; en 2002, il ne représente plus que 19,4% du PIB et 16,3% de la dépense nationale. Ces ratios remontent respectivement à 22,3% et 18,2% en 2004, puis à 21,9% et 18% en 2005.

Notons que l'estimation de la balance commerciale a été révisée à la baisse à partir de 2002 suite à la révision à la hausse des exportations nettes de services.

Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants

Ce compte enregistre en emplois les revenus primaires payés aux résidents libanais par le reste du monde ainsi que les transferts nets de l'étranger. Il reprend en ressources le solde des opérations sur biens et services et enregistre les paiements de revenus primaires effectués par l'économie nationale à des non-résidents.

Le solde de ce compte est égal à celui de la balance courante des paiements. Comme la balance commerciale, cette dernière balance est positive pour le reste du monde, ce qui dénote un déficit pour le Liban. En 2002, la balance courante régresse suite à l'amélioration de la balance commerciale au profit du Liban et en 2003 elle chute de façon importante suite à la reprise des mouvements de transfert. En 2004 la forte poussée des importations et le ralentissement des mouvements de transfert courant, font remonter la balance courante au niveau atteint en 2001. En 2005, cette balance est de nouveau en baisse.

Ci-dessous un aperçu sur l'évolution des éléments rentrant dans ce compte.

a) Les revenus primaires

Appelés aussi revenus des facteurs, les revenus primaires comprennent les salaires, les intérêts et autres revenus du travail ou du capital.

Les salaires et autres revenus du travail reçus de l'extérieur par les résidents libanais avaient été estimés pour 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. Ces chiffres ont été projetés sur les années suivantes en prenant comme indicateur la fréquence des voyages des libanais à l'étranger. Quant aux salaires payés aux non-résidents, ils ont été projetés proportionnellement à la valeur ajoutée dans les secteurs de l'agriculture et de la construction. Cependant à la suite des nouveaux travaux entrepris par la Banque du Liban sur la balance des paiements de nouveaux indicateurs de l'évolution de ces revenus ont été adoptés, sans aboutir cependant à des chiffres plus fiables.

Les intérêts reçus par les résidents libanais sur leurs placements à l'étranger et les intérêts payés aux non-résidents sont estimés par la Banque du Liban dans le cadre des travaux sur la balance des paiements. Ces estimations montrent une nette régression des intérêts reçus qui tombent de 1 441 milliards de LL en 1997 à 944 milliards en 2002 et à 626 milliards en 2003, tandis que les intérêts servis aux investisseurs non-résidents augmentaient considérablement, passant de 951 milliards de LL en 1997 à 1 642 milliards en 2003 après un pic de 1 747 milliards en 2002. En 2004 on assiste à une remontée des intérêts dans les deux sens mais le solde reste en faveur des non-résidents (1813-1036 milliards de LL). En 2005 par contre les intérêts

reçus par les libanais dépassent ceux servis aux non résidents dégageant ainsi un surplus positif de 240 milliards de LL.

Les intérêts constituant la part la plus importante des revenus primaires échangés avec l'extérieur, le revenu net des facteurs provenant du reste du monde s'est considérablement dégradé à partir de 2001 : après une progression entre 1997 et 2000 où l'apport extérieur au revenu national passe de 691 à 834 milliards de LL, ce revenu net tombe à 303 milliards en 2001 et devient négatif en 2002 (-302 milliards de LL), en 2003 (-362 milliards) et en 2004 (-1 230). Il redevient positif en faveur du Liban en 2005 (+675 milliards) (Voir tableau n° 29).

b) Les transferts courants nets

Le Liban a de tout temps bénéficié d'un flux de transferts provenant de l'extérieur. Il n'existe aucune statistique sérieuse sur la nature et le montant de tels transferts. La méthode adoptée pour l'estimation des transferts courants a été de considérer tout le résidu de la balance des paiements, autrement dit la rubrique "erreur et omission", comme des transferts et de le répartir entre transferts courants et transferts en capital suivant une clé de répartition dépendant de la conjoncture générale et en particulier de celle des investissements. Les clés de répartition résultant entre transferts courants et transferts en capital ont été, à un ajustement près, les suivantes : 0,7/0,3 en 1997, 1998 et 2004 ; 0,8/0,2 en 1999 ; 0,85/0,15 en 2001 ; 0,9/0,1 en 2000 et 2002 ; deux tiers/un tiers en 2003 trois quarts/un quart en 2005.

La tendance générale des transferts extérieurs nets était à la baisse entre 1997 et 2002, Il était normal, vu la tendance à la baisse des investissements au Liban, de considérer que cette baisse ait touché plus les transferts en capitaux que les transferts courants. En 2003, le fort excédent de la balance des paiements a laissé entrevoir un mouvement massif de transferts vers le Liban dû à la hausse des revenus pétroliers. Les investissements dans le secteur privé ayant redémarré à la hausse, l'accroissement des transferts en capitaux a été considéré comme étant plus important que celui des transferts courants. Ce mouvement s'est maintenu en 2004 et 2005 mais à un niveau plus faible.

Aux transferts courants nets, il convient d'ajouter les paiements de pensions de retraites et autres prestations sociales reçus de l'extérieur. Ces paiements avaient été estimés à 23 milliards de LL en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages et ont été maintenus constants tout au long de la période.

Section III. Le compte des transferts en capital

Ce compte reprend en ressource la balance courante et en emplois les transferts nets de capitaux.

Les transferts nets de capitaux ont été estimés par la même méthode que les transferts courants : voir section précédente. Cette méthode d'estimation aboutit à faire apparaître des transferts extérieurs nets en capitaux en chute entre 1997 et 2002 et forte hausse en 2003 et 2004 et en recul en 2005 : de 1 718 milliards de LL en 1997 à

329 milliards en 2002 puis à 2 531 milliards en 2003 et à 2 170 milliards de LL en 2004 et 1 351 en 2005.

Vu l'équilibre général des comptes le solde de ce compte est rigoureusement égal en valeur absolue au besoin ou à la capacité de financement de l'économie nationale. Sauf en 2003, ce solde a été positif durant toute la période 1997-2005.

Section IV. Le compte financier

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances et en ressources la variation des dettes du reste du monde vis-à-vis de l'économie nationale. Le solde du compte financier est strictement égal à la capacité ou au besoin de financement. Les créances et dettes sont reportées nettes dans chaque catégorie.

En emplois, on trouve :

a) Les titres autres qu'actions,

Il s'agit de la variation du portefeuille de bons du Trésor libanais détenus par les non-résidents. Ces montants sont estimés par la Banque du Liban. Voir chapitre précédent, section VI, paragraphe b.

b) Les crédits

Il s'agit uniquement des emprunts extérieurs effectués par le CDR.

c) Les actions et participations

Les droits des non-résidents sur les entreprises résidentes comprennent en grande partie la propriété immobilière. A partir d'une estimation faite dans le cadre des comptes de 1997, la variation de ces droits a été projetée sur les années suivantes proportionnellement aux investissements directs retenus par la Banque du Liban dans l'estimation des éléments de la balance des paiements.

En ressources, on enregistre, outre la capacité de financement, la variation nette des avoirs extérieurs du système bancaire libanais sous la rubrique "numéraires et dépôts". Par définition, cette variation représente le solde final de la balance des paiements.

Comme on peut le constater, la balance des paiements est fortement déficitaire en 2001 puis excédentaire en 2002 par suite de la contribution des organismes étrangers au financement du Trésor libanais en exécution des décisions de Paris II. En 2003, la balance des paiements enregistre des excédents encore plus importants sous le double effet de la poursuite d'achat de bons du Trésor et de l'apport des transferts en capitaux ou des transferts courants. En 2004, malgré l'importance de la masse des transferts, l'excédent de la balance des paiements est plus modeste du fait de la forte hausse des importations et d'une souscription plus modeste aux euro bonds. En 2005, l'excédent de la balance des paiements résulterait d'une reprise des investissements directs principalement dans le secteur de l'immobilier.

Conclusion

La projection des comptes économiques sur les années 2003 à 2005 suivant les méthodes mises au point lors de l'élaboration des comptes 1997-2002 a permis non seulement d'évaluer les évolutions macro-économiques mais aussi de repérer les changements survenus dans les caractéristiques de l'économie et des finances libanaises et de mesurer l'impact des événements politiques majeurs survenus en 2005 sur l'activité économique. Voici en résumé les principaux faits qui s'en dégagent :

a) Une croissance freinée par la baisse de la consommation

L'année 2005 a été marquée par une baisse importante de la consommation privée suite au départ des troupes et d'une bonne partie des ouvriers syriens et un fort recul de la consommation des libanais. La baisse accusée des investissements publics a aussi contribué à déprimer la demande interne. En revanche le dynamisme de l'investissement privé et la vive croissance des exportations entraînée par une demande extérieure encore forte ont permis d'atténuer la baisse de la demande totale. Ce recul de la demande s'est répercutée d'une part sur les importations qui ont fortement chuté et d'autre part sur le recours aux stocks de l'industrie et du commerce dont les variations auront été négatives.

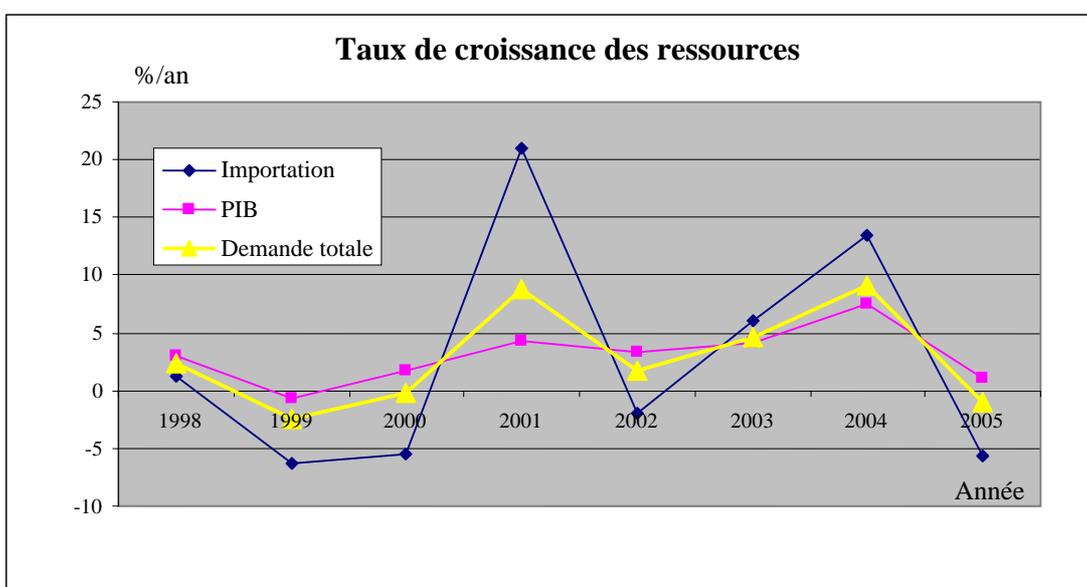
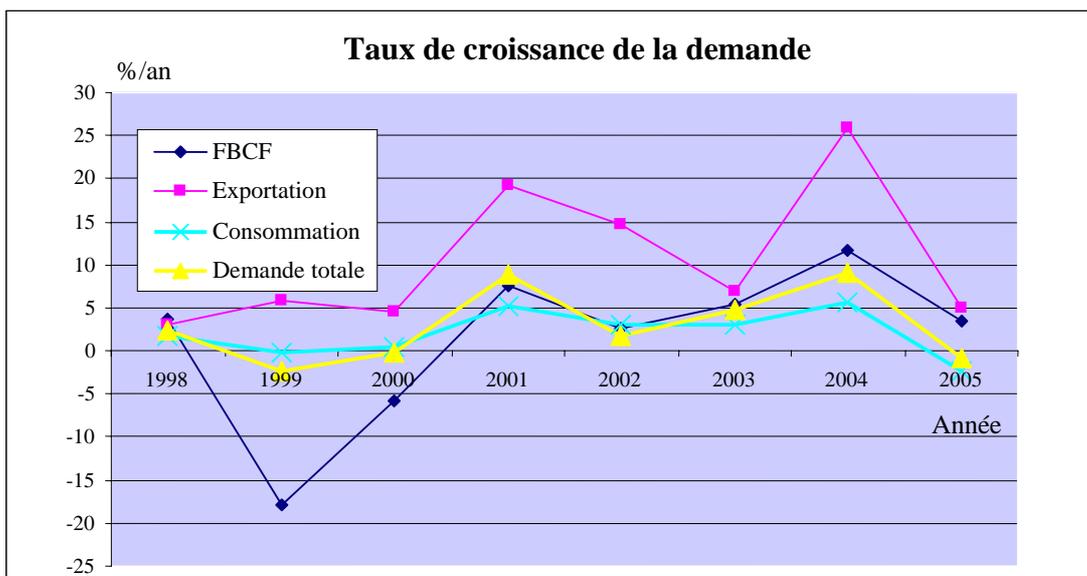
Contribution des différentes composantes de la PIB à sa croissance en %/an

Composantes du PIB	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Consommation privée	1,5	-0,1	0,5	4,4	2,5	2,6	4,8	-2,1
Consommation publique	0,3	1,3	0,5	0,3	0,9	0,8	-0,6	0,4
FBCF et var,des stocks	1,3	-5,3	-1,9	4,7	-3,2	1,9	4,0	-0,7
Exportations	0,4	0,7	0,6	2,7	2,3	1,1	4,3	1,0
Demande totale	3,6	-3,4	-0,3	12,0	2,5	6,3	12,5	-1,3
-Importations	-0,6	2,6	2,1	-7,7	0,8	-2,2	-5,1	2,4
=PIB	3,0	-0,8	1,7	4,3	3,3	4,2	7,4	1,1

Note : La contribution à la croissance du PIB est calculée en multipliant la croissance de la composante par le rapport de la valeur de cette composante sur la valeur du PIB

b) Stagnation des investissements

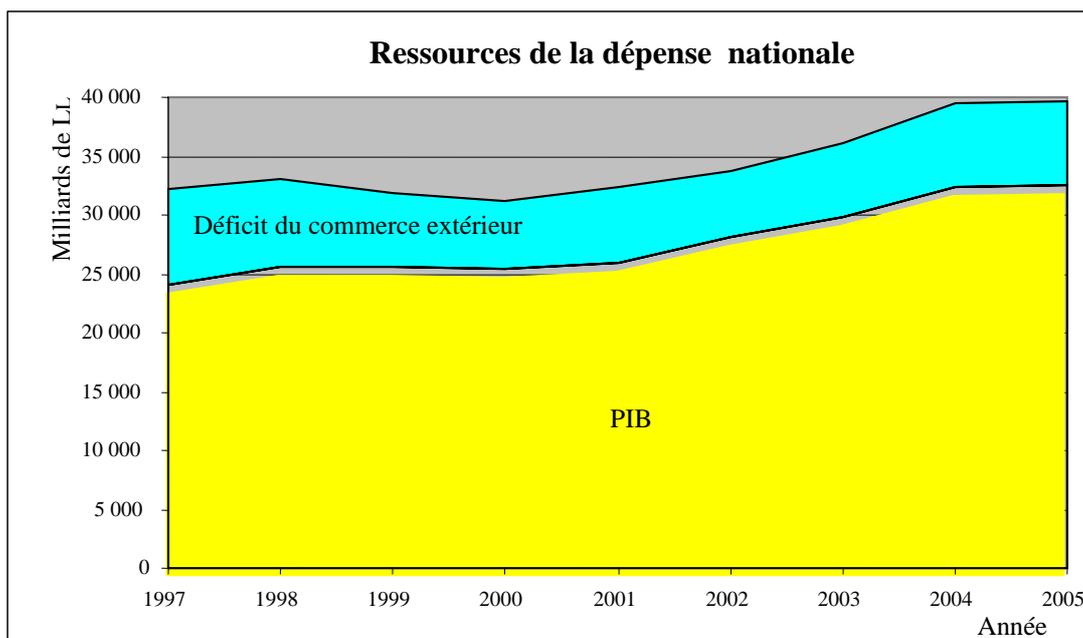
Après une période de régression, les investissements ont repris avec vigueur en 2003 (+11,9% en valeur), ont poursuivi leur progression en 2004 (+23,4%) et ont stagné en 2005 (+0,1%). Cette stagnation est due au recul des investissements publics et à la diminution des stocks, la formation brute de capital fixe des entreprises privées continuant à progresser (+9,5% en valeur 5,6% en volume) grâce à l'apport de capitaux étrangers en quête de placement.



c) L'écart structurel entre dépense nationale et production intérieure a légèrement augmenté

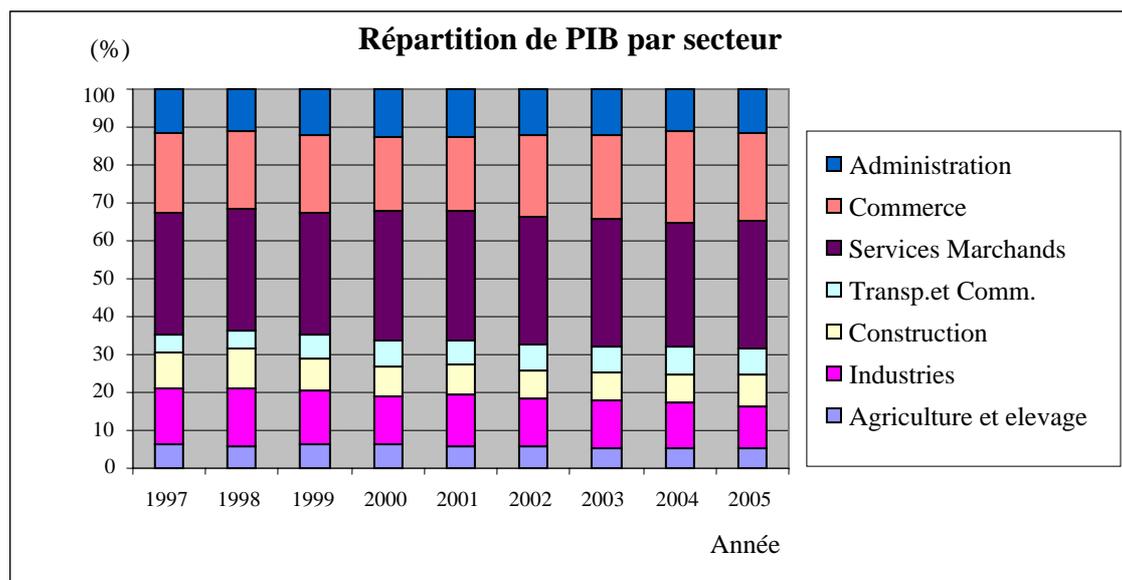
Après l'évolution des années 1997-2002 ayant abouti à une atténuation de l'écart en valeur relative entre la dépense nationale et le produit intérieur brut, cet écart qui était tombé de 34,2% du PIB en 1997 à 19,4% en 2002 est remonté pour fluctuer entre 21 et 22% de 2003 à 2005. Cette évolution est la conséquence de la disparité dans l'évolution des différents secteurs de l'économie et entre les prix à l'importation et à la production.

En contrepartie, le déficit commercial en biens et services qui couvrait initialement 25,5% de la dépense nationale en 1997 avait reculé à 16,2% de cette dépense en 2002. Ce ratio remonte à 17,4% en 2003, à 18,2% en 2004 et reste presque au même niveau en 2005.



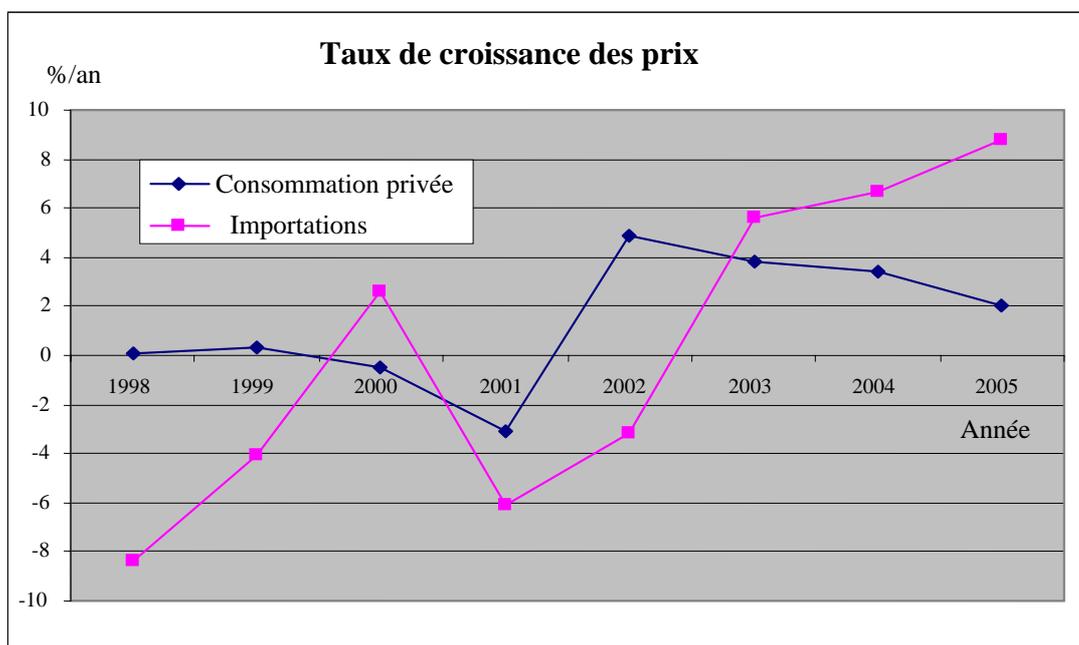
d) Faiblesse persistante des secteurs de production de biens

La part de l'agriculture dans le PIB a poursuivie sa baisse pour atteindre 5,2% en 2005 après avoir régressé de 6,5% en 1997 à 5,3% en 2004. Mais la tendance à la régression du secteur manufacturier s'est inversée à partir de 2003 : la part de ce secteur dans le PIB qui avait chuté de 13,5% en 1997 à 11,5% en 2002, a légèrement augmenté en 2003 atteignant 11,8% et s'est stabilisé à ce niveau en 2004 et 2005. Au total, la contribution de ces deux secteurs de production de biens a été de 17,0%. Notons que la progression de l'industrie aurait été plus importante, si les prix de ses facteurs de production au lieu de baisser, avaient suivi la même tendance que les prix de l'ensemble des valeurs ajoutées.



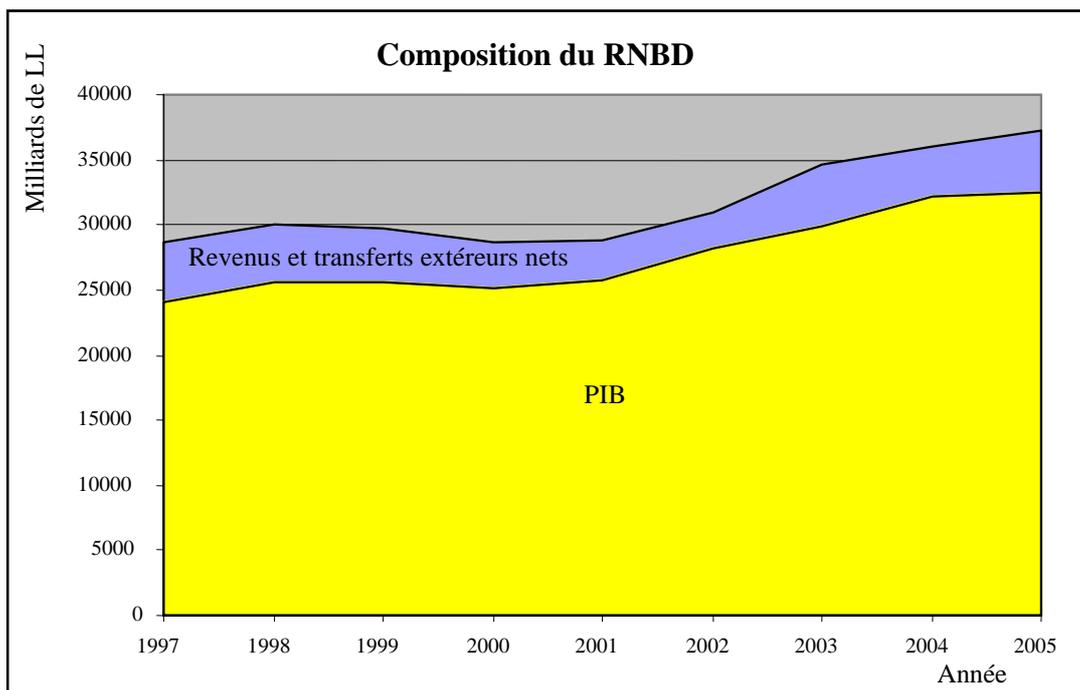
e) *Une hausse des prix à l'importation partiellement répercutée sur les prix à la consommation*

Les prix unitaires à l'importation avaient baissé de 4,1% en moyenne durant la période 1997-2002, baisse due en grande partie à l'appréciation de la livre libanaise par rapport aux principales devises étrangères et à la tendance à la baisse des matières premières. En 2003 la livre libanaise, liée au dollar américain, commence à se déprécier tandis que les prix des matières premières repartent à la hausse. Cela a eu pour conséquence une hausse des prix à l'importation de 5,6%. Les prix internes n'ont pas suivi la même tendance de sorte que les prix à la consommation ont crû de 3,6% seulement. Cette même tendance est observée en 2004 et 2005 : les valeurs unitaires des biens importés haussent de 6,7% en 2004 et de 8,8% en 2005, alors que les prix à la consommation haussaient respectivement de 3,1% et 2,1% seulement.

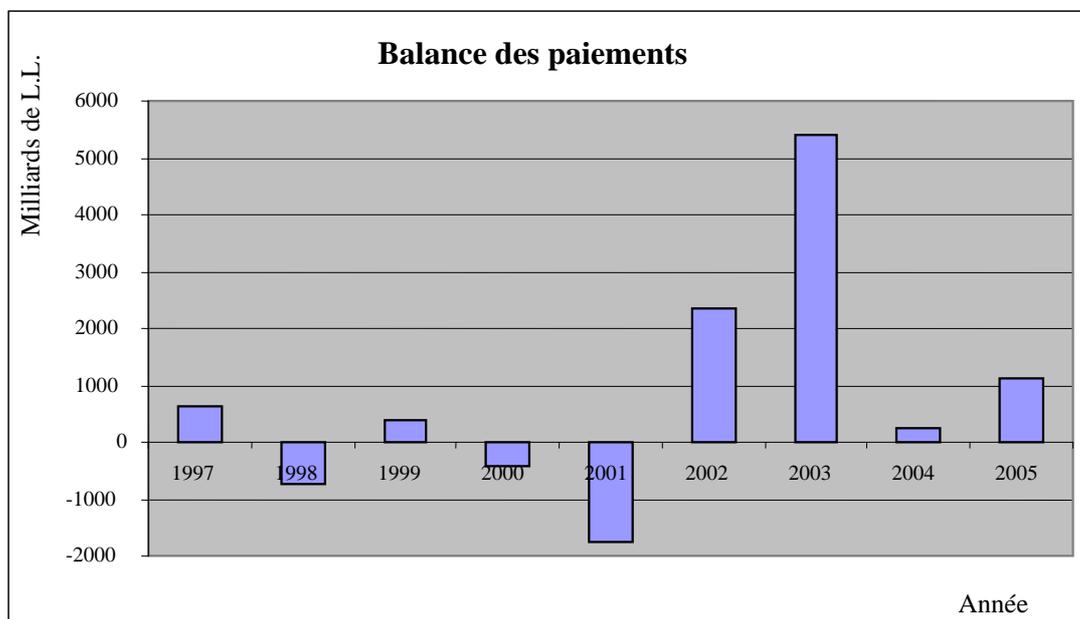


f) *Une dépendance des transferts extérieurs plus importante*

Le déficit dans les échanges de biens et services avec l'extérieur a toujours été couvert par des revenus et des transferts extérieurs qui ont contribué au financement de l'économie nationale soit directement soit indirectement en contribuant à la formation de l'épargne des ménages. Les transferts estimés autres que les investissements directs, après une période de décroissance, ont très fortement repris en 2003 et 2004 et dans une moindre mesure, en 2005 ; ils ont ainsi renforcé la capacité de financement du secteur privé.



g) *Une balance des paiements toujours positive*



L'importance des transferts courants ou en capital accompagnés souvent d'investissements directs ou dans les bons du Trésor ont plus que comblé le déficit de la balance commerciale, dégageant ainsi un surplus dans la balance des paiements. En 2005, la baisse des importations suite à la baisse de la demande a permis aussi de dégager un excédent.

h) Une épargne nationale en progression par rapport à 2004

L'épargne nationale brute avait fortement diminué de 1999 à 2002 après avoir atteint un sommet de 4 476 milliards de LL en 1998. Grâce à la reprise de l'activité mais surtout en raison de l'excédent de la balance des paiements, l'épargne nationale brute progresse fortement en 2003 puis régresse légèrement en 2004 suite à l'accroissement des dépenses de consommation. Les événements politiques de 2005 poussent les ménages à épargner plus qu'à consommer. Ainsi le niveau d'épargne dépasse celui atteint en 1998.

i) La participation des banques au financement des investissements privés reste timide

La participation du système bancaire au financement des investissements privés est allée en décroissant depuis 1997 pour devenir même négatif en 2003. L'excès des disponibilités des banques a été investi en bons du trésor, placé à l'étranger ou gelés auprès de la Banque du Liban. En 2004 les crédits bancaires au secteur privé reprennent ; leur variation devient positive et représente 18% des investissements de ce secteur. Mais en 2005 ils sont de nouveau en recul alors que les investissements du secteur privé (FBCF+variation des stocks) sont en légère progression ; la participation des banques commerciales au financement des entreprises tombe ainsi à 11%.

j) Un déficit public en régression constante

La régression du déficit public amorcée en 2003 s'est poursuivie en 2005. Le ratio déficit/PIB, après avoir varié durant la période 1997-2002 entre 15% et 20% est tombé à 12,8% en 2003, à 6,8% en 2004 et à 6,3% en 2005. Sa couverture nécessite désormais l'utilisation d'une plus faible partie de la capacité de financement interne et externe.

k) La charge de la dette publique reste encore importante

L'importance des intérêts purs (marges bancaires exclues) servis sur la dette publique dans les circuits de la distribution secondaire, malgré un recul sensible, reste prédominante : ils représentaient 149,3% des prélèvements obligatoires sur les revenus en impôts directs et cotisations sociales en 1997. Ce rapport passe à 184% en 2002 et 181% en 2003 et tombe à 138% en 2004 et à 111% en 2005.

A N N E X E S

Annexe I Tableaux des comptes de base

Avertissement

- Les comptes des années 2001 à 2004 ont été révisés
- Les totaux peuvent différer d'une unité à cause des arrondis

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services

1.0. Ensemble des produits

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	12 185	12 953	14 223	15 989	17 132
Consommation finale	27 154	29 261	31 116	33 581	33 677
FBCF	5 314	5 479	5 862	6 674	7 137
Exportation	3 110	3 492	3 788	4 878	5 335
Variation des stocks/Ajustement	608	-357	-129	400	-56
Total emplois= ressources	48 372	50 829	54 860	61 522	63 225
Production hors commerce	32 032	34 044	36 280	39 266	40 847
Importation	10 289	9 698	10 851	13 173	13 594
Taxes/import	1 783	2 501	2 680	2 963	2 643
Production commerciale*	4 269	4 585	5 048	6 119	6 142

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	12 839	12 559	13 566	15 114	16 185
Consommation finale	27 882	28 145	30 248	32 694	33 064
FBCF	5 665	5 458	5 774	6 546	6 900
Exportation	3 240	3 566	3 745	4 777	5 246
Variation des stocks/Ajustement	629	-367	-127	395	-44
Total emplois= ressources	50 255	49 361	53 206	59 526	61 350
Production hors commerce	32 715	33 125	35 610	38 579	40 221
Importation	10 968	10 047	10 290	12 338	12 465
Taxes/import	2 292	1 697	2 650	2 930	2 819
Production commerciale*	4 279	4 493	4 656	5 679	5 845

*=marges commerciales + exportation de services du commerce

Note :

Les tableaux emplois-ressources sont établis suivant le concept territorial. Par conséquent les importations et la consommation ne comprennent pas les dépenses des ménages à l'extérieur. De même les dépenses des touristes sur le territoire ne sont pas comptabilisées dans les exportations mais sont comprises dans la consommation.

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.1. Produits de l'agriculture

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	843	893	874	986	890
Consommation finale	1 467	1 559	1 577	1 588	1 636
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	217	203	241	310	323
Variation des stocks/Ajustement	20	-20	0	0	-35
Total emplois= ressources	2 547	2 635	2 692	2 884	2 814
Production	1 407	1 503	1 513	1 620	1 605
Importation	544	509	575	657	565
Taxes/import	78	75	71	89	97
Marges commerciales	519	548	533	519	546

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	851	867	835	913	907
Consommation finale	1 495	1 497	1 560	1 615	1 550
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	226	218	226	310	306
Variation des stocks/Ajustement	21	-22	0	0	-37
Total emplois= ressources	2 594	2 561	2 621	2 838	2 726
Production	1 422	1 418	1 473	1 621	1 585
Importation	597	540	533	578	568
Taxes/import	97	74	76	77	84
Marges commerciales	478	529	539	562	490

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.2. Produits de l'élevage

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	476	518	559	580	526
Consommation finale	510	473	516	550	552
FBCF	19	19	19	19	20
Exportation	18	23	33	24	21
Variation des stocks	30	0	0	0	0
Total emplois= ressources	1 053	1 032	1 126	1 173	1 119
Production	529	517	538	558	581
Importation	298	304	345	349	288
Taxes/import	4	4	4	4	4
Marges commerciales	222	207	239	263	245

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	495	522	503	556	514
Consommation finale	521	524	495	524	568
FBCF	22	19	14	18	19
Exportation	20	27	36	29	21
Variation des stocks	30	0	0	0	0
Total emplois= ressources	1 088	1 092	1 047	1 127	1 123
Production	544	564	534	545	591
Importation	308	306	295	332	264
Taxes/import	14	3	5	4	4
Marges commerciales	222	219	214	246	265

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.3. Energie et eaux

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	2 047	2 354	2 703	3 056	3 650
Consommation finale	1 551	1 791	1 905	2 054	2 023
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	2	7	5	8	10
Variation des stocks	0	0	0	0	-60
Total emplois= ressources	3 600	4 152	4 613	5 118	5 623
Production	1 132	1 231	1 269	1 329	1 331
Importation	1 579	1 587	1 916	2 424	3 209
Taxes/import	689	1 016	1 077	1 012	729
Marges commerciales	200	318	351	353	354

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	2 142	2 102	2 480	2 738	3 005
Consommation finale	1 516	1 581	1 855	1 898	1 963
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	2	8	4	7	9
Variation des stocks	0	0	0	0	-48
Total emplois= ressources	3 660	3 691	4 340	4 643	4 930
Production	1 124	1 168	1 270	1 310	1 341
Importation	1 825	1 608	1 613	1 914	2 351
Taxes/import	510	690	1 064	1 060	960
Marges commerciales	201	225	392	360	278

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.4. Produits des industries agro-alimentaires

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	347	339	369	412	421
Consommation finale	4 563	4 828	4 937	5 164	5 001
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	145	166	240	289	352
Variation des stocks	15	-6	-39	70	0
Total emplois= ressources	5 070	5 326	5 507	5 935	5 774
Production	2 687	2 903	2 960	3 183	3 007
Importation	1 072	1 054	1 087	1 250	1 291
Taxes/import	413	396	379	412	433
Marges commerciales	898	973	1 081	1 091	1 041

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	358	340	329	383	384
Consommation finale	4 718	4 831	4 838	4 951	4 816
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	153	168	247	280	358
Variation des stocks	16	-7	-36	65	0
Total emplois= ressources	5 245	5 332	5 378	5 679	5 558
Production	2 740	2 887	2 959	3 009	2 911
Importation	1 105	1 092	1 054	1 190	1 236
Taxes/import	501	379	382	402	397
Marges commerciales	899	974	983	1 077	1 014

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.5. Textiles et cuirs

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	268	265	258	296	286
Consommation finale	1 461	1 573	1 739	1 950	1 953
FBCF	3	3	2	3	3
Exportation	315	291	339	411	434
Variation des stocks	70	50	0	80	0
Total emplois= ressources	2 116	2 182	2 338	2 741	2 677
Production	553	583	596	706	743
Importation	843	793	806	943	890
Taxes/import	101	163	176	201	178
Marges commerciales	619	644	760	891	866

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	334	270	271	291	301
Consommation finale	1 614	1 484	1 619	1 921	1 882
FBCF	4	3	2	4	4
Exportation	336	298	321	396	418
Variation des stocks	80	53	0	79	0
Total emplois= ressources	2 367	2 107	2 213	2 691	2 604
Production	600	543	560	687	715
Importation	959	847	836	926	851
Taxes/import	252	102	171	202	181
Marges commerciales	557	616	646	875	856

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.6. Minerais non métalliques

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	1 168	1 194	1 322	1 498	1 622
Consommation finale	55	56	56	57	57
FBCF	27	27	22	26	22
Exportation	91	108	171	237	253
Variation des stocks	46	-18	-40	0	22
Total emplois= ressources	1 387	1 366	1 530	1 818	1 976
Production	825	814	876	989	1 112
Importation	382	365	432	559	515
Taxes/import	35	56	60	71	65
Marges commerciales	145	131	163	198	283

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	1 323	1 182	1 232	1 402	1 556
Consommation finale	64	57	47	51	59
FBCF	31	25	21	26	23
Exportation	98	108	185	205	224
Variation des stocks	50	-18	-40	0	22
Total emplois= ressources	1 566	1 355	1 445	1 685	1 884
Production	919	804	825	912	1 088
Importation	411	375	421	528	517
Taxes/import	67	34	65	73	66
Marges commerciales	168	142	134	172	214

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.7. Métaux, machines et appareils

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	1 625	1 640	1 848	2 079	2 262
Consommation finale	1 468	1 634	1 848	2 324	2 226
FBCF	1 074	1 172	1 286	1 480	1 546
Exportation	653	672	826	1 137	1 324
Variation des stocks	333	-277	-40	180	57
Total emplois= ressources	5 151	4 840	5 767	7 200	7 415
Production	1 032	1 022	1 289	1 404	1 648
Importation	3 322	2 847	3 209	3 977	3 920
Taxes/import	340	547	632	836	807
Marges commerciales	457	424	638	982	1 040

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	1 771	1 633	1 770	1 984	2 172
Consommation finale	1 593	1 472	1 736	2 096	2 193
FBCF	1 214	1 187	1 273	1 471	1 554
Exportation	693	686	781	1 111	1 292
Variation des stocks	338	-280	-41	184	56
Total emplois= ressources	5 609	4 699	5 518	6 847	7 268
Production	1 079	1 027	1 211	1 355	1 600
Importation	3 434	2 966	3 186	3 942	3 872
Taxes/import	587	287	630	777	810
Marges commerciales	509	420	491	772	986

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.8. Bois, caoutchouc, produits chimiques

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	1 390	1 422	1 604	2 035	2 093
Consommation finale	1 041	1 122	1 286	1 487	1 427
FBCF	138	143	151	175	203
Exportation	234	303	334	451	515
Variation des stocks	60	-50	-10	70	-40
Total emplois= ressources	2 864	2 940	3 364	4 217	4 197
Production	910	902	976	1 182	1 161
Importation	1 656	1 670	1 898	2 305	2 282
Taxes/import	76	166	196	242	237
Marges commerciales	221	201	294	489	517

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	1 533	1 424	1 462	1 827	1 933
Consommation finale	1 098	1 064	1 128	1 398	1 380
FBCF	148	136	148	171	189
Exportation	250	297	326	425	486
Variation des stocks	62	-51	-9	67	-38
Total emplois= ressources	3 093	2 870	3 055	3 888	3 950
Production	974	885	911	1 124	1 109
Importation	1 721	1 688	1 763	2 197	2 157
Taxes/import	165	77	175	227	226
Marges commerciales	232	221	206	339	458

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.9. Meubles

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	22	23	25	29	31
Consommation finale	211	215	239	253	264
FBCF	236	240	256	342	330
Exportation	30	31	36	52	64
Variation des stocks	0	0	0	0	0
Total emplois= ressources	500	509	556	676	689
Production	337	337	395	477	500
Importation	95	93	85	100	101
Taxes/import	25	34	35	36	38
Marges commerciales	44	45	41	63	50

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	28	23	27	32	33
Consommation finale	227	214	232	243	268
FBCF	252	266	275	332	325
Exportation	32	35	32	49	57
Variation des stocks	0	0	0	0	0
Total emplois= ressources	538	537	566	656	683
Production	358	360	387	458	480
Importation	101	103	91	108	102
Taxes/import	34	27	33	44	37
Marges commerciales	45	46	54	45	64

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.10. Produits divers

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	156	148	187	187	186
Consommation finale	712	768	869	1 101	920
FBCF	142	137	169	178	155
Exportation	338	445	428	493	536
Variation des stocks	35	-35	0	0	0
Total emplois= ressources	1 383	1 463	1 653	1 958	1 797
Production	638	700	874	967	930
Importation	496	476	498	609	531
Taxes/import	22	45	50	60	53
Marges commerciales	227	242	231	321	282

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	159	175	190	186	213
Consommation finale	745	780	873	1 121	907
FBCF	149	139	164	182	170
Exportation	364	477	452	497	573
Variation des stocks	32	-43	0	0	0
Total emplois= ressources	1 449	1 528	1 679	1 986	1 864
Production	629	733	854	1 020	958
Importation	507	522	498	623	547
Taxes/import	65	23	48	62	55
Marges commerciales	249	250	280	280	304

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.11. Bâtiments et travaux publics

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires					
Consommation finale					
FBCF	3 676	3 739	3 957	4 451	4 858
Exportation					
Total emplois= ressources	3 676	3 739	3 957	4 451	4 858
Production	3 676	3 739	3 957	4 451	4 858

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires					
Consommation finale					
FBCF	3 845	3 684	3 877	4 342	4 616
Exportation					
Total emplois= ressources	3 845	3 684	3 877	4 342	4 616
Production	3 845	3 684	3 877	4 342	4 616

1.12. Transports et communications

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	1 293	1 597	1 802	2 196	2 288
Consommation finale	1 565	1 772	1 938	2 191	2 451
FBCF					
Exportation	162	187	172	211	203
Total emplois= ressources	3 019	3 556	3 912	4 598	4 942
Production	3 019	3 556	3 912	4 598	4 942

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	1 293	1 507	1 802	2 196	2 287
Consommation finale	1 570	1 705	1 928	2 187	2 390
FBCF					
Exportation	162	186	172	211	203
Total emplois= ressources	3 025	3 398	3 902	4 593	4 881
Production	3 025	3 398	3 902	4 593	4 881

1. Tableaux emplois-ressources des biens et services (suite)

1.13. Services marchands

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	2 551	2 563	2 672	2 635	2 879
Consommation finale	8 029	8 687	9 217	10 022	10 165
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	187	205	245	306	383
Total emplois= ressources	10 766	11 454	12 134	12 963	13 427
Production	10 766	11 454	12 134	12 963	13 427

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires	2 552	2 514	2 666	2 606	2 879
Consommation finale	8 183	8 177	8 930	9 878	10 109
FBCF	0	0	0	0	0
Exportation	187	205	245	306	383
Total emplois= ressources	10 921	10 896	11 840	12 791	13 370
Production	10 921	10 896	11 840	12 791	13 370

1.15. Services non marchands

a) en valeur

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires					
Consommation finale	4 522	4 783	4 992	4 840	5 002
FBCF					
Exportation					
Total emplois= ressources	4 522	4 783	4 992	4 840	5 002
Production	4 522	4 783	4 992	4 840	5 002

b) en volume aux prix de l'année précédente

En milliards de LL

Nature des flux	2001	2002	2003	2004	2005
Emplois intermédiaires					
Consommation finale	4 537	4 776	5 008	4 842	4 978
FBCF					
Exportation					
Total emplois= ressources	4 537	4 776	5 008	4 842	4 978
Production	4 537	4 776	5 008	4 842	4 978

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services

En valeurs courantes et en volumes aux prix de l'année précédente

Notes :

- Les tableaux entrées- sorties sont établis suivant le concept territorial. Par conséquent les importations et la consommation ne comprennent pas les dépenses des ménages à l'extérieur. De même les dépenses des touristes sur le territoire ne sont pas comptabilisées dans les exportations mais sont comprises dans la consommation. Le passage aux données suivant le concept national est donné au bas des tableaux.
- Les secteurs de ces tableaux sont homogènes en ce sens que chaque secteur produit un groupe défini de produits et chacun de ces groupes de produits n'est produit que par un secteur. Il ne s'agit pas donc de secteur au sens institutionnel.

2.1. a) Année 2001 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6 Autres serv.	7. Commerce	8 Admi- nistrat.	Total empl. interm.	Con- somm.	FBCF	Ex- port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	187	0	1 119	3	0	10	0	0	1 319	1 977	19	235	50	3 600
2. Energie eaux	13	757	283	18	646	272	10	50	2 047	1 551	0	2	0	3 600
3. Industries	165	89	2 308	1 454	12	594	218	136	4 975	9 511	1 620	1 807	558	18 471
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 676	0	0	3 676
5. Transp. et comm.	0	0	0	0	375	662	231	26	1 293	1 565	0	162	0	3 019
6. Autres services	27	8	113	104	312	476	515	996	2 551	8 029	0	187	0	10 766
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	718	0	718
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 522	0	0	0	4 522
Total emplois	392	854	3 823	1 579	1 344	2 013	973	1 208	12 185	27 154	5 314	3 110	609	48 372
Val.ajoutée	1 544	278	3 158	2 097	1 675	8 753	5 079	3 314	25 898					
Production	1 936	1 132	6 981	3 676	3 019	10 766	6 052	4 522	38 084					
Importations	842	1 579	7 868						10 289					
Taxes/Import	82	689	1 012						0					
Marges commerc.	740	200	2 611						0					
Total ressources	3 600	3 600	18 471	3 676	3 019	10 766	718	4 522	48 372					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	10 289		+303	10 592
Exportations	3 110		+914	4 025
Consommation	27 154		+303	26 542

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.2. a) Année 2002 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	189	0	1 208	4	0	10	0	0	1 411	2 032	19	226	-20	3 667
2. Energie eaux	15	875	324	20	766	306	11	36	2 354	1 791	0	7	0	4 152
3. Industries	163	92	2 341	1 469	13	600	217	134	5 029	10 197	1 721	2 015	-337	18 626
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 739	0	0	3 739
5. Transp. et comm.	0	0	30	0	536	720	290	21	1 597	1 772	0	187	0	3 556
6. Autres services	28	8	115	103	280	420	477	1 133	2 563	8 687	0	205	0	11 454
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	852	0	852
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 783	0	0	0	4 783
Total emplois	394	974	4 019	1 596	1 595	2 056	995	1 324	12 953	29 261	5 479	3 492	-356	50 829
Val.ajoutée	1 625	257	3 242	2 144	1 961	9 399	6 092	3 459	28 177					
Production	2 020	1 231	7 261	3 739	3 556	11 454	7 086	4 783	41 131					
Importations	813	1 587	7 298						9 698					
Taxes/Import	79	1 016	1 406						0					
Marges commerc.	755	318	2 660						0					
Total ressources	3 667	4 152	18 626	3 739	3 556	11 454	852	4 783	50 829					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	9 698		+357	10 056
Exportations	3 492	+1 095		4 587
Consommation	29 261	- 1 095	+357	28 524

2.2. b) Année 2002 en volume aux prix de 2001

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	184	0	1 193	3	0	9	0	0	1 390	2 020	19	246	-22	3 653
2. Energie eaux	13	781	290	18	684	274	10	32	2 102	1 581	0	8	0	3 691
3. Industries	163	92	2 349	1 461	13	610	223	136	5 047	9 902	1 755	2 069	-345	18 428
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 684	0	0	3 684
5. Transp.et comm.	0	0	29	0	506	679	274	19	1 507	1 705	0	186	0	3 398
6. Autres services	27	8	113	101	275	412	467	1 112	2 514	8 177	0	205	0	10 896
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	852	0	852
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 758	0	0	0	4 758
Total emplois	387	881	3 973	1 583	1 478	1 984	974	1 300	12 559	28 145	5 458	3 566	-366	49 361
Val.ajoutée	1 595	288	3 265	2 101	1 920	8 913	5 216	3 459	755					
Production	1 982	1 168	7 238	3 684	3 398	10 896	6 190	4 758	39 314					
Importations	845	1 608	7 593						10 047					
Taxes/Import	77	690	929						0					
Marges commerc.	748	225	2 668						0					
Total ressources	3 653	3 691	18 428	3 684	3 398	10 896	852	4 758	49 361					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.3. a) Année 2003 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	196	0	1 222	4	0	12	0	0	1 433	2 092	19	274	0	3 818
2. Energie eaux	16	980	370	23	894	346	12	62	2 703	1 905	0	5	0	4 613
3. Industries	173	103	2 709	1 613	15	639	233	128	5 613	10 972	1 886	2 374	-129	20 716
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 957	0	0	3 957
5. Transp. et comm.	0	0	32	0	634	783	331	23	1 802	1 938	0	172	0	3 912
6. Autres services	27	8	119	104	277	378	450	1 241	2 606	9 283	0	245	0	12 134
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	718	0	718
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 992	0	0	0	4 992
Total emplois	412	1 092	4 452	1 743	1 821	2 158	1 027	1 454	14 157	31 182	5 862	3 788	-128	54 860
Val.ajoutée	1 639	178	3 514	2 213	2 092	9 976	6 702	3 538	29 852					
Production	2 050	1 269	7 966	3 957	3 912	12 134	7 728	4 992	44 009					
Importations	920	1 916	8 015						10 851					
Taxes/Import	75	1 077	1 528						0					
Marges commerc.	772	351	3 208						0					
Total ressources	3 818	4 613	20 716	3 957	3 912	12 134	718	4 992	54 860					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	10 851		+417	11 268
Exportations	3 788	1 203		4 991
Consommation	31 182	-1 203	+417	30 396

2.3. b) Année 2003 en volume aux prix de 2002

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	187	0	1 136	4	0	11	0	0	1 338	2 055	14	262	0	3 668
2. Energie eaux	14	900	340	21	820	318	11	57	2 480	1 855	0	4	0	4 340
3. Industries	156	95	2 549	1 518	14	611	217	120	5 280	10 473	1 883	2 344	-127	19 853
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 877	0	0	3 877
5. Transp.et comm.	0	0	32	0	634	782	331	23	1 802	1 929	0	172	0	3 903
6. Autres services	28	8	122	107	284	387	461	1 270	2 666	8 930	0	245	0	11 840
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	718	0	718
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 007	0	0	0	5 007
Total emplois	385	1 002	4 179	1 649	1 752	2 109	1 020	1 469	13 566	30 248	5 774	3 745	-126	53 206
Val.ajoutée	1 621	268	3 527	2 228	2 150	9 731	6 286	3 538	29 350					
Production	2 007	1 270	7 706	3 877	3 903	11 840	7 306	5 007	42 916					
Importations	828	1 613	7 848						10 290					
Taxes/Import	81	1 064	1 505						0					
Marges commerc.	753	392	2 794						0					
Total ressources	3 668	4 340	19 853	3 877	3 903	11 840	718	5 007	53 206					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.4. a) Année 2004 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	222	0	1 326	5	0	13	0	0	1 566	2 138	19	335	0	4 057
2. Energie eaux	19	1 129	430	28	1 007	370	15	58	3 056	2 054	0	8	0	5 118
3. Industries	203	119	3 205	1 872	19	681	292	147	6 536	12 336	2 204	3 069	400	24 545
4. Bâtimets et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 451	0	0	4 451
5. Transp. et comm.	0	0	33	0	810	845	481	26	2 196	2 191	0	211	0	4 598
6. Autres services	29	8	131	143	358	432	538	996	2 635	10 022	0	306	0	12 963
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	950	0	950
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 840	0	0	0	4 840
Total emplois	473	1 256	5 125	2 047	2 193	2 341	1 326	1 228	15 989	33 581	6 674	4 878	400	61 522
Val.ajoutée	1 705	73	3 783	2 404	2 404	10 622	7 756	3 612	32 359					
Production	2 178	1 329	8 908	4 451	4 598	12 963	9 082	4 840	48 348					
Importations	1 005	2 424	9 743						13 173					
Taxes/Import	93	1 012	1 858						0					0
Marges commerc.	782	353	4 035						0					0
Total ressources	4 057	5 118	24 545	4 451	4 598	12 963	950	4 840	61 522					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	13 173		465	13 638
Exportations	4 878	1 549		6 426
Consommation	33 581	-1 549	465	32 497

2.4. b) Année 2004 en volume aux prix de 2003

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	206	0	1 246	4	0	12	0	0	1 469	2 139	18	339	0	3 965
2. Energie eaux	17	1 011	386	25	902	331	14	52	2 738	1 898	0	7	0	4 643
3. Industries	185	107	2 988	1 759	18	645	267	136	6 105	11 781	2 186	2 965	395	23 431
4. Bâtimets et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 342	0	0	4 342
5. Transp.et comm.	0	0	33	0	810	845	481	26	2 196	2 187	0	211	0	4 593
6. Autres services	29	8	129	141	354	427	533	985	2 606	9 878	0	306	0	12 791
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	950	0	950
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 811	0	0	0	4 811
Total emplois	437	1 126	4 783	1 929	2 083	2 262	1 294	1 200	15 113	32 694	6 546	4 777	396	59 526
Val.ajoutée	1 729	183	3 784	2 413	2 510	10 529	7 315	3 612	32 074					
Production	2 165	1 310	8 567	4 342	4 593	12 791	8 609	4 811	47 187					
Importations	910	1 914	9 515						12 338					
Taxes/Import	81	1 060	1 789						0					0
Marges commerc.	809	360	3 560						0					0
Total ressources	3 965	4 643	23 431	4 342	4 593	12 791	950	4 811	59 526					

2. Tableaux entrées-sorties des comptes de biens et services (suite)

2.5. a) Année 2005 en valeurs courantes

en milliards de LL

	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	216	0	1 181	5	0	14	0	0	1 415	2 188	20	344	-35	3 932
2. Energie eaux	22	1 368	551	28	1 214	361	15	92	3 650	2 023	0	10	-60	5 623
3. Industries	223	131	3 383	2 000	21	710	279	153	6 900	11 848	2 258	3 479	39	24 524
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 858	0	0	4 858
5. Transp. et comm.	0	0	33	0	889	903	439	24	2 288	2 451	0	203	0	4 942
6. Autres services	34	19	168	156	459	514	518	1 011	2 879	10 165	0	383	0	13 427
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	917	0	917
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 002	0	0	0	5 002
Total emplois	496	1 519	5 315	2 189	2 582	2 501	1 251	1 280	17 132	33 677	7 137	5 335	-55	63 225
Val.ajoutée	1 690	-188	3 786	2 669	2 360	10 925	7 534	3 722	32 499					
Production	2 186	1 331	9 101	4 858	4 942	13 427	8 785	5 002	49 631					
Importations	854	3 209	9 531						13 594					
Taxes/Import	101	729	1 812						0					
Marges commerc.	791	354	4 080						0					
Total ressources	3 932	5 623	24 524	4 858	4 942	13 427	917	5 002	63 225					

Tableau des corrections territoriales

	Concept territorial	Dépenses des touristes au Liban	Dépenses des libanais à l'étranger	Concept national
Importations	13 594		+401	13 995
Exportations	5 335	+1 535		6 869
Consommation	33 677	-1 535	+401	32 544

2.5. b) Année 2005 en volume aux prix de 2004

en milliards de LL

Branche	Emplois intermédiaires									Emplois finals				Total
	1. Agric. Elev.	2. Energ. eaux	3. Industries	4. Bâtim. T.P.	5. Trans. comm.	6. Autres serv.	7. Commerce	8. Administrat.	Total empl. interm.	Con-somm.	FBCF	Ex-port.	Var. des stocks	
1. Agric.et Elevage	220	0	1 182	5	0	14	0	0	1 421	2 118	19	328	-37	3 850
2. Energie eaux	18	1 126	453	23	1 000	297	13	75	3 005	1 963	0	9	-48	4 930
3. Industries	206	122	3 231	1 912	20	690	267	145	6 592	11 505	2 264	3 407	41	23 809
4. Bâtiments et T.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 616	0	0	4 616
5. Transp.et comm.	0	0	33	0	888	903	439	24	2 287	2 390	0	203	0	4 881
6. Autres services	34	19	168	156	459	514	518	1 011	2 879	10 109	0	383	0	13 370
7. Commerce	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	917	0	917
8 Administration	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 978	0	0	0	4 978
Total emplois	479	1 267	5 067	2 096	2 366	2 418	1 236	1 256	16 185	33 064	6 900	5 246	-43	61 350
Val.ajoutée	1 696	74	3 793	2 521	2 514	10 952	7 428	3 722	32 700					
Production	2 175	1 341	8 860	4 616	4 881	13 370	8 664	4 978	48 885					
Importations	832	2 351	9 283						12 465					
Taxes/Import	87	960	1 772						0					
Marges commerc.	755	278	3 895						0					
Total ressources	3 850	4 930	23 809	4 616	4 881	13 370	917	4 978	61 350					

3. Comptes des institutions financières

Comptes des banques commerciales

en milliards de LL

Compte	2001	2002	2003	2004	2005
I. Compte de production					
<i>Emplois</i>					
P2. Consommat. intermédiaire	453	455	630	538	561
<i>B1. Valeur ajoutée brute</i>	1 389	1 469	1 395	1 440	1 636
Total emplois = ressources	1 842	1 924	2 025	1 978	2 198
<i>Ressources = Produit net bancaire (P1.):</i>					
Intérêts perçus	6 623	6 143	6 331	6 147	6 286
-Intérêts payés	-5 110	-4 532	-4 623	-4 552	-4 488
Commissions	329	312	317	382	399
II.1. Compte d'exploitation et de distribution des revenus primaires					
<i>Emplois</i>					
D1. Salaires et assimilés	665	668	675	735	731
D41. Intérêts / emprunts	10	27	32	30	28
D42. Bénéfices distribués	416	356	...	...
<i>B5. Solde des revenus primaires</i>	439	589	1 191	818	877
Total emplois = ressources	1 530	1 640	1 898	1 584	1 636
<i>Ressources</i>					
B1. Valeur ajoutée brute	1 389	1 469	1 395	1 440	1 636
D4. Rev nets hors exploitation	141	171	503	144	0
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus					
<i>Emplois</i>					
D5. Impôt sur les bénéfices	114	116	112	115	0
<i>B6. Solde : Revenu disponible</i>	325	473	1 080	703	877
Total emplois = ressources	439	589	1 191	818	877
<i>Ressources</i>					
B5. Solde des revenus primaires	439	589	1 191	818	877
III.1. Compte de capital					
P51. Form. br. de capital fixe	514	457	233	386	515
<i>B9. Solde : Capacité de financ.</i>	-189	17	847	317	362
Total emplois = ressources	325	473	1 080	703	877
<i>Ressources</i>					
B6. Revenu disponible	325	473	1 080	703	877
III.2. Compte financier					
<i>Emplois</i>					
F2. Caisse et dépôts à la BDL	3 325	1 304	16 373	1 546	1 039
F2. Avoirs extérieurs	688	1 339	610	5 494	-414
F3. Titres (Bons du Trésor)	-352	4 372	-5 562	3 146	2 532
F4. Crédits	97	-127	-101	1 189	456
F9. Autres comptes à recevoir	-164	177	20	-10	-112
Total emplois = ressources	3 593	7 065	11 340	11 364	3 500
<i>Ressources</i>					
B9. Capacité de financement	-189	17	847	317	362
F2 Dépôts de résidents	3 457	4 282	7 075	6 632	3 589
F2 Dépôts de non résidents	237	20	2 966	4 174	-698
F5. Action, participation	35	709	376	402	540
F9. Autres comptes à payer	54	2 038	75	-161	-293

4. Comptes des administrations publiques

4.1. Comptes de l'administration centrale

Emplois

en milliards de LL

Comptes, opérations	2001	2002	2003	2004	2005
I. Compte de production					
P2. Achats de b.& s. marchands	1 102	1 241	1 297	1 069	1 131
<i>B1. Produit int. brut des administr.</i>	<i>2 681</i>	<i>2 730</i>	<i>2 740</i>	<i>2 817</i>	<i>2 846</i>
Total	3 783	3 971	4 037	3 886	3 976
II.1. Cte de distribution primaire					
D1. Rémunération des salariés	2 033	2 059	2 043	2 118	2 146
K1. Valeur des amortissemnts	648	671	698	699	700
<i>B5. Solde des revenus primaires</i>	<i>2 760</i>	<i>3 791</i>	<i>4 514</i>	<i>5 069</i>	<i>4 826</i>
Total	5 441	6 521	7 255	7 886	7 671
II.2. Cte de distribution secondaire					
D41. Intérêts*	3 603	3 980	4 149	3 655	3 136
D62. Prestations sociales	834	850	849	821	874
Transferts courants aux administr.	192	261	288	391	680
Coopération internationale	6	4	5	13	11
D79. Transferts courants divers	110	149	150	147	113
<i>B6. Solde : Revenu disponible</i>	<i>-524</i>	<i>80</i>	<i>717</i>	<i>1 845</i>	<i>1 916</i>
Total emploi = ressources	4 220	5 324	6 159	6 872	6 730
II.4. Compte d'affectation du revenu					
P2. Consommation collective	3 783	3 971	4 037	3 886	3 976
<i>B8n. Solde : Epargne nette</i>	<i>-4 308</i>	<i>-3 891</i>	<i>-3 320</i>	<i>-2 041</i>	<i>-2 060</i>
Total emplois = ressources	-524	80	717	1 845	1 916
III.1. Compte de capital					
P51. Formation br. de capital fixe	269	266	264	275	176
D92. Aide à l'investissement					
D93. Transfert aux adm. pr FBCF	42	344	369	633	403
Total emplois = ressources	311	610	633	908	578
III.2. Compte financier					
B9. Besoin de finacement	3 970	3 830	3 255	2 251	1 939
F21. Numéraire	38	11	-6	-11	-20
F22. Dépôts à la BdL	-135	658	-292	890	955
F41. Avances du Trésor	156	496	340	858	897
F79. Autres comptes à recevoir	570	158	408	-62	320
Total emplois = ressources	4 599	5 153	3 705	3 925	4 091

*Les intérêts quoique considérés comme des revenus primaires ont été classés dans les comptes de l'Etat avec le compte de distribution secondaire du fait qu'ils ne font pas partie du produit intérieur brut.

4. Comptes des administrations publiques

4.1. Comptes de l'administration centrale

Ressources

en milliards de LL

Comptes, opérations	2001	2002	2003	2004	2005
I. Compte de production					
P.12 Production non marchande	3 783	3 971	4 037	3 886	3 976
Total	3 783	3 971	4 037	3 886	3 976
II.1. Cte de distribution primaire					
B1. Produit intérieur brut	2 681	2 730	2 740	2 817	2 846
D2. Impôts sur les produits	2 775	3 803	4 519	5 122	4 839
D3. -subventions sur produits	-22	-20	-20	-61	-19
D41. Intérêts	7	9	15	8	5
Total	5 441	6 521	7 255	7 886	7 671
II.2. Cte de distribution secondaire					
B5. Solde des revenus primaires	2 760	3 791	4 514	5 069	4 826
D51. Impôts sur le revenu	585	642	708	801	907
D59. Autres impôts courants	499	511	548	634	646
D61. Cotisations sociales	79	80	74	86	85
D79. Recettes non fiscales diverses	297	301	315	282	266
Total emploi = ressources	4 220	5 324	6 159	6 872	6 730
II.4. Compte d'affectation du revenu					
B6. Revenu disponible	-524	80	717	1 845	1 916
Total emplois = ressources	-524	80	717	1 845	1 916
III.1. Compte de capital					
K1. Valeur des amortissemnts	648	671	698	699	700
B8n. Epargne nette	-4 308	-3 891	-3 320	-2 041	-2 060
B9. Besoin de finacement	3 970	3 830	3 255	2 251	1 939
Total emplois = ressources	311	610	633	908	578
III.2. Compte financier					
F29. Dépôts des établ. publics	-274	-56	-244	196	200
F3. Bons du Trésor	4 787	2 371	3 908	3 364	3 113
F4. Crédits (emprunts)	-23	2 700	0	517	756
F79. Autres comptes à payer	124	147	-23	-77	24
F00. Opérations non classées	-14	-10	63	-74	-1
Total emplois = ressources	4 599	5 153	3 705	3 925	4 091

4. Comptes des administrations publiques (suite)

4.2. Comptes consolidés des administrations publiques (estimations) *en milliards de LL*

Comptes	2001	2002	2003	2004	2005
I. Compte de Production :					
<i>Emplois</i>					
P2. Consommation intermédiaire	1 208	1 324	1 453	1 228	1 280
<i>B1. Valeur ajoutée brute</i>	3 314	3 459	3 539	3 612	3 722
Total.=P12. Production	4 522	4 783	4 992	4 840	5 002
II.1. Compte d'affectation des revenus primaires :					
<i>Emplois</i>					
D1. Salaires et assimilés	2 667	2 781	2 837	2 922	3 047
K.1. Valeur des amortissements	647	677	702	689	675
<i>B5n. Solde : Revenus primaires nets</i>	3 269	4 348	5 032	5 755	5 341
Total emplois = ressources	6 583	7 806	8 570	9 367	9 064
<i>Ressources</i>					
B1. Valeur ajoutée brute	3 314	3 459	3 539	3 612	3 722
D2-D3. Impôts indirects nets des subv.	3 269	4 348	5 032	5 755	5 341
II.2. Compte de distribution secondaire des revenus :					
<i>Emplois</i>					
D41. Intérêts*	3 727	4 094	4 253	3 722	3 216
D62. Prestations sociales	1 603	1 738	1 655	1 633	1 665
D79. Transferts courants divers	170	152	156	160	124
<i>B6. Soldes : revenu disponible</i>	-78	583	1 324	2 938	3 225
Total emplois = ressources	5 421	6 567	7 387	8 453	8 230
<i>Ressources</i>					
B5n. Revenus primaires nets	3 269	4 348	5 032	5 755	5 341
D5. Impôts directs	1 138	1 213	1 318	1 521	1 609
D61. Cotisations sociales	717	706	722	841	1 014
D79. Recettes non fiscales	297	301	315	337	266
II.4. Compte d'utilisation des revenus :					
<i>Emplois</i>					
P2. Consommation	4 522	4 783	4 992	4 840	5 002
<i>B8n. Solde : Epargne nette</i>	-4 600	-4 200	-3 668	-1 901	-1 777
Total = revenu disponible	-78	583	1 324	2 938	3 225
III. 1 Compte de capital :					
<i>Emplois</i>					
P51. Format. br.de capital fixe	1 176	1 002	889	995	921
D92. Aide à l'investissement	4	7	6	6	45
Total emplois = ressources	1 180	1 009	895	1 001	966
<i>Ressources</i>					
B8n. Epargne nette	-4 600	-4 200	-3 668	-1 901	-1 777
K.1. Valeur des amortissements	647	677	702	689	675
D92. Aide à l'investissement	0	0	40	25	25
<i>B9. Solde : Besoin de financement</i>	5 132	4 532	3 821	2 188	2 043
III. 2 Compte financier :					
<i>Emplois</i>					
B9. Besoin de financement	5 132	4 532	3 821	2 188	2 043
F2. Numéraire et dépôts	-718	1 051	54	1 341	1 231
F41. Avances du Trésor	256	251	123	464	741
Total emplois = ressources	4 670	5 834	3 998	3 993	4 014
<i>Ressources</i>					
F3. Bons du Trésor	4 711	6 348	3 738	3 923	4 189
F4. Emprunts	-32	57	77	-37	-181
F4. Crédits bancaires	-9	-571	184	107	6

*voir remarque au bas du tableau 4.1

Annexe II Sources statistiques

I. Population

I.1 Mouvement de la population (*nombre d'événements enregistrés*)

Evénements	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Mariages	32 564	32 225	31 653	30 636	30 014	29 705
Divorces	...	4 480	4 060	4 328	4 372	4 746
Naissances	87 795	83 693	76 405	71 465	73 900	73 770
Décès	19 435	17 568	17 294	17 187	17 774	18 012

Source : ACS Bulletins mensuels

II. Agriculture et élevage

Tableau II.1. La production végétale

a) Superficie plantée en mille ha

Nature de la culture	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Céréales	50,3	52,1	56,0	60,7	60,0	65,2
Légumineuses	7,7	6,7	9,8	8,1	7,5	7,1
Légumes	37,2	34,6	41,1	42,4	42,3	42,1
Plantes industrielles	17,1	10,9	10,4	9,7	11,1	10,8
Fruits	85,4	85,1	82,6	84,3	83,5	82,5
Olives	55,6	56,8	57,6	57,6	58,5	58,8
Autres cultures	6,4	5,7	3,5	4,9	5,4	6,5
Total	258,9	251,8	261,0	267,7	268,3	273,0

b) Production en milliers de tonnes

Nature de la culture	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Céréales	150,1	172,0	264,9	326,8	396,3	394,3
Légumineuses	65,0	61,3	53,5	50,0	40,2	35,5
Légumes	1 107,7	1 074,9	1 206,2	1 163,1	1 295,9	1 284,3
Plantes industrielles	355,3	30,9	11,1	12,0	97,1	90,0
Fruits	899,5	861,2	841,5	983,2	987,0	960,4
Olives	189,5	85,8	184,4	83,2	167,3	76,5
Autres cultures	19,5	16,6	39,8	...	...	...
Total	2 786,6	2 302,7	2 561,6	2 618,3	2 983,8	2 841,0

Source : Ministère de l'agriculture

II. Agriculture et élevage (suite)

Tableau II.1. La production végétale (suite)

c) Valeur de la production en milliards de LL

Nature de la culture	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Céréales	56,9	68,4	66,3	65,1	89,9	93,0
Légumineuses	47,9	43,5	35,0	28,9	27,0	22,4
Légumes	362,7	376,3	339,7	372,7	410,2	422,0
Plantes industrielles	142,9	124,8	96,7	100,8	116,9	103,3
Fruits	446,7	469,4	569,6	646,5	644,1	630,7
Olives	265,7	118,8	265,2	110,3	212,3	113,2
Autres cultures	44,6	46,3	35,4	41,9	51,5	56,5
Total	1 367,4	1 247,5	1 407,9	1 366,2	1 551,9	1 441,1

Source : Ministère de l'agriculture

Tableau II.2. La production animale

a) Le cheptel : nombre de têtes en milliers

Nature du cheptel	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<i>Destinés à l'abattoir</i>						
Bovins	36,0	37,0	39,5	45,0	43,5	44,4
Moutons	133,0	120,0	155,0	140,0	138,0	128,6
Chèvres	140,0	110,0	135,0	146,0	174,5	181,8
Porc	26,0	23,0	21,0	14,0	12,5	11,0
<i>Detinés à donner du lait</i>						
Lait de vache	38,9	39,6	43,8	47,5	43,9	43,8
Lait de brebis	198,0	179,7	166,4	175,6	179,4	182,7
Lait de chèvre	205,0	190,0	199,7	240,4	234,5	246,7

b) Production en milliers de tonnes (ou d'unités)

Nature du produit	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Viande de bovins	13,4	13,8	14,3	16,4	16,2	16,5
Viande de moutons	5,8	5,2	6,5	5,9	5,8	5,4
Viande de chèvres	5,1	4,0	4,9	5,3	5,9	6,6
Viande de porc	2,4	2,2	1,9	1,3	1,2	1,1
Viande de poules et poulets	113,2	117,6	124,6	127,3	137,3	130,6
Oeufs (millions d'unités)	720,0	740,0	770,0	775,0	755,0	758,0
Lait de vache	158,4	167,1	193,5	194,6	186,3	189,8
Lait de brebis	23,0	22,2	22,1	23,3	21,6	22,8
Lait de chèvre	27,0	27,3	29,4	36,5	36,1	39,3
Miel	1,0	0,8	0,7	0,9	1,1	1,1

Source : Ministère de l'agriculture

II. Agriculture et élevage (suite)

Tableau II.2. La production animale (suite)

c) Valeur de la production animale en milliards de LL

Nature du produit	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Viande de bovins	29,3	29,7	33,6	41,7	44,3	48,3
Viande de moutons	15,1	14,1	18,3	18,2	20,7	18,6
Viande de chèvres	10,8	9,2	12,0	14,8	17,4	18,3
Viande de porc	5,0	5,3	4,2	2,7	2,6	2,4
Viande de poules et poulets	211,3	219,0	204,2	188,5	204,9	185,5
Oeufs	52,0	53,3	49,3	55,8	61,9	56,9
Lait de vache	94,0	91,1	94,0	101,8	96,9	99,1
Lait de brebis	14,0	13,2	13,1	12,9	11,9	13,9
Lait de chèvre	21,0	20,0	16,1	23,0	21,5	25,6
Miel	23,8	19,1	16,4	20,0	21,9	25,0
Total	476,3	473,9	461,3	556,8	504,0	493,6

Source : Ministère de l'agriculture

III. Energie

Tableau III.1. Principaux produits pétroliers importés *en milliers de tonnes*

Produit	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Essence	1 263,8	1 178,8	1 180,4	1 260,4	1 263,2	1 273,1
Gaz oil (Mazout)	1 315,6	1 533,3	1 664,8	1 829,2	1 746,8	1 587,7
Fuel oil	1 507,9	1 738,8	1 583,4	1 284,9	1 382,6	1 360,2
Kérosène	124,5	128,2	126,8	124,5	126,7	146,6
Gaz butane	165,1	157,7	154,8	205,1	220,2	166,1

Source: Direction générale du pétrole

Tableau III.2. Consommation d'électricité *en millions de KWH*

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
(réseau EDL)	9 233	9 436	10 192	10 538	10 308	10 581

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

IV. Industrie

Table IV.1. Tabac manufacturé

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Production (tonnes)	1 009	1 457	2 122	2 024	1 803	655
Ventes de tabac local (tonnes)	1 040	1 409	2 039	1 982	1 671	795
Valeurs des ventes (Millions LL)	20 264	27 907	42 940	44 587	49 446	16 355

Tableau IV.2. Importations de produits intermédiaires destinés à l'industrie

Branche utilisatrice	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	<i>valeurs en milliards de LL</i>					
Non spécifié	359	385	380	456	581	708
Industries agro-alimentaires	501	572	569	666	722	612
" textiles, cuir, habillement	142	205	149	147	183	176
" des minéraux. non métall.	51	54	50	54	58	61
" des métaux, machines et app.	418	523	430	552	742	805
" du bois, caoutchouc, chimie	356	383	334	358	494	485
" du meuble	50	65	56	65	79	83
Autres industries	139	211	233	291	352	330
Total	2 016	2 399	2 202	2 606	3 262	3 260
	<i>Indice des valeurs unitaires par rapport à l'année précédente</i>					
Non spécifié	1,283	0,884	0,964	1,156	1,211	1,278
Industries agro-alimentaires	0,964	0,950	0,952	1,166	1,102	1,041
" textiles, cuir, habillement	0,902	0,915	0,948	0,947	0,975	0,949
" des minéraux. non métall.	1,007	0,904	0,972	1,048	1,064	1,095
" des métaux, machines et app.	1,047	0,946	0,961	1,086	1,111	1,040
" du bois, caoutchouc, chimie	1,020	0,913	0,981	1,080	1,106	1,099
" du meuble	0,954	0,953	1,004	0,978	1,040	1,056
Autres industries	1,097	0,941	0,979	1,035	1,094	1,024
Ensemble	1,042	0,927	0,965	1,098	1,111	1,087
	<i>Indice des volumes par rapport à l'année précédente</i>					
Non spécifié	0,903	1,214	1,019	1,049	1,054	0,954
Industries agro-alimentaires	0,999	1,201	1,048	1,028	0,983	0,814
" textiles, cuir, habillement	1,035	1,574	0,769	1,035	1,284	1,013
" des minéraux. non métall.	0,908	1,169	0,956	1,028	1,007	0,953
" des métaux, machines et app.	0,878	1,324	0,856	1,181	1,210	1,042
" du bois, caoutchouc, chimie	0,986	1,180	0,943	0,981	1,251	0,893
" du meuble	0,896	1,372	0,849	1,197	1,161	0,993
Autres industries	0,918	1,621	1,125	1,210	1,106	0,914
Ensemble	0,947	1,284	0,960	1,078	1,117	0,933

V. Construction

V.1. Permis de construire enregistrés (ordres des ingénieurs)

Indicateur	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Superficie en milliers de m ²	6 724	6 860	7 892	8 589	9 014	8 826

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

V.2. Vente locale de ciment

Indicateur	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Quantité en milliers de tonnes	2 623	2 715	2 601	2 704	2 729	3 040

Source: Banque du Liban, Bulletins mensuels

V.3. Importations de matières premières pour la construction

Indicateur	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Valeur en milliards de LL	430,0	433,2	410,6	430,3	522,8	525,0
Ind. des valeurs unitaires n/n-1	0,965	0,908	0,945	1,016	1,027	1,045
Indice des volumes n/n-1	0,937	1,109	1,003	1,031	1,183	0,961

VI. Transports et communications

VI.1. Mouvement des marchandises au port de Beyrouth

Indicateur	2000	2001	2002	2003	2004	2005
en milliers de tonnes	4 967	5 464	4 736	4 805	5 061	4 473

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VI.2. Nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Beyrouth

Indicateur	2000	2001	2002	2003	2004	2005
en milliers	1 125	1 187	1 258	1 368	1 601	1 601

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VI.3. Recettes de la direction générale des téléphones et télécommunications

En milliards de LL

Nature de la recette	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Factures émises	361,7	313,6	408,6	394,0	446,0	446,0
Recettes pour installations	16,7	14,8	12,6	8,4	8,1	7,2
Part dans les comm. internat.	267,4	161,9	186,8	172,0	210,7	203,1
Part dans les commun. mobiles	294,6	318,4	390,0	711,1	883,6	1 017,5
Total	940,4	808,6	998,0	1 285,5	1 548,4	1 673,8

Source : Ministère des finances, clôture des comptes, budgets annexes

VII. Services

Tableau VII.1. Enseignement : Nombre d'élèves et d'étudiants inscrits

Cycle	1999-00	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-05
<i>Enseignement public et subventionné</i>						
Maternel	60 441	65 091	62 729	61 241	61 040	57 403
Primaire	208 423	251 136	254 209	250 437	250 534	245 946
Compl. et secondaire	164 975	142 471	147 897	150 952	151 505	148 467
Technique	18 448	21 743	25 918	31 083	32 655	33 692
Université libanaise	62 602	71 050	70 711	65 530	66 809	70 065
Total	514 889	551 491	561 464	559 243	562 543	555 573
<i>Enseignement privé</i>						
Maternel	88 565	90 266	90 025	90 953	93 174	93 207
Primaire	176 116	202 850	197 841	198 874	203 044	206 661
Compl. et secondaire	178 600	139 706	146 807	152 988	159 314	165 262
Technique	56 099	56 706	56 729	59 814	67 223	63 190
Universitaire	47 770	48 437	54 019	57 841	65 836	71 414
Total	547 150	537 965	545 421	560 470	588 591	599 734
Total général	1 062 039	1 089 456	1 106 885	1 119 713	1 151 134	1 155 307

Source: Centre Pédagogique pour la Recherche et le Développement

Tableau VII.2. Santé : dépenses publiques de santé

En milliards de LL

Organisme payeur	2000	2001	2002	2003	2004	2005
1. Ministère de la Santé	190,1	182,3	216,9	273,8	227,4	222,4
2. CNSS : Allocation maladie	231,4	325,8	377,0	396,9	443,9	435,1
Total	421,5	508,1	593,9	670,7	671,3	657,5

Source: Clôture des comptes, rubrique 16 (hospitalisation) des dépenses du Ministère de la Santé et CNSS

Tableau VII.3. Services des assurances

En milliards de LL

Opération	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Primes encaissées	400,4	446,5	492,0	571,2	681,2	735,6
Sinistres réglés	111,7	184,2	193,2	223,4	259,3	282,8

Source: Ministère de l'économie nationale

Tableau VII.4. Arrivées des voyageurs

nombre en milliers

Nationalité	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Etrangers non arabes	438	489	535	576	732	732
Arabes, syriens exclus	361	412	493	515	631	636
Total	799	901	1 028	1 091	1 363	1 368

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins mensuels

VIII. Administration

Tableau VIII.1. Recettes et dépenses budgétaires de l'Etat et leur classement

en milliards de LL

Rubriques budgét.	Classement SNC93	2001	2002	2003	2004	2005
Dépenses						
11. Biens	P.2 Consom. Interm.	153	148	143	153	250
12. Services	P.2 Consom. Interm.	90	89	90	118	93
13. Charges salariales	D.1 Rém. des salar.	2 033	2 059	2 043	2 118	2 146
14. Transferts		1 163	1 284	1 312	1 432	1 697
	D.3 Subventions	22	20	20	61	19
	D.62 Pensions de ret.	834	850	849	821	874
	D.73 Tr. Aux admin.	195	265	292	394	680
	D.74 Coop. internat.	6	4	5	13	11
	D.79 Autres	107	145	146	143	113
16. Dépenses diverses	P.2 Consom. Interm.	221	268	334	311	265
17. Serv. de la dette		4 242	4 716	4 879	4 141	3 659
	P.2 Consom. Interm.	700	736	730	487	523
	D.41 Intérêts	3 542	3 980	4 149	3 654	3 136
Total 1ère partie		7 901	8 565	8 801	8 273	8 109
2ème partie		311	610	633	908	578
	P.51 F.B.C.F.	269	253	264	275	176
	D.93 Tr aux admin..	42	357	369	633	403
Total général		8 212	9 175	9 434	9 181	8 688
Recettes						
11. Imp. sur le revenu	D.51 Imp/le revenu	585	642	708	801	907
12. Imp./ les propr.	D.59 Imp. directs	273	301	310	396	409
13. Imp./ la consom.		1 006	2 178	2 667	2 983	2 548
Taxes /les voitures	D.59 Imp. directs	85	81	92	109	1 561
TVA	D.2 Imp./ les produits		986	1 322	1 688	879
Autres	D.2 Imp./ les produits	921	1 111	1 253	2 186	108
14. Taxes douanières	D.2 Taxes douanières	858	596	475	529	481
15. Autres impôts	D.2 Imp. /les produits	197	198	224	274	261
26. Rev. d'exploit.		805	921	1 260	1 453	1 663
Surplus des ent. publ.	D.2 Imp. /les produits	798	912	1 245	1 445	1 657
26901. Intérêts	D.41 Intérêts	7	9	15	8	5
27. Rec. administrat.		410	413	434	389	385
27104. T. de circulat.	D.59 Imp.directs	141	129	146	129	130
Autres	D.79 Transferts div.	269	284	288	260	255
28. Amendes	D.79 Transferts div.	15	9	8	10	9
29. Autres rec. non fi.		93	88	93	98	86
	D.61 Cotisations	79	80	74	86	85
	D.79 Transf.divers	14	9	19	12	2
Total général		4 242	5 345	6 179	6 933	6 749
Deficit	B.9	3 970	3 830	3 255	2 248	1 939

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.2. Comptes du Trésor

en milliards de LL

Opération	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<i>Variation d'actifs</i>						
Déficit budgétaire	4 692	3 952	3 890	3 255	2 250	1 938
Avances aux municipalités	0	48	0	-1	0	0
Avances aux établ. publics	692	147	517	63	683	509
Autres avances	93	-39	-21	278	175	388
Dépenses payées d'avance	91	570	158	408	-62	320
Banque du Liban	-1 709	-135	658	-292	890	955
Caisse et chèques à encaisser	-47	38	11	-6	-11	-20
Comptes à régulariser	69	32	-50	-63	75	2
Total	3 881	4 614	5 163	3 641	3 999	4 093
<i>Variation de passif</i>						
Dépôts et consignation	319	-267	5	-290	144	123
Mandats à payer	242	195	296	81	215	162
Recettes à régulariser	2	-15	0	0	-7	8
Comptes des Municipalités	-11	-59	-231	-47	-274	-89
Comptes des établ. publics	9	-7	21	17	22	3
Autres comptes créditeurs	35	3	1	-27	18	17
Bons du Tr.en LL; Emissions	27 342	27 739	31 479	16 742	23 407	23 064
-Remboursements	-26 109	-26 854	-31 025	-15 220	-21 856	-19 742
B. du Tr. en dev.; Emissions	2 475	3 926	6 934	3 653	4 553	0
-Remboursements	-446	-25	-2 317	-1 268	-2 223	-210
Emprunts extérieur	23	-23	0	0	0	756
Total	3 881	4 614	5 163	3 641	3 999	4 093

Source : Ministère des Finances, Comptes de gestion

Tableau VIII.3. La dette publique

situation en fin d'année en milliards de LL

Eléments de la dette	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Bons du Trésor en LL						
Banque du Liban	1 598	6 111	601	8 630	10 197	11 233
Banques commerciales	18 668	15 798	17 164	12 258	12 171	14 072
Hors système bancaire	6 699	6 133	7 368	5 603	3 500	3 325
Prêts du système bancaire	197	172	169	353	503	512
Total dette interne brute	27 161	28 214	25 302	26 843	26 371	29 141
- Dépôts du secteur public	-2 631	-1 913	-2 964	-3 019	-4 359	-5 590
Dette interne (en LL) nette	24 530	26 301	22 338	23 824	22 012	23 551
Dette externe ou en devise	10 541	14 481	22 007	23 442	27 701	28 844
Total	35 071	40 782	44 345	47 266	49 713	52 395

Source: Banque du Liban, Bulletins mensuels

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.4. Transferts du budget de l'Etat aux administrations autonomes

a) de la première partie du budget

en milliards de LL

Administration	2000	2001	2002	2003	2004	2005
CDR	48,5	22,1	8,4	31,7	44,7	24,2
Archives nationales	0,9	0,0	0,5	0,0	0,0	0,8
Direction de la défense civile	19,2	0,0	10,0	27,1	16,2	14,8
Université Libanaise	152,9	138,0	161,3	139,3	149,0	158,6
Centre pédagogique de R&D	25,0	0,0	0,0	0,0	9,5	11,0
CNRS	5,5	3,8	4,8	6,0	5,8	4,5
Cons. national de musique	6,0	6,5	6,5	6,2	8,2	6,0
Conseil du Sud	61,0	0,0	7,0	5,5	16,5	6,0
Caisse centrale des déplacés	106,0	4,0	7,7	6,5	6,5	6,0
Comité de secours	10,3	0,0	3,1	19,8	0,1	43,9
Office national de l'emploi	2,4	0,8	1,4	2,3	2,8	1,6
Office national de l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office du plan vert	3,9	0,0	0,0	1,5	7,5	4,6
Recherche agronomique	1,5	2,1	6,5	5,2	5,1	3,4
IDAL	4,0	9,0	30,2	22,7	3,0	7,3
CNSS	60,0	0,0	0,0	0,0	80,0	340,0
Autres administrations	23,3	8,3	17,4	18,5	38,8	47,0
Total	530,4	194,6	264,8	292,3	393,7	679,7

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

b) de la deuxième partie du budget

en milliards de LL

Administration	2000	2001	2002	2003	2004	2005
CDR	118,5	28,5	232,1	226,9	363,9	206,8
Université Libanaise	0,0	0,0	0,2	0,4	0,1	-
Caisse centrale des déplacés	75,0	0,0	0,0	21,3	137,0	85,0
C.E. des grands travaux	14,9	-	-	-	-	-
Conseil du Sud	64,0	13,0	119,6	110,0	96,4	60,0
IDAL	0,0	0,0	4,0	10,8	31,2	47,0
Autres administrations	3,0	0,4	0,8	0,0	4,5	3,8
Total	275,4	41,9	356,7	369,4	633,1	402,6

Source : Ministère des Finances, Clôtures des comptes

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.5 Comptes du CDR 2000-2005

en milliards de LL

Opération	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Recettes						
Allocations budgétaires	692,8	1 214,0	681,1	494,0	785,9	664,2
Dons	16,0	0,3	7,9	31,9	25,1	24,6
Recettes des adjudications	1,5	1,7	1,3	2,1	1,8	1,4
Intérêts	5,6	3,4	0,8	0,4	0,4	1,2
Reprise sur provisions	-	-	-	7,9	9,7	8,9
Différence de change	1,1	0,2	0,5	3,1	1,0	-
Total	717,0	1 219,6	691,6	539,4	823,9	700,3
Dépenses						
Coûts des projets	644,8	662,4	585,0	490,0	696,3	688,2
Dépenses administratives	18,9	21,9	23,2	24,4	32,2	30,7
Intérêts	59,0	57,7	64,0	73,7	78,0	65,3
Prov. pour créances douteuses	-	-	69,0	-	-	-
Total	721,6	741,8	740,7	588,1	806,5	784,2
Déficit (+),Excédent(-)	-5,7	477,5	-49,6	-48,7	17,4	-83,9
Variation d'actif						
Caisse et banques	16,3	80,7	-42,0	-51,4	12,5	-15,4
Bons du Trésor libanais						
Prêts transférés au sect. public	100,6	105,9	125,9	-115,3	-124,2	-187,2
Prêts transférés au sect. privé	-0,7	-0,2	1,9	1,4	0,3	-2,2
Autres prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres actifs	31,0	24,5	15,4	-23,9	2,9	12,4
Etat Libanais	-108,3	317,8	-310,7	168,3	36,2	-94,0
Actifs immobilisés	-0,4	-0,3	-0,2	0,2	0,3	0,0
Total	38,4	528,4	-209,7	-20,8	-72,0	-286,4
Variation de passif						
Comptes à payer et retenues	56,8	41,5	-167,8	-159,2	-86,2	-22,7
Intérêts échus	-10,6	-1,7	-2,6	-5,0	-3,3	6,2
Avances du Trésor	30,5	-45,2	-25,5	0,0	0,0	0,0
Emprunts : partie courante	-42,0	8,0	-3,5	77,0	34,2	41,5
Emprunts : autre	9,4	42,5	48,8	63,3	-36,9	-222,5
Prov. pr indemn. fin de serv.	0,0	6,1	-0,4	-1,6	-0,8	-0,9
Excédent (+), déficit(-)	-5,7	477,5	-49,6	-48,6	17,5	-87,9
Ajustement	0,0	-0,3	-9,2	53,4	-	-
Total	38,4	528,4	-209,7	-20,8	-72,0	-286,4

VIII. Administration (suite)

Tableau VIII.6. Comptes de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale *en milliards de LL*

Opération	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<i>Recettes</i>						
Cotisations : Salariés	48,8	49,8	50,6	51,8	...	...
Patrons et autres	680,9	587,8	575,7	596,5	...	...
Total des cotisations	729,7	737,6	626,3	648,3	758,8	953,5
Autres recettes	322,9	451,8	470,5	469,6	411,0	326,2
<i>Dépenses</i>						
Allocations :						
Maladie et maternité	231,4	325,8	377,0	396,8	443,9	435,1
Allocations familiales	123,6	187,6	207,3	214,6	217,4	214,8
Indemnités de fin de serv.	176,7	256,0	303,6	194,2	150,4	141,0
Total des allocations payées	531,7	769,4	887,9	805,6	811,7	790,9
Frais administratifs	76,5	81,6	89,4	95,4	92,2	86,5

Source : CNSS

Tableau VIII.7. Calcul de l'amortissement du capital fixe des administrations

Année	Salaire min. LL	FBCF milliards LL	Valeur actuelle des investissements des 30 dernières années en milliards de LL				
			2001	2002	2003	2004	2005
2004	300 000	996,0					996,0
2003	300 000	889,0				889,0	889,0
2002	300 000	1002,0			1 002,0	1 002,0	1 002,0
2001	300 000	1176,0		1 176,0	1 176,0	1 176,0	1 176,0
2000	300 000	1232,0	1 232,0	1 232,0	1 232,0	1 232,0	1 232,0
1999	300 000	1048,0	1 048,0	1 048,0	1 048,0	1 048,0	1 048,0
1998	300 000	1714,0	1 714,0	1 714,0	1 714,0	1 714,0	1 714,0
1997	300 000	1682,0	1 682,0	1 682,0	1 682,0	1 682,0	1 682,0
1996	300 000	1106,0	1 106,0	1 106,0	1 106,0	1 106,0	1 106,0
1995	250 000	992,0	1 190,4	1 190,4	1 190,4	1 190,4	1 190,4
1994	200 000	621,0	931,5	931,5	931,5	931,5	931,5
1993	118 000	580,0	1 474,6	1 474,6	1 474,6	1 474,6	1 474,6
1992	118 000	314,0	798,3	798,3	798,3	798,3	798,3
1991	75 000	161,0	644,0	644,0	644,0	644,0	644,0
1990	45 000	33,1	220,7	220,7	220,7	220,7	220,7
1989	15 000	32,7	654,0	654,0	654,0	654,0	654,0
1988	15 000	20,0	400,0	400,0	400,0	400,0	400,0
1987	6 400	10,0	468,8	468,8	468,8	468,8	468,8
1986	2 700	1,2	138,8	138,8	138,8	138,8	138,8
1985	1 475	1,9	386,6	386,6	386,6	386,6	386,6
1984	1 250	2,4	565,1	565,1	565,1	565,1	565,1
1983	1 100	2,0	557,2	557,2	557,2	557,2	557,2
1982	925	1,1	369,8	369,8	369,8	369,8	369,8
1981	800	1,5	560,3	560,3	560,3	560,3	560,3
1980	675	1,1	491,6	491,6	491,6	491,6	491,6
1979	560	0,9	468,2	468,2	468,2	468,2	468,2
1978	415	0,7	474,3	474,3	474,3	474,3	474,3
1977	345	0,3	260,9	260,9	260,9	260,9	260,9
1976	310	0,0	22,3	22,3	22,3	22,3	22,3
1975	310	0,2	226,5	226,5	226,5	226,5	226,5
1974	275	0,4	424,4	424,4	424,4	424,4	
1973	218	0,3	371,0	371,0	371,0		
1972	198	0,2	275,3	275,3			
1971	179	0,2	293,8				
Valeur act. du capital fixe			19 450,0	20 332,2	21 058,9	20 687,9	20 263,5
Amortissement (1/30)			648,3	677,7	702,0	689,6	675,5

IX. Finances

Tableau IX.1. Evolution de la situation monétaire

Situation en fin d'année en milliards de LL

Eléments de la monnaie et de ses contreparties	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Monnaie LL	19 492	17 283	20 404	26 076	25 978	24 465
Dépôts en devise	29 742	35 627	36 391	38 234	45 182	49 893
Titres	60	8	157	58	150	88
Total : Masse monétaire	49 294	52 918	56 952	64 368	71 310	74 446
Avoirs extérieurs nets	13 944	12 178	15 549	21 884	22 381	24 311
<i>Or</i>	<i>3 806</i>	<i>3 861</i>	<i>4 849</i>	<i>5 779</i>	<i>6 039</i>	<i>7 140</i>
<i>Devises</i>	<i>10 138</i>	<i>8 317</i>	<i>10 701</i>	<i>16 105</i>	<i>16 342</i>	<i>17 171</i>
Créances nettes /sect. public	22 739	28 012	27 482	30 095	33 483	35 666
<i>En Livres libanaises</i>	<i>17 064</i>	<i>19 766</i>	<i>17 173</i>	<i>20 500</i>	<i>20 229</i>	<i>21 636</i>
<i>En devises</i>	<i>5 675</i>	<i>8 246</i>	<i>10 309</i>	<i>9 595</i>	<i>13 254</i>	<i>14 030</i>
Créances /secteur privé	22 872	22 888	23 672	23 480	24 921	25 246
<i>En Livres libanaises</i>	<i>3 518</i>	<i>3 581</i>	<i>4 618</i>	<i>4 289</i>	<i>4 859</i>	<i>4 850</i>
<i>En devises</i>	<i>19 354</i>	<i>19 307</i>	<i>19 054</i>	<i>19 191</i>	<i>20 061</i>	<i>396 20</i>
Différence de change	-2 522	-2 742	-103	-646	-372	-1 392
Autres éléments nets	-7 739	-7 418	-9 649	-10 445	-9 101	-9 385
Total	49 294	52 918	56 952	64 368	71 310	74 446

Source : Banque du Liban

Tableau IX.2. Distribution des crédits bancaires par secteur économique

Situation en fin d'année en milliards de LL

Secteur	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Agriculture	373	326	346	346	292	344
Industrie	2 921	3 153	3 113	3 451	3 836	4 027
Construction	5 176	5 047	4 768	4 327	4 620	4 206
Commerce	7 336	7 825	7 939	8 000	8 404	7 994
Services	2 784	2 993	3 228	3 324	3 463	3 543
Institutions financières	677	774	781	848	934	1 131
Autres organismes	1 112	1 191	1 279	929	983	1 172
Individus	2 738	3 021	3 300	3 748	4 330	4 728
Total	23 117	24 328	24 752	24 973	26 862	27 145

Source : Banque du Liban

X. Extérieur

Tableau X.1. Evolution des importations par branche de production *en milliards de LL*

Branche	2000	2001	2002	2003	2004	2005
1. Agriculture et élevage	730	842	813	920	1 006	854
11. Produits de l'agriculture	490	544	509	575	657	565
111. Céréales	170	163	166	207	250	201
112. Fruits	92	114	102	103	110	89
113. Cultures industrielles	103	120	109	141	158	133
114. Légumes et autres	122	142	127	119	135	139
115. Produits de la forêt	2	5	5	4	4	3
12. Produits de l'élevage	240	298	304	345	349	289
121. Animaux vivants	189	232	251	291	281	223
122. Production animale	6	10	5	6	6	5
123. Produits de la pêche	45	56	48	48	61	61
2. Energie et eaux	1 531	1 934	1 387	1 781	2 976	3 232
21. Combustibles	1 531	1 934	1 387	1 781	2 976	3 232
211. Combustibles solides	14	18	8	10	16	20
212. Produits pétroliers	1 517	1 917	1 380	1 771	2 960	3 212
3. Produits manufacturés	7 112	8 217	7 517	8 206	10 184	9 991
31. Tabac manufacturé	162	227	182	172	185	183
32. Pr. des ind. alimentaires	812	845	872	915	1 064	1 108
321. Viandes fraîches	46	31	44	58	73	92
322. Conserves alimentaires	117	123	120	126	144	144
323. Produits laitiers	218	213	226	224	259	259
324. Corps gras alimentaires	102	96	98	93	129	149
325. Pâtes alimentaires	99	105	101	106	120	123
326. Sucre, chocolat, confis.	87	108	119	127	140	151
327. Boissons alcoolisées	29	45	48	52	59	55
328. Boissons non alcoolisées	5	6	9	11	9	9
329. Produits aliment. divers	108	118	108	118	131	126
33. Produits textiles et cuir	645	843	793	806	942	891
331. Filés et tissus	171	249	184	176	221	203
332. Habillement	287	369	384	412	461	439
333. Bonneterie	27	33	24	28	32	29
334. Chaussures	73	90	97	94	110	88
335. Jute, chanvre, corderie	2	3	2	2	3	3
336. Cuir et pelleterie	5	7	1	7	9	10
337. Articles en cuir	23	27	34	29	35	36
338. Tapis	31	35	27	25	27	33
339. Textiles divers	26	30	39	34	44	50

X. Extérieur (suite)

Tableau X.1. Evolution des importations par branche de production (suite)

en milliards de LL

Branche	2000	2001	2002	2003	2004	2005
34. Min. non métalliques	344	386	365	432	560	515
341. Pierres, sables	64	66	59	75	89	79
342. Min.non métalliques	106	141	147	181	260	233
343. Ciment et chaux	18	0	0	7	0	0
344. Ouvrages en ciment	4	4	5	5	7	7
345. Produits céramiques	80	89	87	93	114	108
346. Verres et verrerie	72	85	67	70	90	88
35. Métaux, machines, app.	3 224	3 668	3 061	3 399	4 418	4 369
351. Minerais métalliques	1	1	1	3	7	4
352. Métaux	879	769	594	727	1 111	1 202
353. Ouvrages en métaux	214	235	230	228	272	266
354. Ouvrage en aluminium	80	67	58	57	61	62
355. Machines et appareils	598	706	663	681	840	790
356. Appareils électriques	591	771	605	594	790	752
357. Matériel de transport	861	1 119	911	1 109	1 337	1 293
36. Bois, caoutchouc, chimie	1472	1656	1670	1 898	2 305	2 282
362. Ouvr. en bois sf meubles	132	151	145	158	204	199
363. Papier carton	228	240	231	291	343	324
364. Pr. Chimiques de base	310	346	322	362	496	491
365. Pr. chimiques divers	634	731	804	908	1 047	1 051
366. Caoutchouc	67	83	68	78	92	89
367. Matières plastiques	92	106	100	101	122	127
37. Meubles	81	95	93	85	100	101
371. Meubles métalliques	30	33	35	29	34	34
372. Meubles non métall.	51	62	58	56	66	67
38. Produits divers	385	496	481	498	610	542
381. Produits des éditions	58	61	60	65	71	78
382. Instruments de précision	185	236	220	259	288	263
383. Bijoux	44	80	95	72	115	85
384. Jouets, instr, de musique	57	69	59	58	83	65
385. Pr. non classés ailleurs	41	50	47	45	53	51
0. Non classé	19	1	2	3	5	8
Total général	9 392	10 995	9 719	10 810	14 171	14 085

X. Extérieur (suite)

Tableau X.2. Exportations

en milliards de LL

Nature du produit exporté	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Produits du règne animal et végétal	78	84	99	115	138	129
Autres produits	999	1 257	1 478	2 183	2 497	2 706
Total	1 077	1 341	1 577	2 298	2 635	2 835

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins statistiques

Tableau X.3. Evolution des réexportations et du transit

en milliards de LL

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Réexportations	88	90	95	158	311	211
Transit	91	104	136	278	536	300
Total	178	194	231	436	847	511

Source: Administration Centrale de la Statistique, Bulletins statistiques

X.4. Importations suivant les principaux pays

en milliards de LL

Pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Italie	1 025	1 068	1 045	1 017	1 403	1 471
Allemagne	784	940	878	873	2 000	991
France	794	927	780	879	1 102	1 189
Etats-Unis d'Amérique	690	777	701	651	834	826
Chine	433	620	656	800	1 082	1 108
Suisse	651	503	403	326	597	637
Turquie	209	358	390	353	389	301
Gde Bretagne	367	429	381	476	581	487
Russie	325	617	371	484	818	768
Japon	318	355	328	406	527	463
Syrie	427	494	313	391	362	296
Espagne	205	278	263	299	286	253
Hollande	188	195	222	346	259	229
Arabie Saoudite	249	391	209	331	624	496
Belgique	163	204	207	236	256	264
Ukraine	133	190	154	251	220	200
Grèce	237	214	109	125	103	147
Taiwan	105	117	95	82	114	105
Suède	77	79	51	64	78	73
Egypte	129	160	203	263	445	458
Roumanie	66	55	85	116	156	264
Brésil	85	88	82	95	145	241
Inde	...	...	107	127	172	210
Emirats Arabes Unis	72	89	86	145	228	206
Autres pays	1 660	1 846	1 600	1 674	1 391	2 402
Total général	9 392	10 995	9 719	10 810	14 171	14 085

Source: Direction générale des douanes

XI. Prix

XI. 1. Indice (officiel) des prix à la consommation

base décembre 1998=100

Postes de dépense	Pon- dération	Dec. 2001	Dec. 2002	Dec. 2003	Dec. 2004	Dec. 2005
Alimentation et tabac	34,6	94,5	93,9	95,9	100,6	97,8
Habillement et chaussures	6,3	108,4	117,1	121,5	125,5	124,9
Loyer et charges	1,6	...	...	...	...	...
Eau, électricité, gaz	7,2	104,9	107,6	110,7	118,4	124,7
Équipement et entretien du log.	7,9	97,9	102,5	100,0	100,5	90,1
Santé	8,8	94,1	97,2	101,5	103,8	102,0
Transports et communications	11,3	111,6	133,0	143,0	139,7	140,4
Éducation	13,4	110,3	111,0	113,8	110,1	97,7
Loisirs	5,4	103,3	108,1	107,4	105,2	104,9
Soins personnels et divers	3,5	98,2	106,9	114,9	118,1	126,5
Ensemble	100,0	101,1	105,4	108,6	110,4	107,5

Source: Administration centrale de la statistique

XI. 2. Indice des prix à la consommation d'après les relevés de la CCIAB Dec.97=100

Produits groupés par branche	Pon- dération	Dec. 2001	Dec. 2002	Dec. 2003	Dec. 2004	Dec. 2005
1. Agriculture et élevage	9,3	85,7	88,1	87,0	97,3	96,6
11. Produits de l'agriculture	8,1	85,9	88,5	86,3	97,3	98,4
12. Pr. de l'élevage et pêche	1,2	84,9	85,5	91,9	96,8	84,3
2. Énergie et eaux	7,5	125,8	146,6	159,6	179,5	179,7
21. Combustibles	4,2	142,1	163,2	185,9	198,8	192,2
22. Électricité et Eaux	3,3	105,4	125,9	126,5	155,2	155,2
3. Produits manufacturés	46,8	90,3	98,1	106,5	111,1	108,2
31. Tabac manufacturé	1,8	137,2	138,1	142,2	142,7	142,9
32. Pr. des industries aliment.	20,9	89,4	95,1	98,8	103,5	105,5
33. Textiles, cuir, habillement	7,3	84,4	112,4	125,4	121,1	103,2
35. Métaux, machines et app.	7,3	82,1	93,1	112,5	124,4	121,7
36. Bois, caoutchouc, chimie	5,5	95,5	103,1	113,4	122,6	119,3
37. Meubles	1,5	82,0	85,3	87,7	94,1	87,7
38. Produits divers	2,5	99,3	63,3	66,1	67,6	68,0
5. Transport et comm.	6,1	99,3	91,4	96,6	98,5	98,3
6. Services marchands	30,3	100,6	110,0	113,4	113,8	112,6
62. Entretien et réparation	4,7	90,3	88,4	92,7	95,8	95,5
63. Loyers des bâtiments	2,6	99,9	99,9	100,2	100,2	100,2
64. Services individuels	7,5	92,7	97,7	100,2	100,3	102,8
65. Services sociaux	15,5	107,5	124,1	128,2	128,1	124,7
Ensemble	100,0	96,1	104,0	110,1	115,0	113,2

XI. Prix (suite)

Tableau XI.3. Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par branche de production
par année par rapport à l'année précédente

Branche	2001/00	2002/01	2003/02	2004/03	2005/04
11. Produits de l'agriculture	0,912	0,944	1,078	1,136	0,996
111. Céréales	0,999	0,982	1,134	1,183	0,908
112. Fruits	0,934	1,004	1,005	1,078	1,136
113. Cultures industrielles	0,789	0,858	1,185	1,153	1,034
114. Légumes et autres	0,931	0,923	0,952	1,089	1,023
115. Produits de la forêt	0,768	1,235	1,134	1,027	0,969
12. Produits de l'élevage	0,965	0,994	1,171	1,051	1,092
121. Animaux vivants	0,994	1,014	1,224	1,059	1,099
122. Production animale	1,254	1,035	1,034	1,098	0,961
123. Produits de la pêche	0,833	0,896	0,942	1,009	1,076
21. Combustibles	0,844	0,987	1,187	1,267	1,396
211. Combustibles solides	1,079	0,975	0,944	1,173	1,194
212. Produits pétroliers	0,842	0,987	1,189	1,267	1,398
31. Tabac manufacturé	0,940	0,922	1,010	1,035	1,031
32. Pr. des ind. alimentaires	0,978	0,976	1,036	1,053	1,047
321. Viandes fraîches	0,913	0,948	0,911	1,164	1,055
322. Conserves alimentaires	0,987	0,970	1,026	1,061	0,999
323. Produits laitiers	1,030	0,950	1,013	1,064	1,083
324. Corps gras alimentaires	0,980	1,046	1,202	1,126	0,991
325. Pâtes alimentaires	0,938	0,974	1,022	1,006	1,040
326. Sucre, chocolat, confis.	0,930	0,915	1,037	1,024	1,095
327. Boissons alcoolisées	1,035	1,009	1,044	1,009	1,012
328. Boissons non alcoolisées	0,871	1,057	1,251	1,128	1,200
329. Produits aliment. divers	0,869	0,981	1,038	0,993	1,052
33. Produits textiles et cuir	0,974	0,957	0,965	1,018	1,045
331. Filés et tissus	0,907	0,946	0,944	0,985	0,965
332. Habillement	1,026	0,955	0,970	1,047	1,090
333. Bonneterie	0,902	0,955	0,984	0,889	0,919
334. Chaussures	1,024	0,965	0,946	1,051	1,110
335. Jute, chanvre, corderie	0,884	1,017	0,961	0,981	1,146
336. Cuir et pelleterie	0,954	1,162	0,931	1,022	0,959
337. Articles en cuir	0,910	0,961	1,004	0,991	1,035
338. Tapis	1,044	0,972	0,988	0,981	1,002
339. Textiles divers	0,936	0,957	1,012	0,975	1,045

XI. Prix (suite)

Tableau XI.3. Indice des valeurs unitaires des biens importés classés par branche de production (suite) par année par rapport à l'année précédente

Branche	2001/00	2002/01	2003/02	2004/03	2005/04
34. Min. non métalliques	0,939	0,986	1,026	1,059	0,997
341. Pierres, sables	0,975	0,916	0,956	1,039	1,006
342. Min.non métalliques	0,933	1,073	1,068	1,140	1,000
343. Ciment et chaux	0,946	1,055	1,095	1,304	0,683
344. Ouvrages en ciment	0,948	0,911	1,018	1,037	1,001
345. Produits céramiques	0,900	0,920	1,021	0,958	0,986
346. Verres et verrerie	0,963	0,973	1,005	1,007	0,995
35. Métaux, machines, app.	0,970	0,972	1,014	1,020	1,020
351. Minerais métalliques	0,980	1,036	1,070	1,248	1,208
352. Métaux	0,976	1,032	1,185	1,126	1,084
353. Ouvrages en métaux	0,935	0,953	1,003	1,020	1,024
354. Ouvrage en aluminium	1,013	0,949	0,983	1,080	1,064
355. Machines et appareils	0,917	0,920	0,938	1,006	0,977
356. Appareils électriques	0,941	0,911	0,999	0,976	0,989
357. Matériel de transport	1,029	1,028	0,980	0,974	1,007
36. Bois, caoutchouc, chimie	0,962	0,989	1,077	1,049	1,058
362. Ouvr. en bois sf meubles	0,969	0,992	1,007	1,085	1,091
363. Papier carton	0,875	0,936	1,075	0,999	1,060
364. Pr. Chimiques de base	0,913	0,955	1,086	1,104	1,113
365. Pr. chimiques divers	1,011	1,033	1,101	1,039	1,027
366. Caoutchouc	0,970	0,950	1,046	1,044	1,072
367. Matières plastiques	1,021	0,930	0,982	1,014	1,052
37. Meubles	0,939	0,903	0,930	0,923	0,984
371. Meubles métalliques	0,965	0,942	0,954	0,953	1,027
372. Meubles non métall.	0,926	0,882	0,917	0,908	0,964
38. Produits divers	0,979	0,912	1,001	0,978	0,976
381. Produits des éditions	0,934	0,999	1,178	0,883	1,068
382. Instruments de précision	0,979	0,925	0,995	0,977	0,942
383. Bijoux	1,089	0,822	0,901	1,027	0,997
384. Jouets, instr. de musique	0,943	0,957	0,990	1,022	0,983
385. Pr. non classés ailleurs	0,934	0,897	1,014	0,959	0,984
Total général	0,944	0,971	1,056	1,070	1,095

XI. Prix (suite)

XI. 4. Indice des taux de change *par année par rapport à l'année précédente*

Pays	2001/00	2002/01	2003/02	2004/03	2005/04
Italie	0,970	1,056	1,196	1,098	0,999
France	0,970	1,056	1,196	1,098	0,999
Chine	0,999	1,000	1,000	1,000	1,014
Allemagne	0,970	1,056	1,196	1,098	0,999
Etats-Unis d'Amérique	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Russie	...	...	...	1,064	1,019
Suisse	1,001	1,087	1,153	1,083	0,996
Arabie Saoudite	1,000	1,000	1,000	1,000	1,000
Gde Bretagne	0,951	1,044	1,087	1,121	0,991
Japon	0,887	0,972	1,079	1,070	0,981
Egypte	...	...	...	0,944	1,072
Turquie	0,399	1,031	1,008	0,953	1,046
Syrie	...	...	...	0,954	0,998
Belgique	0,970	1,056	1,196	1,098	0,999
Roumanie	...	...	...	0,966	1,139
Espagne	0,970	1,056	1,196	1,098	0,999
Brésil	...	...	...	1,031	1,213
Hollande	0,970	1,056	1,196	1,098	0,999
Inde	...	...	...	1,027	1,033
Emirats Arabes Unis	...	...	...	1,000	1,000
Ukraine	...	...	...	0,948	1,060
Grèce	...	...	...	1,098	0,999
Taiwan	...	...	...	1,036	1,043
Suède	0,887	1,061	1,159	1,101	0,979
Ensemble	0,958	1,036	1,118	1,051	1,010

XI. 4. Indice des taux de change (suite)*coefficients de pondération en %*

Pays	2001/00	2002/01	2003/02	2004/03	2005/04
Italie	10,9	9,7	10,8	9,4	9,9
France	8,5	8,4	8,0	8,1	7,8
Chine	4,6	5,6	6,7	7,4	7,6
Allemagne	8,3	8,5	9,0	8,1	14,1
Etats-Unis d'Amérique	7,3	7,1	7,2	6,0	5,9
Russie	3,5	5,6	3,8	4,5	5,8
Suisse	6,9	4,6	4,1	3,0	4,2
Arabie Saoudite	2,7	3,6	2,2	3,1	4,4
Gde Bretagne	3,9	3,9	3,9	4,4	4,1
Japon	3,4	3,2	3,4	3,8	3,7
Egypte	1,4	1,5	2,1	2,4	3,1
Turquie	2,2	3,3	4,0	3,3	2,7
Syrie	4,5	4,5	3,2	3,6	2,6
Belgique	1,7	1,9	2,1	2,2	1,8
Roumanie	0,7	0,5	0,9	1,1	1,1
Espagne	2,2	2,5	2,7	2,8	2,0
Brésil	0,9	0,8	0,8	0,9	1,0
Hollande	2,0	1,8	2,3	3,2	1,8
Inde	...	...	1,1	1,2	1,2
Emirats Arabes Unis	0,8	0,8	0,9	1,3	1,6
Ukraine	1,4	1,7	1,6	2,3	1,6
Grèce	2,5	1,9	1,1	1,2	0,7
Taiwan	1,1	1,1	1,0	0,8	0,8
Suède	0,8	0,7	0,5	0,6	0,6
Ensemble	82,3	83,2	83,5	84,5	90,2

Annexe III

Note sur l'exploitation des déclarations des entreprises assujetties à la TVA

Dans le cadre des travaux de la comptabilité nationale pour la période 2003-2005, l'équipe en charge des comptes a dépouillé les déclarations trimestrielles de entreprises assujetties à la TVA de 2003 à 2005 en vue de connaître l'évolution des chiffres d'affaires et des valeurs ajoutées dans les secteurs soumis à la TVA au cours de cette période. Après un aperçu sur le contenu du fichier des déclarations, cette note présente les résultats qu'il est possible d'en tirer sur l'évolution de l'activité économique durant cette période.

I. Le contenu du fichier des déclarations et variables retenues.

Le fichier des déclarations reproduit pour chaque assujetti, son secteur d'activité (ISIC2) ainsi que les montants déclarés pour chacune des rubriques du formulaire spécial à la collecte de la TVA. Les montants retenus dans le dépouillement sont les suivants :

1. Le total des recettes : rubrique 190(1) (chiffres d'affaires)
2. Les achats de biens et services (input) définis comme la somme des rubriques suivantes :
 - 200(1) : achats
 - 210(3)*10 : parties des charges soumises à la TVA = TVA payés multipliée par 10
 - 220(1) : montants soumis
 - 240(1) : achats dont la taxe est payée à la source
3. Les achats de biens d'équipements (FBCF) : rubrique 230(1)
4. Les taxes payés

Le nombre d'entreprises assujetties varie d'un trimestre à l'autre. Les entreprises retenues pour établir les statistiques relatives à une année donnée sont les entreprises qui ont déclarés pour la totalité des quatre trimestres de l'année. Il s'est avéré de plus que le fichier contenait des montants négatifs. Les entreprises dont l'enregistrement comporte au moins un chiffre négatif concernant le chiffre d'affaires ou les achats rentrant dans l'input ont été éliminées des statistiques. Le tableau suivant montre l'état des déclarations pour chacune des trois années sous études ainsi que le nombre d'entreprises retenues pour l'analyse des données.

Etat des déclarations	2003	2004	2005
Entreprises ayant déclarés les 4 trimestres	8 855	14 436	16 593
- '' ayant un chiffre d'affaires (CA) négatif	36	49	71
- '' ayant un input négatif	92	130	192
+ '' ayant un CA et un input négatif	3	10	6
= Entreprises retenues pour les statistiques	8 730	14 267	16 336

Note : en plus des 16 593 entreprises ayant déclaré les quatre trimestres 2005, il existe 1 291 entreprises ayant reporté le quatrième trimestre 2005 sans reporter au moins un des trimestres précédent, ce qui porte à 17 884 le nombre total d'entreprises assujetties fin 2005.

II. Résultats du dépouillement

Deux catégories de tableaux sont établies. La première donne les résultats du dépouillement des quatre variables retenues suivant les secteurs d'activité et permet l'analyse de la structure des entreprises et les variations d'une année à l'autre. (Tableaux 1 à 3). Notons que la variable "Input" est remplacée par la variable « Valeur ajoutée (VA) » égale au chiffres d'affaires moins l'input. Cette variable *ne correspond pas tout à fait à la vraie valeur ajoutée qui comprend en plus la variation des stocks dont l'information n'est pas reportée dans les déclarations de la TVA.*

La seconde compare les résultats d'une année à ceux de l'année précédente uniquement pour les entreprises ayant des données valables pour les deux années consécutives afin de ne pas introduire des variations dues uniquement à l'élargissement de la base des assujetties (tableaux 4a et 4b).

Tableau n° 1

Nombre d'entreprises, chiffre d'affaires (CA), valeur ajoutée (VA), formation brute de capital fixe (FBCF) et taxes payées suivant le secteur d'activité économique

a) 2003

en milliards de LL

Secteur	Nombre	CA	VA	FBCF	Taxes
Agriculture	19	46	9	0	0
Energie, eaux	35	1 069	-7	22	3
Industrie	1 453	4 805	1 297	247	73
Construction	600	1 420	403	42	46
Transport et communications	480	2 983	1 685	53	53
Commerce	4 265	18 002	1 906	247	159
Services	1 710	4 372	2 560	287	112
Indéterminé	168	447	289	14	13
Total	8 730	33 144	8 141	911	458

b) 2004

en milliards de LL

Secteur	Nombre	CA	VA	FBCF	Taxes
Agriculture	44	65	12	0	0
Energie, eaux	47	1 083	-135	73	7
Industrie	2 096	6 138	1 508	291	66
Construction	837	1 734	477	39	40
Transport et communications	667	3 363	1 848	76	24
Commerce	7 141	22 589	2 159	260	159
Services	3 046	5 677	3 110	427	134
Indéterminé	389	519	244	9	12
Total	14 267	41 169	9 222	1 177	443

Tableau n° 1 (suite)

c) 2005

en milliards de LL

Secteur	Nombre	CA	VA	FBCF	Taxes
Agriculture	49	84	12	0	0
Energie, eaux	51	1 388	-257	53	5
Industrie	2 265	6 555	1 618	454	60
Construction	935	2 012	772	38	41
Transport et communications	743	3 621	2 112	81	32
Commerce	8 061	24 656	2 694	260	156
Services	3 800	6 594	3 527	493	118
Indéterminé	432	536	273	17	13
Total	16 336	45 446	10 752	1 396	425

Tableau n° 2

Evolution des ratios VA/CA et Taxes/VA 2003-2005

Secteur	VA/CA en %			Taxes/VA en %		
	2003	2004	2005	2003	2004	2005
Agriculture	18,4	19,0	14,2	4,3	3,1	3,6
Energie, eaux	-0,7	-12,4	-18,5	-40,7	-5,1	-1,8
Industrie	27,0	24,6	24,7	5,6	4,4	3,7
Construction	28,4	27,5	38,4	11,3	8,4	5,4
Transport et communicat.	56,5	54,9	58,3	3,2	1,3	1,5
Commerce	10,6	9,6	10,9	8,3	7,4	5,8
Services	58,6	54,8	53,5	4,4	4,3	3,3
Indéterminé	64,7	46,9	50,9	4,4	4,7	4,8
Ensemble	24,6	22,4	23,7	5,6	4,8	4,0

Tableau n° 3

Taux de variation du nombre d'entreprises des chiffres d'affaires déclarés (CA), des valeurs ajoutées, d'achats de biens d'équipement déclarés (FBCF) et des taxes payées

a) 2003-2004

en %/an

Secteur	Nombre	CA	VA	FBCF	Taxes
Agriculture	131,6	40,7	45,1	23,2	5,5
Energie, eaux	34,3	1,3	...	240,0	137,3
Industrie	44,3	27,7	16,3	17,9	-9,4
Construction	39,5	22,1	18,4	-7,1	-11,6
Transport et communications	39,0	12,8	9,7	44,8	-54,1
Commerce	67,4	25,5	13,3	5,2	0,1
Services	78,1	29,9	21,5	49,1	20,3
Indéterminé	131,5	16,0	-15,8	-32,1	-9,9
Ensemble	63,4	24,2	13,3	29,2	-3,4

Tableau n° 3 (suite)

b) 2004-2005

en %/an

Secteur	Nombre	CA	VA	FBCF	Taxes
Agriculture	11,4	28,8	-3,8	32,5	9,9
Energie, eaux	8,5	28,2	...	-28,4	-31,5
Industrie	8,1	6,8	7,3	56,2	-9,1
Construction	11,7	16,0	61,9	-4,1	2,8
Transport et communications	11,4	7,7	14,3	6,5	29,3
Commerce	12,9	9,2	24,8	0,1	-1,9
Services	24,8	16,2	13,4	15,3	-12,4
Indéterminé	11,1	3,3	12,1	86,3	14,6
Total	14,5	10,4	16,6	18,7	-4,0

Tableau n°4a

Nombre d'entreprises ayant déclaré deux années de suite, chiffre d'affaires (CA) et valeur ajoutée (VA), et taux de croissance suivant le secteur d'activité économique

a1) 2003-2004

en milliards de LL

Secteur	Nombre	CA		VA		Tx de crois. <i>en %/ an</i>	
		2003	2004	2003	2004	CA	VA
Agriculture	18	44	46	8	10	5,7	19,6
Energie, eaux	34	1 066	1 079	-9	-136	1,2	...
Industrie	1 439	4 792	5 778	1 294	1 454	20,6	12,4
Construction	595	1 415	1 558	403	435	10,1	8,1
Transport et commu.	474	2 832	3 202	1 562	1 825	13,1	16,8
Commerce	4 216	17 941	20 495	1 890	2 045	14,2	8,2
Services	1 686	4 354	4 940	2 554	2 847	13,5	11,5
Indéterminé	167	447	408	289	199	-8,8	-31,3
Total	8 462	32 890	37 506	7 992	8 678	14,0	8,6

a2) 2004-2005

en milliards de LL

Secteur	Nombre	CA		VA		Tx de crois. <i>en %/ an</i>	
		2004	2005	2004	2005	CA	VA
Agriculture	41	64	68	13	10	5,4	-21,8
Energie, eaux	46	1 083	1 384	-135	-259	27,7	...
Industrie	2 060	6 093	6 399	1 501	1 585	5,0	5,6
Construction	821	1 668	1 889	456	733	13,3	60,8
Transport et commu.	660	3 349	3 348	1 846	2 035	0,0	10,3
Commerce	7 047	22 448	23 193	2 136	2 277	3,3	6,6
Services	3 000	5 594	5 991	3 054	3 334	7,1	9,2
Indéterminé	386	517	498	243	267	-3,6	9,9
Total	14 061	40 817	42 769	9 113	9 982	4,8	9,5

Tableau n° 4b

Nombre d'entreprises ayant déclaré deux années de suite, achat de biens d'équipement (FBCF), taxe payée et leur taux de variation suivant le secteur d'activité économique
b1) 2003-2004 *en milliards de LL*

Secteur	Nombre	FBCF		Taxes		Tx de crois. <i>en %/ an</i>	
		2003	2004	2003	2004	Fbcf	Taxe
Agriculture	18	0	0	0	0	-59,0	-21,6
Energie, eaux	34	22	73	3	7	240,5	142,1
Industrie	1 439	246	270	72	62	9,6	-14,0
Construction	595	42	33	45	36	-22,2	-20,1
Transport et commu.	474	41	63	42	23	52,5	-45,1
Commerce	4 216	247	225	158	147	-8,8	-6,6
Services	1 686	286	356	111	116	24,3	4,5
Indéterminé	167	14	7	13	10	-51,7	-23,4
Total	8 462	898	1 026	445	402	14,3	-9,6

b2) 2004-2005

en milliards de LL

Secteur	Nombre	FBCF		Taxes		Tx de crois. <i>en %/ an</i>	
		2004	2005	2004	2005	Fbcf	Taxe
Agriculture	41	0	0	0	0	6,9	0,8
Energie, eaux	46	73	52	7	5	-28,6	-31,7
Industrie	2 060	290	431	66	59	48,8	-10,1
Construction	821	38	33	40	40	-14,7	-0,1
Transport et commu.	660	76	71	24	23	-6,5	-6,6
Commerce	7 047	259	243	157	148	-6,3	-5,6
Services	3 000	425	395	134	111	-6,9	-16,6
Indéterminé	386	9	16	11	13	76,4	14,1
Total	14 061	1 171	1 242	439	399	6,1	-9,1

Conclusion

L'examen des chiffres exposés dans les tableaux présentés montre qu'il n'est pas possible, au stade actuel des informations collectées par l'administration de la TVA, d'utiliser de telles informations pour se faire une image correcte, ne fut-ce que partielle, de l'activité économique au Liban et par suite établir la relation entre recettes fiscales et performance économique. Voici quelques remarques à ce propos :

- 1) *Le ratio valeur ajoutée / chiffre d'affaire semble trop faible.*

Dans le secteur industriel en particulier où ce ratio apparaît comme étant environ de 25% alors qu'il devrait être supérieur à 40% d'après les différents recensements industriels.

Une des raisons de cette faiblesse est la non prise en compte des variations de stocks. Cela est visible dans la disparité entre la variation des chiffres d'affaires d'une année à l'autre et celle des valeurs ajoutées : On relève dans le tableau 4a que la croissance des VA entre 2003 et 2004 a été plus faible que celle des CA (8,6% contre 14,0%) alors qu'entre 2004 et 2005 ce fut l'inverse : les VA augmentaient de 9,5% alors que les CA ne progressaient que de 4,8% seulement.

Une autre raison peut provenir d'une mauvaise classification de l'activité des établissements : le classement par erreur d'établissements commerciaux comme industriels fera baisser le ratio VA/CA dans l'industrie.

Mais la raison principale de la faiblesse du ratio VA/CA est la tendance des déclarants à sous-estimer leurs recettes et surestimer leurs charges. A cet égard on relève une différence significative entre les statistiques tirées de l'ensemble des déclarations et celles établies à partir des déclarations contrôlées, ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

	Nombre	CA mdLL	VA mdLL	VA/CA %
<i>Déclarations de 2003</i>				
Contrôlées	814	7 601	2 602	34,2
Non contrôlées	7 916	25 544	5 539	21,7
Ensemble	8 730	33 144	8 141	24,6
<i>Déclarations de 2004</i>				
Contrôlées	612	6 216	2 174	35,0
Non contrôlées	13 655	34 953	7 049	20,0
Ensemble	14 267	41 169	9 222	22,7
<i>Déclarations de 2005</i>				
Contrôlées	405	3 112	1 142	36,7
Non contrôlées	15 931	42 333	9 610	22,7
Ensemble	16 336	45 446	10 752	23,7

Mais le nombre d'entreprises contrôlées n'est pas suffisant pour faire une comparaison par secteur d'activité.

2) *Le ratio taxes versées au fisc / valeur ajoutée est anormalement décroissant*

Ce ratio passe de 5,8% en 2003 à 4,8% en 2004 et à 4% en 2005. Les raisons de cette décroissance sont probablement à rechercher dans les modalités de gestion de la TVA.

Des discordances entre la variation des prix de ventes aux consommateurs et celle des prix des entrants peuvent aussi expliquer en partie cette baisse.

Toujours est-il qu'il est prématuré, au vu de ces statistiques, de chercher à établir une relation entre les recettes de la TVA et l'activité économique.

3) *Il existe des écarts entre le montant de la TVA reporté dans la clôture des comptes et la somme de la TVA collectée à la douane et celle collectée de entreprises assujetties ainsi que le montre le tableau ci-dessous.*

<i>Milliards de LL</i>			
Source des données	2003	2004	2005
Douanes : TVA sur les importations	922,0	1 203,7	1 222,7
TVA payées par les assujettis	458,0	442,5	424,7
Total	1 380,0	1 646,2	1 647,4
Clôture des comptes : recettes de la TVA	1 322,4	1 688,2	1 560,8
Ecart	+57,6	-42,0	+86,6

Ces écarts peuvent provenir des décalages dans le temps entre les différents enregistrements.